

# **Conseil Municipal de la Ville de Montpellier**

- - -

**Séance publique du  
Jeudi 06 novembre 2014**

- - -

**PROCES-VERBAL**

- - -

**Secrétariat Général**

Secrétariat de l'Assemblée

## **Ordre du jour du Conseil municipal**

**Séance Publique du jeudi 6 novembre 2014 à 18h30**  
Salle du Conseil municipal de l'Hôtel de Ville

---

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

### **Urbanisme, aménagement durable**

- 1 Révision du plan local d'urbanisme (PLU) Prescription, définition des objectifs et des modalités de la concertation
- 2 ZAC Port Marianne - Richter agrément de candidature CNFPT - lot M1
- 3 ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3) Agrément de candidature RB Group (Lot A)
- 4 Foncier ZAC Saint Charles Acquisition auprès de la SERM
- 5 Foncier Cévennes-Petit Bard Echange de lots copropriété Guillaume Apollinaire Ville-SERM
- 6 FONCIER Secteur de Poutingon Acquisition des locaux commerciaux Avenue de Toulouse et 30 chemin de Pountingon Sociétés SOFA et ICAR LDT
- 7 Foncier Acquisition cheminement piéton Rue d'Astier de la Vigerie / rue de Jausserand Propriété "ACM"
- 8 Foncier Parcelle HL 385 propriété de la Ville Quai Laffite Déclassement du domaine public communal
- 9 Vente de l'hôtel Richer de Belval - place de la Canourgue Projet de création d'un hôtel Renonciation de MM. ASIUS et DEMON Signature d'un protocole transactionnel
- 10 MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions
- 11 MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions
- 12 QUARTIER CEVENNES (Petit Bard - Pergola) Projet de Rénovation Urbaine Plan de sauvegarde du Petit Bard - Avenant n°3 à la convention financière Approbation

- 13 QUARTIER CEVENNES (Petit Bard – Pergola) Projet de rénovation urbaine Demande d'agrément de candidature Lot N – FDI
- 14 Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer Concession d'aménagement Ville / SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013) Rapports spéciaux sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2013) Avenant n°13
- 15 PETIT BARD - Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013) Avenant n°7 Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2013) Avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie
- 16 ZAC OVALIE Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013) Avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2013)
- 17 Réaménagement du quartier de la Pompignane Mandat Ville / SAAM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013)
- 18 Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque Concession d'aménagement Ville/SAAM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013)
- 19 Zone d'Aménagement Concerté des Grisettes Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013)
- 20 Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch Concession d'aménagement Ville/SERM Avenant n°4 Compte-rendu annuel à la collectivité (exercice 2013)
- 21 Zone d'aménagement concerté Blaise Pascal Concession d'aménagement Ville / SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013)
- 22 Zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche Concession d'aménagement Ville-SERM Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2013) Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013)
- 23 Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Richter Concession d'aménagement Ville / SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013)
- 24 Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jardins de la Lironde Concession d'aménagement Ville / SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013) Avenant n° 10
- 25 Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Parc Marianne, secteur de la Baume et avenue Raymond Dugrand Concession d'aménagement Ville / SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2013) Avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie
- 26 Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur Concession d'aménagement Ville / SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013)
- 27 ZAC LA FONTAINE Concession d'aménagement Ville/SERM Compte Rendu Annuel à la Collectivité Exercice 2013 Avenant n°11
- 28 ZAC MALBOSC Concession d'aménagement Ville/SERM Compte Rendu Annuel à la Collectivité Exercice 2013
- 29 FONCIER PORT MARIANNE Mandat d'acquisitions foncières Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013)

- 30 Concession GRAND COEUR (SERM) Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013)  
Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (années 2013)  
Avenant n° 13 au traité de concession d'aménagement Avenant n°6 à la convention de trésorerie
- 31 Concession NOUVEAU GRAND COEUR (SAAM) Compte rendu annuel à la collectivité  
(exercice 2013) Convention de trésorerie

## **Sécurité**

- 32 Convention de partenariat avec la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault au profit de mineurs pris en charge par les établissements et services de la protection judiciaire de la jeunesse et ayant bénéficié de la décision de Travail d'Intérêt Général
- 33 Programme de Vidéoprotection Urbaine Année 2014
- 34 Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Fondation 30 Millions d'Amis :  
Dispositif de gestion des populations félines errantes

## **Education**

- 35 Réalisation d'une nouvelle école primaire dans le quartier Ovalie
- 36 Ajustements des projets associatifs d'activités périscolaires

## **Vie associative, Maisons pour Tous**

- 37 Mise à disposition à titre gratuite de salles dans les Maisons Pour Tous

## **Jeunesse et Sports**

- 38 Projet de création d'un Point Relais Information Jeunesse (PRIJ) à la Maison pour tous Colucci
- 39 Bourse Initiatives Jeunes 2014 Participation de la Ville
- 40 Activités d'éducation physique et sportive en temps scolaire Convention de partenariat Académie de Montpellier - Ville de Montpellier
- 41 Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2014-2015

## **Parcs et jardins, biodiversité**

- 42 Parc de Lunaret Lancement d'une consultation de maîtrise d'œuvre paysagère Approbation du projet Demande de subvention

## **Culture**

- 43 Cinéma municipal Nestor Burma - Dispositif Ecole et cinéma Convention entre la Ville de Montpellier et l'association Les Chiens Andaloux
- 44 Cinéma municipal Nestor Burma - Dispositif Collège au cinéma Convention entre la Ville de Montpellier et l'association les Chiens Andaloux
- 45 Cinéma municipal Nestor Burma - Dispositif lycéens au cinéma Convention entre la Ville de Montpellier et Languedoc-Roussillon Cinéma

- 46 Cinéma Nestor Burma Convention avec le CROUS de Montpellier Dispositif Pass Culture
- 47 Agora des Savoirs 6ème saison Cycle de conférences 2014 – 2015 Agora Junior
- 48 Agora des Savoirs 6ème saison Cycle de conférences 2014 – 2015 Partenariats – Divergence FM / Maison des Sciences de l'Homme
- 49 Agora des Savoirs, 6e saison Partenariat avec la librairie Sauramps Cycle de conférences 2014 - 2015
- 50 Théâtre Jean Vilar Convention avec le CROUS de Montpellier Dispositif Pass'Culture
- 51 Attribution de subventions 2014 Annulation de la subvention pour projet attribuée l'association Les Galeries de Montpellier, et attribution d'une subvention pour fonctionnement

## **Montpellier au quotidien**

- 52 Opération Campus Gestion intégrée des eaux pluviales Autorisation de demande de subvention

## **Economie**

- 53 Accompagnement des manifestations en milieu festif - Demande de subvention dans le cadre des Estivales 2014 -
- 54 Kiosques Fleuriste - Conventions d'occupation du domaine public - Désignation de l'occupant du kiosque n°2 - Indexation annuelle des loyers des kiosques

## **Ressources humaines de la collectivité**

- 55 PROTECTION FONCTIONNELLE Elus et agents de la commune
- 56 Modification du tableau des effectifs
- 57 Délibération relative aux indemnités de régisseur

## **Finances de la collectivité**

- 58 Exercice 2014 - Modification des Autorisations de Programme
- 59 Exercice 2014 - Décision Modificative n°1 du Budget Principal de la Ville de Montpellier
- 60 Bouclage ligne 4 du tramway - Mise à disposition de locaux au profit de la TAM - Autorisation de signer la convention de mise à disposition
- 61 Attribution et modification d'attribution de subventions - Exercice 2014
- 62 Convention entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'agglomération de Montpellier relative à l'entretien et la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de la Communauté d'agglomération – Avenant n°1 -Autorisation de signature
- 63 AFFAIRE RETIREE
- 64 Cession de matériel et mobilier de coiffure pour 1 euro symbolique à l'association Issue

- 65 Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/S.E.R.M. Opération CONSULS DE MER Caisse d'Epargne
- 66 Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/S.E.R.M. Opération JACQUES COEUR Banque Postale Crédit Entreprises

### **Fonctionnement de l'assemblée, désignation de représentants**

- 67 Détermination du nombre d'Adjointes au Maire suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU
- 68 Election d'un nouveau membre de la Commission municipale n°1 "Finances"
- 69 Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine SERM - Désignation d'un nouveau représentant
- 70 Société Publique Locale d'Aménagement SAAM - Désignation d'un nouveau représentant
- 71 Ecoles maternelles et primaires - Désignation de nouveaux représentants
- 72 Collèges - Désignation de nouveaux représentants
- 73 Ecoles privées - désignation de nouveaux représentants
- 74 Commission de délégation de service public - Désignation d'un nouveau représentant suppléant
- 75 Agence Locale de l'Energie ALE - Désignation d'un nouveau représentant suppléant
- 76 Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance - Désignation d'un nouveau représentant
- 77 Association Départementale d'Information et d'Aide aux Victimes (ADIAV) - Désignation d'un représentant
- 78 Commission de suivi de site de l'usine de méthanisation Amethyst - Désignation d'un nouveau représentant
- 79 Société Locale d'Epargne Pic Ovalie - Désignation d'un nouveau représentant
- 80 Maison de Retraite de la Croix d'Argent Jean Peridier - Désignation d'un nouveau représentant
- 81 Association languedocienne pour l'aide aux insuffisants mentaux - Désignation d'un nouveau représentant

### **Urbanisme, aménagement durable**

- 82 Avis de la ville dans le cadre de l'enquête publique relative à la requalification environnementale de l'actuelle autoroute A9
- 83 Institution de la taxe d'aménagement sur le territoire communal

# Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

-----

**Séance Publique du jeudi 6 novembre 2014**

-----

## Procès-verbal

-----

**Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

**Absents :** aucun.

### **Propos introductif :**

**Monsieur le Maire :** Veuillez prendre place. Je vais demander à Monsieur Patrick RIVAS de bien vouloir me rejoindre ainsi que Monsieur Philippe BLAIN.

*(Applaudissements)*

Nous avons souhaité, comme nous le faisons de temps en temps, remettre à un Montpelliérain célèbre la médaille de citoyen d'honneur de la ville de Montpellier. Sur les conseils éclairés de Monsieur Patrick RIVAS, nous avons choisi, aujourd'hui, Philippe BLAIN qui a porté haut les couleurs du volley-ball sur tous les terrains de la planète.

Monsieur BLAIN est né en 1960. Il est originaire d'une famille montpelliéraine. Il a toujours pratiqué le volley-ball sur la plage de Palavas comme sur les parquets. Il a été champion d'académie. Il a joué au MUC Volley-ball. Je salue les représentants du MUC Volley. Pendant cinq ans, il a également été directeur des sports au sein de l'agglomération de Montpellier. Il a entraîné l'équipe de France junior et l'équipe de France senior. Il a été sacré meilleur joueur du championnat du monde en 1986 et du championnat d'Europe en 1987. Il a été entraîneur d'un club en Italie et de plusieurs clubs en France avec des titres de champions de France, de vainqueur de la coupe de France et de la coupe d'Europe avec Cannes. Il a été entraîneur de l'équipe de France

de 2001 à 2012 avec une médaille de bronze au championnat du monde et deux fois vice-champion d'Europe. Il a été entraîneur du MAVUC avec une saison difficile puis le titre de champion du monde avec la Pologne en septembre dernier.

Je pourrais en dire bien plus sur la carrière de Monsieur BLAIN. Nous sommes très heureux, avec le Conseil municipal de Montpellier, de vous remettre la médaille de citoyen d'honneur de la ville au nom du Conseil municipal tout entier. Nous vous remercions d'avoir accepté de venir.

*(Applaudissements)*

**Philippe BLAIN :** Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, je viens de vivre une aventure extraordinaire sur le plan sportif. Ce n'est pas tous les jours que l'on parvient à remporter un titre de champion du monde. C'était la couleur de médaille qui manquait à mon palmarès. C'est également une aventure humaine extraordinaire de voir une équipe se transcender de cette manière pour aller chercher ce titre. Le spectacle était aussi autour du stade car nous avons quand même joué un match d'ouverture dans une enceinte de 70 000 personnes. Ce moment a été inoubliable. Certes, les Polonais ne sont pas des Latins, mais ils sont extrêmement passionnés. Pour la finale, 15 000 personnes étaient dans la salle mais 35 000 étaient postées dehors, devant un écran. Cela démontre l'engouement que la compétition a suscité. Je suis très heureux d'avoir vécu cette aventure.

Je voudrais vous remercier pour cette distinction qui me touche. Je suis un pur produit du sport montpelliérain et du volley-ball. Si vous me le permettez, Monsieur le Maire, j'aimerais dédier cette médaille à tous les dirigeants, dont mon père a fait partie, qui permettent à des Montpelliérains de se lancer dans la pratique sportive et avoir la possibilité, comme moi, de devenir un jour champion du monde. J'espère que cela continuera.

Vous pouvez compter sur le volley-ball montpelliérain. Le MAVUC est à un haut niveau, mais d'autres clubs travaillent quotidiennement au cœur des quartiers pour que les jeunes puissent pratiquer. Un jour, j'espère que l'un d'entre eux aura la chance de décrocher ce même résultat. Merci.

**Monsieur le Maire :** Avant de vous donner une série d'informations, je voudrais dire toute la tristesse de Conseil municipal suite au décès de celui que nous appelions "Petite main d'argent", Manitas De Plata. Il nous a quittés aujourd'hui. Il sera inhumé samedi après-midi. Il a marqué de son empreinte toute la musique du XX<sup>e</sup> siècle, se plaçant en digne héritier de Django Reinhardt et de tous les mouvements de musique gitane perpétués aujourd'hui par tous les groupes que nous connaissons, comme les Gipsy et bien d'autres. Manitas De Plata, c'est la Grande Motte. C'est Candolle. C'est Figuerolles. C'est le peuple gitan.

Nous sommes très tristes et très touchés. Je serai présent samedi après-midi à ses obsèques pour représenter le Conseil municipal de Montpellier. Je vous propose en sa mémoire d'observer une minute de silence. Je vous remercie.

Après les nouvelles tristes, voici des nouvelles plus joyeuses. Je salue le retour au Conseil municipal d'Anne-Louise KNAPNOUGEL, qui, après avoir mis au monde une petite Sofia, nous revient plus motivée que jamais. Bienvenue parmi nous.

J'en profite pour saluer l'arrivée d'une nouvelle conseillère municipale qui s'appelle également Sophia, Sophia AYACHE. Elle remplace au pied levé Fabrice PALAU qui me rejoint au cabinet. Bienvenue Sophia.

En avant-première de ce Conseil municipal, j'ai quelques informations à vous donner. Tout d'abord, la ville de Montpellier, au travers du réseau REVMED, a obtenu le prix Territoria d'or qui a été remis au Sénat hier et que Madame Stéphanie JANNIN, Première adjointe, a récupéré.

Le réseau REVMED comprend les Conseils généraux du Var, du Vaucluse, des Pyrénées Orientales, de l'Aude, du Gard, les Communautés d'agglomération du Grand Narbonne, de Béziers Méditerranée, du Grand Alès, de la Communauté de communes de la Vallée de l'Hérault et de la ville de Montpellier. L'ensemble de ces collectivités ont obtenu ce prix. C'est le Conseil général du Gard qui possède le trophée, mais qui le passera aux autres collectivités en son temps. Merci Madame JANNIN de nous avoir représentés.



Je voudrais profiter de ces informations pour aborder un certain nombre de sujets évoqués par la presse et sur lesquels je me dois de vous donner quelques explications. Je vais commencer par CINEMED. Certains ont expliqué que je voulais tuer le festival du cinéma méditerranéen. Quelle erreur ! Quelle faute ! C'est le contraire. Nous voulons le vivifier. Nous voulons le rendre plus fort. Pour cela, il faut changer les habitudes parce que le festival a 30 ans. Il faut donc revoir ce que les politiques appellent la gouvernance. C'est ce que nous allons faire.

Par contre, une chose est immuable au CINEMED : le Président TALVAT. J'ai reçu ce matin mon ami Henri TALVAT. Vous ne pensez pas que je suis assez fou pour écarter un ancien adjoint à la culture de la ville de Montpellier ? Le créateur de CINEMED. Le Président de l'association Jean VIGO. Le Président du Centre d'Art Contemporain Régional, du FRAC. Sans parler des relations qui nous unissent personnellement. Donc, nous changerons la gouvernance et nous garderons Henri TALVAT, pour services rendus à la patrie. Je le lui ai dit dans mon bureau en prenant le petit déjeuner à 7h30 ce matin.

Deuxième information. J'ai demandé à revoir le gros livre qui a été réalisé sur l'histoire de la ville de Montpellier il y a une vingtaine d'années. Le professeur Gérard CHOLVY à l'université Montpellier III était le directeur de la publication. Nous allons refabriquer un ouvrage qui tiendra compte des avancées scientifiques, historiques et des recherches qui ont été accomplies sur la ville. Nous ferons poursuivre l'histoire jusqu'au décès de Georges Frêche il y a quatre ans. L'histoire s'arrêtera là. D'autres l'écriront ensuite. J'ai vu PRIVAS. J'ai également vu une série d'historiens. Ce livre est le seul ouvrage relativement complet qui relate l'histoire de Montpellier. Il sera à disposition à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2015.

Ensuite, je voudrais poursuivre pour éclairer mon ami Bernard TRAVIER sur la petite discussion que nous avons eue lors du Conseil d'agglomération. Celle-ci concernait les associations culturelles qui occupaient sans droit, ni titre, l'ancien évêché de Montpellier, rue Lallemand. Monsieur TRAVIER, j'ai l'honneur de vous indiquer que j'ai écrit à chacune de ces associations pour leur demander de quitter les lieux. On ne peut pas occuper sans droit, ni titre, des bâtiments publics dont je suis responsable. Si un accident se produisait, je suis la personne que l'on viendrait voir. Je leur ai donc demandé de chercher d'autres lieux pour s'établir. Vous souhaitez avoir la liste, Monsieur TRAVIER ?

**Monsieur TRAVIER :** Je crois que je l'ai. Je me suis renseigné et les services m'ont donné un plan. Il s'agit de sept compagnies de théâtre : la compagnie Provisoire, la compagnie La Faction, la compagnie Tire pas la nappe, la compagnie Adesso e Sempre, la compagnie Moebius, la compagnie Intime Camarade et la compagnie La Maison du Théâtre. Il résulte de mes recherches qu'elles ont été installées après janvier 2014 mais avant la date du 30 mars 2014.

Comme vous le savez, je n'ai, à mon arrivée, pas trouvé de documents qui m'auraient permis de comprendre les raisons de cette installation puisque Madame BIGAS avait totalement vidé les meubles. J'ai appris par voie de presse que j'avais dit la vérité et que les dossiers étaient chez elle, à ma disposition, et que je pourrais les consulter. Je lui ai fait savoir que je n'avais pas à me rendre chez elle. Mais vous voyez que ce que j'avais déclaré était parfaitement exact.

**Monsieur le Maire :** Je lance un avis de recherche à Madame BIGAS. Madame BIGAS, c'est bien de ne pas avoir détruit les dossiers. Si vous le dites, nous vous croyons, même si les broyeuses ont marché à pleins gaz. Mais si ces dossiers sont chez vous, c'est une faute envers la loi. Les archives publiques ne doivent pas se trouver chez les citoyens. Cela n'existe nulle part. C'est un délit. Donc, Madame BIGAS, s'il vous plaît, rendez-nous ces archives.

*(Applaudissements)*

Je voudrais vous informer également que la nouvelle formule du journal municipal *Montpellier Notre Ville* sera désormais accessible sur les tablettes et Smartphones. L'application sera téléchargeable sur Apple, Google, et Android à partir du 15 novembre.

Je voudrais également vous indiquer que j'ai rencontré, cette semaine, Jean-Claude MAILLY, patron de Force Ouvrière. Hier, j'ai déjeuné avec Jean-Michel BAYLET, patron du PRG. Demain, je déjeunerai avec Myriam EL KHOMRI, Secrétaire d'Etat à la Politique de la Ville.

Je voudrais également vous indiquer que nous avons prévu, avec Luc ALBERNHE, de faire une opération "nettoyage à fond" dans le quartier de la Pompignane, le 19 novembre.

Avec Marie-Hélène SANTARELLI, que je remercie de m'avoir suppléé au pied levé, nous avons, cet après-midi, signé une convention avec la PJJ pour l'intégration de jeunes mineurs dans l'effectif et dans le cadre de la réinsertion.

Enfin, je voudrais également vous dire que la Fête des Vignes 2014 est lancée sur la place de la Comédie. Pour 2015, Madame GALIANA, nous prévoyons de faire la Fête des Vignes le dernier week-end de novembre et nous ferons partir le marché de Noël début décembre. Nous en profiterons ainsi pour faire une semaine de Fête des Vignes avec les viticulteurs.

Voilà les informations que je souhaitais vous communiquer.

Vous avez lu les comptes-rendus des différentes séances du Conseil municipal. Vous avez pris connaissance des procès-verbaux et, notamment, celui du 2 octobre 2014. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Madame LLEDO ?

**Audrey LLEDO :** Monsieur le Maire, bonjour et merci de m'accorder la parole. Bonjour à vous aussi, Mesdames et Messieurs les conseillers. Je prends la parole pour vous signaler une erreur dans le procès-verbal du Conseil municipal du jeudi 2 octobre. Je suis sûre que vous n'avez pas oublié l'intervention de Monsieur BOUMAAZ en fin de séance, ni l'esclandre vulgaire et offensante de Monsieur DUMONT nous traitant, et traitant par la même occasion nos militants, de "fachos". Nous ne nous étions d'ailleurs pas rabaissés à ce niveau de cour de récréation. Mais comprenez ma grande surprise lorsque j'ai vu que ni les remarques pathétiques de notre ami n'étaient retranscrites, ni l'allocution de Monsieur BOUMAAZ ne figurait correctement dans le procès-verbal datant du jeudi 2 octobre. Effectivement, nous voyons que, dans le point 57, est écrit que Monsieur Djamel BOUMAAZ aurait dit : "Nous ne savons plus ce que nous appelons "fachos"". Or, il a dit : "Nous nous demandons qui sont les "fachos"". Cela change, comme vous pouvez l'entendre, tout le sens de la phrase.

Ainsi, je tiens à vous informer que mes collègues et moi-même nous abstiendrons sur ce point.

**Monsieur le Maire :** Merci Mademoiselle LLEDO. Par contre, faites-moi passer par écrit les modifications que vous voudriez voir apporter. Nous consignerons votre écrit au procès-verbal. Je n'ai pas entendu qu'il vous traitait de "fachos".

Je mets au vote l'approbation du procès-verbal. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

***Pour : 60***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

**Monsieur le Maire :** L'affaire qui vient maintenant concerne l'ordre du jour qui comporte 83 affaires, dont une a été retirée. Il s'agit de l'affaire n°63 qui sera présentée lors du Conseil municipal de décembre. Avez-vous des observations à formuler sur l'ordre du jour ?

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*M. DUMONT entre en séance.*

Adoption de l'ordre du jour

**Pour : 64**

**Contre :**

**Abstentions :**

**Adopté à l'unanimité.**

*M. LANNELONGUE entre en séance.*

**Monsieur le Maire :** Les affaires n°68 à n°81 concernent les désignations de représentants pour remplacer Monsieur Fabrice PALAU au sein de plusieurs instances. Si vous n'y voyez pas d'objection, je vous propose de procéder à ces désignations à main levée pour fluidifier le déroulement de la séance. Y a-t-il des objections ?

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Adoption du vote à main levée

**Pour : 64**

**Contre :**

**Abstentions :**

**Adopté à l'unanimité.**

**Monsieur le Maire :** Vous avez reçu sur la table l'ensemble des décisions du Maire. Avez-vous des observations à formuler ?

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Le prochain Conseil municipal se tiendra le 17 décembre, non pas à 16h comme indiqué, mais à 17h. Pour ceux qui siègent à l'agglo le 18 décembre, le Conseil sera à 17h également.

## **1- Révision du plan local d'urbanisme (PLU)**

### **Prescription, définition des objectifs et des modalités de la concertation**

**Monsieur le Maire :** Vous n'êtes pas sans ignorer que les modifications du PLU s'opèrent chaque année dans les grandes villes. Mais les révisions qui, elles, sont des transformations en profondeur, s'opèrent dans un délai compris entre huit et dix ans.

Dans le cadre du passage en Métropole, nous avons pris la décision, avec l'ensemble des Maires, de mettre en révision, respectivement, nos PLU communaux. Avant la création du futur Schéma de Cohérence Territorial lié à la Métropole, il est important que la Ville intègre dans son PLU l'ensemble des orientations politiques qui se traduisent par des modifications d'urbanisme. C'est ainsi que nous vous proposons ce soir de mettre en révision le PLU de la Ville de Montpellier.

Madame JANNIN.

**Madame JANNIN :** Bonsoir Monsieur le Maire. Mes chers collègues. Cette délibération vous propose la révision du Plan Local de l'Urbanisme, autrement connu sous les initiales PLU. La délibération est la première étape d'un long processus qui se déroulera sur plusieurs années et qui aboutira à la formalisation d'un nouveau document d'urbanisme répondant aux contraintes actuelles et aux objectifs que nous souhaitons atteindre en matière d'urbanisme pour améliorer le cadre de vie des Montpelliérains.

Notre PLU actuel a été approuvé le 3 mars 2006. Huit ans après, il est nécessaire d'engager une procédure de révision, et ceci, à plusieurs égards. La loi ENE, portant Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010, dite Grenelle II, et la loi ALUR pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové du

24 mars 2014 ont fait évoluer le contenu des PLU en y renforçant les objectifs de développement durable. Les PLU approuvés antérieurement à ces deux dates doivent intégrer ces nouvelles dispositions avant le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Par ailleurs, pour faciliter la densification des quartiers, la loi ALUR a supprimé la possibilité de fixer une taille minimum de parcelle ainsi que les Coefficients d'Occupation des Sols (COS). Cette disposition nécessite que soit engagée une réflexion d'ensemble sur les formes et les densités urbaines ainsi que sur les règles architecturales souhaitables pour que soit préservées au mieux les identités de chacun de nos quartiers.

Au-delà de ces approches réglementaires et techniques, nous souhaitons traduire un projet ambitieux dans ce nouveau document, notamment dans le nouveau contexte métropolitain.

Notre ville de Montpellier, qui sera le support de cette réflexion, quelle est-elle ? C'est un noyau médiéval, une couronne de faubourgs, que l'on appelle "Montpellier Grand Cœur", puis un développement résidentiel qui s'est fait dans les années 1950, parfois sous la forme de quartiers entiers. A partir des années 1970, une grande politique de l'urbanisme, mise en route par Georges FRECHE, avait pour idée de rejoindre le Lez et, au-delà, la mer. A ce titre, les quartiers Antigone, Consuls de Mer, Richter, Port Marianne ont été créés. Parallèlement, plusieurs quartiers neufs ont également vu le jour, çà et là dans la ville comme Malbosc, Grisettes, Ovalie... Ce sont des opérations de développement urbain qui ont vu le jour et des milliers de logements ont ainsi été créés.

Aujourd'hui, une page se tourne. Plusieurs constats se posent aujourd'hui à notre équipe et, en particulier, au Maire et à moi-même en ce qui concerne l'urbanisme. Tout d'abord, comme vous le savez tous, nous traversons une période de crise engendrée notamment par des difficultés dans le secteur du bâtiment. Or, ce secteur est l'un de nos principaux pourvoyeurs d'emplois puisque nous n'avons pas d'industries. D'autre part, nous manquons de terrains à bâtir. Les projets de développement urbain tels que nous les avons connus ne seront, de toute évidence, plus des sujets de demain, dans 15 ou 20 ans.

Nous avons également constaté le souhait grandissant de la population d'être informée et de participer à l'acte de faire la ville. Si la politique de l'urbanisme menée jusque-là attirait les projecteurs sur Montpellier, nous pouvons, cependant, faire le constat d'une ville à deux vitesses. La ville existante a été abandonnée au profit du développement urbain.

Il est donc nécessaire, aujourd'hui, de repenser le modèle de développement de Montpellier en s'appuyant sur deux points : réparer la ville et prendre soin des Montpelliérains tout en maintenant notre attractivité. La ville de demain parlera moins de développement intense, mais parlera plus de cadre de vie, de recyclage de la ville, de mise en valeur des quartiers et des parcours, de qualité des espaces publics, de coproduction citoyenne, de priorité donnée aux leviers environnementaux comme la préservation de la biodiversité ou la donnée hydraulique qui doit être au cœur de nos préoccupations. Les événements récents nous l'ont rappelé, si cela était nécessaire.

Dans ce cadre, notre rôle d'élus est de regarder au loin, de construire une vision du territoire montpelliérain, d'intégrer le fait qu'une page se tourne, de ne pas appliquer des vieilles recettes qui vraisemblablement ne marcheront bientôt plus et d'accompagner, dès maintenant, les professionnels du bâtiment dans les mutations à venir. Mais c'est aussi et surtout avoir la conscience d'accompagner les transformations de notre société et d'apporter des réponses concrètes aux besoins des Montpelliérains qui sont en attente de pouvoir pratiquer une ville plus juste, qui doit être aussi un espace de liberté, de lien social et de partage.

Notre population continue d'augmenter. Contrairement aux idées reçues, notre solde migratoire baisse. Ce sont donc les enfants des Montpelliérains que nous devons loger aujourd'hui. Cet enjeu majeur ne peut être écarté. Les familles montpelliéraines ont évolué. Le nombre de personnes par ménage diminue. Ceci est lié au vieillissement de la population, à la multiplication des familles monoparentales ou encore à la baisse du nombre moyen d'enfant par femme. A cela s'ajoute une précarité grandissante dans toutes les tranches

d'âge. Ces évolutions questionnent la production de logements, en particulier, et le fonctionnement de la ville, en général.

J'affirme donc, de ce fait, la nécessité de maintenir notre production de logements, non pas par volonté expansionniste, mais par conscience sociale. Nous le devons aux Montpelliérains, en ayant toujours en tête le souci d'égalité. On ne bâtit pas un projet urbain et solidaire avec, d'un côté, 50 % de logements sociaux et, de l'autre, des ghettos pour personnes aisées, comme cela a pu être formulé ces dernières années.

L'implication des concitoyens a également évolué. Aujourd'hui, les Montpelliérains souhaitent participer à la production de leur cadre de vie. Nous leur donnerons le cadre pour le faire, quartier par quartier. Chaque quartier porte en lui une identité, un passé, une tradition, mais aussi une ambition, comme nous le voyons chaque jour aux côtés des habitants et des associations, bien souvent tournée autour de la mise en valeur d'une manière de vivre qui n'est pas la même d'un lieu à l'autre de la ville.

Je ne sais pas s'il existe des projets urbains de gauche ou de droite. Mais je sais qu'il existe des projets urbains fins, qui placent l'habitant au cœur d'un système de production de la ville, permettant à chaque identité de quartier d'exister et de se renforcer, pour une ville sensible et plurielle alliant cadre de vie et attractivité. C'est cette ambition que notre nouveau PLU traduira.

*(Applaudissements)*

## **1 - Contexte et justification :**

La Ville de Montpellier entend prendre une part essentielle dans la mise en œuvre du projet de territoire à l'échelle métropolitaine qui se dessine. Le projet urbain de la ville centre de l'agglomération ne prend son sens que dans ce cadre élargi. Dans une logique de développement durable, il est fondé sur la double exigence d'un développement équilibré et soutenu de la ville à partir de ses principaux atouts et de ses domaines d'excellence économiques - la santé, le tourisme, le numérique - et de la nécessité croissante de « réparer » chacun de ses quartiers en prenant soin de tous les Montpelliérains. De nombreuses politiques sont mobilisées au service de ces objectifs, à commencer par l'urbanisme.

Avant toute chose, le plan local d'urbanisme (PLU) doit être un outil d'une grande finesse pour traduire efficacement en termes spatiaux, qualitatifs et quantitatifs les orientations de ce projet urbain. Doivent ainsi être précisément étudiés et transcrits réglementairement dans ce document de planification les objectifs de production de logements, en réponse aux besoins liés à la croissance démographique, de préservation des paysages urbains et naturels, d'évolution des formes urbaines et architecturales, de renforcement de l'agriculture urbaine, de réservation des emprises nécessaires aux espaces et équipements publics, de régulation des mobilités et d'organisation du stationnement.

L'intégration dans le PLU de ces orientations politiques fondamentales nouvellement reformulées passe par une révision globale du document d'urbanisme.

De plus, depuis l'approbation par le Conseil municipal de la dernière révision du PLU le 2 mars 2006, plusieurs changements importants de fait et de droit sont intervenus et doivent être pris en compte dans cette révision. Cela vise les évolutions du territoire auxquelles le PLU doit s'adapter : changement climatique, poursuite de la croissance démographique, réalité du terrain vécue et perçue par la population couplée à ses diverses aspirations sociales ou économiques, pratiques nouvelles de l'aménagement, etc. Cela vise également la prise en compte des nombreuses évolutions législatives et réglementaires intervenues depuis 2006 et à mettre en œuvre à l'occasion d'une révision générale du PLU.

## **L'évolution du territoire montpelliérain**

La croissance démographique de Montpellier se démarque par son ampleur soutenue depuis plusieurs dizaines d'années. Ce phénomène est non seulement alimenté par d'importantes migrations résidentielles, qu'elles soient motivées par des raisons liées à la formation, à l'emploi ou à la seule activité résidentielle, notamment pour les retraités, mais aussi par un accroissement naturel qui se confirme. Les chiffres traduisent de manière éloquente

ce phénomène : la population communale s'élevait à 251 634 habitants en 2006 pour atteindre 264 538 habitants en 2011, soit une augmentation de 12 904 montpelliérains en cinq ans. En moyenne, depuis plus de vingt ans, la population montpelliéraine a augmenté d'environ 2 500 personnes chaque année.

Face à ce phénomène en continuelle évolution, le territoire a subi d'importantes modifications structurelles pour répondre aux nombreux besoins exprimés tant en logements, qu'en équipements ou activités. En particulier, la ville s'est considérablement étendue vers l'est, répondant à un objectif de rééquilibrage territorial de l'espace bâti très affirmé à la fin des années 1980, avec la création du quartier Port Marianne, réalisé dans le cadre de différentes zones d'aménagement concerté (ZAC) puissamment articulées par les réseaux de voirie, de transport ainsi que par la trame verte. Des ZAC plus récentes, à l'ouest, ont également accueilli le développement urbain selon des formes urbaines variées et un rapport affirmé à la nature. A côté de ce développement volontariste, la ville constituée contribuait avec plus de peine et moins de maîtrise à absorber sa part de développement au prix de l'émergence progressive de disparités spatiales parfois aiguës. Plus récemment, la troisième et la quatrième lignes de tramway de l'agglomération, mises en service en 2012, constituent des vecteurs de développement qui vont substantiellement influencer l'organisation territoriale de la commune. Aussi, face à ce constat, il est indispensable d'assurer en tout lieu du territoire communal une maîtrise publique du développement urbain, en pleine conscience des enjeux actuels.

Ces objectifs de programmation équilibrée et diversifiée en matière de logements sur le territoire se traduisent notamment dans le cadre du programme local de l'habitat (PLH) adopté en novembre 2013 par la Communauté d'agglomération et dont les objectifs, qui prévoient la poursuite de l'effort de construction sur le territoire de la ville centre, doivent être retranscrits dans le PLU dans un rapport de compatibilité.

### **L'évolution du contexte réglementaire en matière de plan local d'urbanisme**

Parallèlement aux circonstances de fait, le contexte législatif et réglementaire en matière d'urbanisme a fortement évolué, notamment avec la promulgation de la loi Grenelle II le 12 juillet 2010 et de la loi ALUR (pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové) le 24 mars 2014, qui ont sensiblement renouvelé le contenu du PLU.

En l'espèce, la loi Grenelle II impose notamment certaines obligations en termes de développement durable dans l'objectif de conférer au PLU un rôle de garant du respect de l'environnement, telles que la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'amélioration des performances énergétiques, la préservation de la biodiversité et la restauration des continuités écologiques, ou la mise en cohérence entre la densité urbaine et le niveau de desserte par les transports en commun.

La loi ALUR, quant à elle, prescrit d'intégrer dans le PLU un certain nombre d'analyses et de documents supplémentaires pour garantir la cohérence des prescriptions réglementaires avec les principes généraux fixés par la loi et ses déclinaisons politiques locales. Il en résulte notamment l'intégration dans le rapport de présentation d'un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés, d'une analyse de la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis en tenant compte des formes urbaines et architecturales, d'un inventaire des capacités de stationnement de véhicules et des possibilités de mutualisation de ces capacités, d'une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers depuis la dernière révision du document d'urbanisme, ou d'une justification des objectifs compris dans le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale (SCOT) et au regard des dynamiques économiques et démographiques.

Plus spécifiquement, la loi ALUR a introduit une évolution réglementaire majeure en supprimant la possibilité de fixer dans les PLU un coefficient d'occupation des sols (COS). Dans le respect de l'objectif de densification des territoires urbains et de ralentissement de la consommation de terres agricoles et naturelles qui a fondé cette mesure, cette suppression nécessite aujourd'hui que soit engagée une réflexion d'ensemble sur les formes et les densités urbaines ainsi que les règles architecturales souhaitables (gabarits, hauteurs, implantations, emprises au sol) dans les différents quartiers de Montpellier. Cette évolution réglementaire permettra de donner au PLU une dimension morphologique basée sur des règles adaptées à chacun des contextes urbains qui composent la ville, selon une approche qualitative.

Pour toutes ces raisons, il apparaît aujourd'hui nécessaire d'engager une révision du PLU en s'appuyant sur les objectifs ci-dessous développés.

## **2 - Objectifs visés :**

De façon générale, la révision du PLU aura pour but de mettre en œuvre le projet urbain de la Ville selon une logique d'aménagement et de développement durable fondée sur la production d'un espace urbain cohérent, solidaire, équilibré et respectueux de l'environnement.

Dans cette logique, l'objectif de la municipalité est de réussir une combinaison harmonieuse entre la « réparation » de la ville et la réponse aux besoins en logements, tout en continuant à soutenir le développement de l'activité économique en général, gage de production de richesses et de création d'emplois.

Plus précisément, la prochaine révision du PLU aura notamment pour objectifs de :

- **Inscrire le projet urbain de Montpellier dans un grand territoire métropolitain :** assurer la cohérence des enjeux et objectifs urbains avec le développement de la métropole montpelliéraine et des territoires voisins, s'inscrire dans les enjeux stratégiques du SCOT, lui-même en cours de révision, penser le PLU en fonction de toutes les échelles de pratique et d'usage du territoire,...
- **Promouvoir un recyclage de la ville qui contribue à l'objectif de réparation du territoire :** encadrer les transformations de la ville existante et le renouvellement urbain, organiser le rééquilibrage du territoire, conforter une densité raisonnée, travailler les coutures urbaines et les franges des grands espaces naturels ou agricoles, accroître la résilience de la ville face aux effets du changement climatique, réduire le phénomène d'îlot de chaleur urbain dans un contexte de réchauffement climatique, limiter l'imperméabilisation des sols et les effets des phénomènes de ruissellement afin notamment de prévenir le risque inondation, renforcer les actions en faveur des économies d'énergie et limiter la précarité énergétique, susciter un développement urbain plus écoresponsable, développer les mobilités actives et les transports publics, ...
- **Conforter les particularités locales et l'identité méditerranéenne :** conforter le mode de vie méditerranéen, préserver et valoriser le patrimoine historique et paysager, conforter les sites et les grands équipements qui font la richesse de Montpellier et qui participent au rayonnement de la ville et à son attractivité, promouvoir la création architecturale contemporaine, accompagner le développement touristique,...
- **Maintenir et développer l'activité en ville et conforter les pôles d'excellence universitaires ou de recherche :** promouvoir une mixité fonctionnelle qui permette le développement de l'activité économique dans tous les quartiers, en particulier à proximité des transports publics, conforter l'animation commerciale des espaces centraux et son offre de proximité, soutenir les grands domaines économiques de Montpellier (santé, tourisme, numérique), s'appuyer sur les pôles de recherche et participer à l'excellence universitaire afin de soutenir la compétitivité du territoire,...
- **Diversifier et accroître l'offre en logements :** proposer une offre de qualité répondant à tous les usages, susciter l'émergence de formes urbaines diversifiées, participer à la production de nouveaux logements en réponse aux besoins liés à l'attractivité montpelliéraine et à son hospitalité,...
- **Respecter et développer le potentiel écologique de la ville :** préserver la biodiversité et renforcer les continuités écologiques, intégrer et valoriser les cours d'eau, créer des jardins et des parcs publics, assurer la présence de la nature à toutes les échelles y compris dans la ville dense,...
- **Affirmer le développement d'une ville des proximités :** définir des pôles de vie à l'échelle des quartiers en favorisant l'implantation d'activités commerciales, tertiaires et d'équipements publics, intensifier le développement urbain dans les secteurs les mieux desservis par les transports publics conformément aux objectifs du Plan de Déplacements Urbains (PDU), assurer une porosité du tissu urbain propre à faciliter les

déplacements de proximité, piétons et cycles notamment, par une densification du maillage viaire public interquartier et pour rendre moins nécessaire le recours à l'automobile au quotidien, ...

- **Concevoir une ville où l'espace public constitue l'armature du projet urbain :** hiérarchiser et assurer une meilleure lisibilité des espaces publics, soigner les interfaces entre espaces publics et espaces privés, privilégier l'échelle des mobilités actives, ...

### **3 - Modalités de concertation et d'association du public :**

En application des articles L.300-2 et L.123-6 du code de l'urbanisme, et conformément à l'objectif de la municipalité d'élargir le processus de démocratie participative pour permettre à tous de participer à l'élaboration des grands projets, une concertation du public sera organisée dans le cadre de la révision du PLU. Cette concertation qui accompagnera toute l'élaboration du projet de révision du PLU, vise à encourager une participation la plus large possible de tous les habitants et usagers de la ville à la réflexion stratégique sur le devenir de Montpellier.

Les objectifs de cette démarche de concertation sont les suivants :

- Assurer une concertation la plus large possible durant l'élaboration du projet de la révision du PLU ;
- Fournir une large information sous la forme d'explications claires et pédagogiques du projet ;
- Faciliter la participation de tous ;
- Assurer le caractère contradictoire des débats, dans le respect de chaque point de vue exprimé ;
- Favoriser l'émergence d'un projet commun.

Concrètement, les moyens suivants seront mis en place :

- Au moins une réunion publique d'information et d'échanges en mairie et dans chacun des sept quartiers de la Ville ;
- Une ou plusieurs informations dans le journal d'information municipale et via le portail internet de la ville ;
- Une mise à disposition du public du projet de révision du PLU pendant une durée minimum de deux mois avec possibilité de formuler des remarques sur un registre mis à disposition ;
- Une exposition publique ;

Des dispositifs supplémentaires de communication ou de concertation pourront éventuellement être mis en œuvre.

Il est rappelé qu'à compter de la publication de la délibération de prescription de révision du PLU, l'autorité compétente peut décider de surseoir à statuer, dans les conditions et délais prévus à l'article L.111-8 du code de l'urbanisme, sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prescrire la révision générale du plan local d'urbanisme (PLU) approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 sur l'ensemble du territoire communal ;
- d'adopter les objectifs visés par cette révision tels qu'exposés ci-dessus ;
- d'approuver les modalités de la concertation proposées conformément aux dispositions des articles L.300-2 et L.123-6 du code de l'urbanisme ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter toute subvention qui pourrait être versée au titre de la révision du PLU ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.]



**Monsieur le Maire :** Merci beaucoup Madame JANNIN. Le débat est ouvert. Avant que je ne vous passe la parole, je voudrais vous donner une information qui tombe sur mon téléscripneur. Dans le cadre de la 4<sup>ème</sup> Rencontre franco-chinoise, Montpellier et Toulouse ont reçu le Prix de la Coopération décentralisée pour leurs liens respectifs avec la Chine. C'est Chantal MARION qui a reçu ce prix aujourd'hui. Le communiqué de presse qui est sur mon deuxième téléscripneur a été rédigé par Montpellier et Toulouse.

Le débat est ouvert.

**Michaël DELAFOSSE :** Monsieur le Maire, juste avant de m'exprimer sur le PLU, je me permettrai de dire que Madame BIGAS, qui n'est pas présente, est une personne qui a exercé avec sérieux sa fonction. Elle a agi pour le bien public. Si un malaise existait véritablement – ce que je ne crois pas –, un échange de courriers ou une discussion faciliterait les choses.

**Monsieur le Maire :** Je me souviens que vous avez discuté pendant les municipales.

**Michaël DELAFOSSE :** Bien sûr, j'ai discuté avec Madame BIGAS, Vice-présidente en charge de la culture, ainsi qu'avec vous-même.

**Monsieur le Maire :** Vous ne m'avez pas écouté, Monsieur DELAFOSSE. Vous auriez dû m'écouter.

**Michaël DELAFOSSE :** Je vous invite maintenant à écouter mon intervention sur la révision du PLU.

**Monsieur le Maire :** Vous n'avez pas compris que vous avez perdu les élections. Monsieur VIGNAL, vous qui êtes Président du groupe socialiste, c'est à vous de prendre la parole. Monsieur DOMERGUE la prend au titre de l'UMP, Madame JAMET au titre du FN. C'est à vous de la prendre, Monsieur VIGNAL, au titre du PS - EELV. Ou alors deux groupes existent ?

Parlez-nous du PLU, Monsieur DELAFOSSE. Ne prenez pas la défense de Madame BIGAS. Quand vous serez dans le trou, elle ne vous défendra pas.

**Michaël DELAFOSSE :** Je pense que vous préjugez mal de Madame BIGAS, Monsieur le Maire.

**Monsieur le Maire :** Je la connais depuis plus longtemps que vous, Monsieur DELAFOSSE.

**Michaël DELAFOSSE :** Je vais parler avec vous de ce point que vous ouvrez à l'ordre du jour. Vous vous y étiez engagé lorsque notre assemblée avait délibéré sur le passage en Métropole. Je crois que c'est une bonne chose que ce document stratégique pour la ville de Montpellier, qui date de 2006, puisse être discuté. Effectivement, le contexte réglementaire évolue. Vous avez énoncé un certain nombre d'ambitions.

Un travail en amont a déjà été réalisé. Je sais que vous y portez un regard critique sur le projet Montpellier 2040. Vous vous interrogez sur la question des échelles. Je note, d'ailleurs, que c'est le point n°1 que vous mettez dans la délibération. Pourquoi pas ? Il faut se poser la question de savoir comment le territoire accueille la croissance démographique. Montpellier a beaucoup participé, avec finesse, à cet effort. Mais vous avez raison, d'autres territoires peuvent y contribuer dans cette stratégie de pôle métropolitain.

**Monsieur le Maire :** Que cette musique est douce à mon oreille.

**Michaël DELAFOSSE :** Pourquoi pas, de temps en temps ? Vous qui aimez la musique.

**Monsieur le Maire :** Il fallait le défendre lors des municipales ou venir avec nous. Cela fait partie de notre programme.

**Michaël DELAFOSSE :** Revenons au PLU, sur les enjeux et sur ce que nous devons défendre. Je m'exprime, fort du travail mené dans le cadre de Montpellier 2040 et sur lequel chacun porte son appréciation sous un mode participatif qui doit être poursuivi et qui me semble important. L'urbanisme n'est pas une question technique, mais une affaire éminemment politique de choix et de nécessaires coproductions.

Notre PLU doit évoluer. Si des secteurs stratégiques ont fait l'objet d'une pensée par l'intervention d'urbanistes renommés et exemplaires professionnellement, notre ville souffre de disparités de stratégies de projets. Cette ville diffuse doit porter une attention aux enjeux de contexte. J'ai à l'esprit – comme nous tous ici – la question de la stratégie autour du quartier Saint-Martin, autour des Cévennes, autour de l'avenue du père Soulas où la disparité d'espaces publics est différente de celle des espaces stratégiques du projet urbain qui nous ont conduits jusqu'ici. Il est fondamental de combler cette disparité. Il ne peut pas y avoir une ville où les trottoirs permettent d'accueillir de manière satisfaisante les enfants et les personnes en situation de handicap et des espaces, comme la rue du professeur Forgue qui traverse cette frontière représentée par la rue de la Liberté, où il n'y a pas de trottoirs.

De la même manière, la production à la parcelle génère parfois des tensions dans notre espace. Je prenais l'exemple de l'avenue du père Soulas, que je crois emblématique et qu'il nous faut corriger.

Je veux dire ici que notre PLU doit corriger cette disparité entre l'Est, qui a été l'espace du projet urbain, et l'Ouest de notre ville, qui est le fruit d'un héritage qui a été rappelé, c'est-à-dire d'une urbanisation par grandes couches. Le PLU doit porter une attention précisément plus forte – c'est sur les actes que vous serez jugé – sur ces problématiques de disparités. Quelle porosité pour les piétons pour permettre à un quartier entier d'accéder aux modes de transports ? Je cite en exemple la passerelle du Lez. Vous avez évoqué tout à l'heure la Pompignane.

L'adaptation réglementaire et la capacité d'avoir des approches et des stratégies à l'échelle fine, comme le stipulait Montpellier 2040, sont en jeu. Si c'est cela votre intention, elle doit être appuyée quartier par quartier.

En avant dernier point, je voudrais dire que vous avez évoqué la question centrale de l'eau. Il faut adapter notre espace aux variations du climat. Il peut être rendu éloges à tous ceux qui se sont engagés à maîtriser le risque inondations le long du Lez. Mais aujourd'hui, l'espace ouest – la Mosson, le Lantissargues, le secteur du père Soulas – nécessite une attention dans le traitement de l'eau. Dans certains espaces, il nous faudra, probablement, désartificialiser la ville pour mieux absorber et maîtriser ce risque.

Si la problématique de la disparité Est / Ouest est importante, puissions-nous formuler le vœu que nous ayons la même ambition pour l'Ouest de la ville et pour ce cours d'eau, si important et si structurant, qu'est la Mosson.

Je terminerai mon propos sur ce dernier point. Il est nécessaire de réviser le PLU. C'est aux actes que votre équipe sera jugée, mais également sur le souci de la participation citoyenne – ô combien indispensable – et sur l'engagement que la priorité soit donnée, sur le plan réglementaire et financier, à la ville existante plutôt qu'à la ville par extension, dans un contexte plus que contraint des moyens financiers. Montpellier méritait d'avoir la même ambition que celle dédiée au Lez. Je suis certain que vous partagez ma conviction quant aux quelques quartiers que j'ai évoqués. En tout cas, puissions-nous continuer à être une référence en la matière.

**Monsieur le Maire :** Merci. Vous vous êtes bien rattrapé sur la fin, Monsieur DELAFOSSE. C'est bien. Madame JANNIN, allez-y, et je compléterai un peu.

**Stéphanie JANNIN :** Je vous remercie pour cette contribution qui est intéressante et qui reprend, avec d'autres mots, ce que je viens de dire en introduction. Cette contribution est plus intéressante que celle qui vous a conduit à ériger un parking de dix étages à côté de la gare Saint-Roch qui cloisonne les quartiers, isole les Montpelliérains derrière de grands murs.

*(Applaudissements).*

**Monsieur le Maire :** Monsieur DUMONT, je vous signale que ce n'est pas passé en Conseil municipal, mais que cela a été décidé par la SERM. Monsieur DUMONT, ne râlez pas. Je vous ai défendu tout à l'heure. J'ai dit que vous n'aviez pas dit "facho". Si vous continuez, je vais dire que vous l'avez dit. Mettez-le au PV d'aujourd'hui qu'il a dit "facho". Madame JANNIN, poursuivez.

**Stéphanie JANNIN :** Aujourd'hui, cet immeuble, au gabarit indéfendable, cloisonne les quartiers, ampute la qualité de vie des Montpelliérains.

*(Interventions hors micro)*

**Monsieur le Maire :** Continuez, Madame JANNIN.

**Stéphanie JANNIN :** Aujourd'hui, ce parking Saint-Roch est inacceptable pour les habitants qui logent à proximité. Je vous invite à entrer dans le logement d'un riverain. Choisissez-en une. Ils sont des centaines. Vous verrez comment la qualité de vie de ces personnes a été amputée.

Quand vous parlez de liaison entre les gens, pourquoi n'avez-vous justement pas réalisé la passerelle qui traverse le Lez ?

*(Interventions hors micro)*

Pourquoi n'avez-vous pas mis en œuvre cet élément de liaison quand vous parlez de liaison entre les quartiers ? Pourquoi ?

**Monsieur le Maire :** Madame JANNIN, puisque Monsieur DELAFOSSE ne répond pas, je vais vous répondre.

**Stéphanie JANNIN :** Merci.

**Monsieur le Maire :** Si Monsieur DELAFOSSE n'a pas mis en œuvre la passerelle sur le Lez, c'est parce qu'il a eu peur de la concertation. Nous, nous allons la mettre au PLU. Nous allons mettre les empiétements pour la passerelle. Nous n'avons pas peur d'expliquer que l'intérêt général est d'utiliser, quelquefois, des rues publiques pour un passage plus fréquent que l'actuel. Quand on recule, on ne peut pas gagner. C'est comme sur un ring. N'est-ce pas Monsieur YOUSSEUS ?

**Rabii YOUSSEUS :** Tout à fait.

**Monsieur le Maire :** C'est tout simple. Nous, nous allons afficher la passerelle de la Pompignane comme un gage de démocratie, comme étant la volonté d'une politique publique, sans donner de leçon à personne. Nous allons reprendre également le Lez Vert. Cela fera l'objet d'une conférence de presse que nous ferons, avec Madame JANNIN, à la fin du mois de novembre. Allez-y, Madame JANNIN.

**Stéphanie JANNIN :** Réparer la ville, prendre soin des Montpelliérains.

*(Applaudissements).*

**Monsieur le Maire :** Je passe la parole à l'interlocuteur suivant, Madame JAMET. Ne faites pas une intervention trop longue.

**France JAMET :** Je vais essayer de prendre un petit peu de hauteur. Je sais bien que nous sommes sur le PLU, le Plan Local d'Urbanisme. Je vous remercie de ne pas utiliser systématiquement des acronymes. Ce rapport appelle quand même plusieurs observations de notre part. Vous me verrez intervenir pendant six ans sur ce sujet, notamment sur le contexte et la justification relativement à la Métropole.

Montpellier devient une capitale, une métropole. Je sais que vous partez sur le principe du partage économique d'une grande région, sur des domaines d'excellence tels que la santé, le tourisme et le numérique. Je tiens à vous mettre en garde. Vous nous prouvez par les propos tenus tout à l'heure qu'une collaboration entre Montpellier et Toulouse peut exister sans être forcément ligotée par cette fusion que nous refusons.

**Monsieur le Maire :** Pas ligotée. Mariée.

**France JAMET :** Non. Ligotée. Vous avez votre vision. J'ai la mienne. Je pense aussi que nous sommes en concurrence directe avec Toulouse et que nous ne sommes pas sûrs de sortir gagnants de ce duel. Nous verrons bien. Un label Tech doit être délivré dans le courant de l'automne. Nous verrons à ce moment-là ce qu'il en est.

Tout cela amène une double exigence avec le domaine économique d'excellence et la nécessité croissante de réparer la ville. Madame JANNIN vient de le reprendre. Je trouve cela particulièrement violent. Qui a cassé ? Qu'est-ce qui est cassé ?

Deuxièmement, vous abordez l'évolution du territoire avec 2 500 personnes par an. On ne cessera de le répéter. Nous sommes obligés de prendre en compte l'évolution réglementaire en matière de Plan Local d'Urbanisme avec le Grenelle de l'environnement et ALUR. Le problème est que tout cela va nous amener énormément de tracasseries et de paperasseries. Comment respecter l'environnement, d'un côté, et la loi ALUR, de l'autre, qui nous demande de bétonner et de contribuer à l'urbanisation et à la sur-urbanisation de cette ville que vous allez faire métropole ou mégapole ? Je pense que la clarté n'est pas au rendez-vous.

Concernant les objectifs et les modalités de concertation, je crois qu'on ne peut pas accepter ça. Je trouve choquant que vous reparliez de la réparation du territoire. Qui a cassé ? Qu'est-ce qui est cassé ? Je ne sais pas.

J'ai également été choquée par les termes que vous avez employés lors du dernier Conseil d'agglomération où vous disiez remettre en question les territoires de la République. Je trouve cela violent, non républicain, ni démocratique, d'autant plus que nous n'avons pas donné notre avis.

**Monsieur le Maire :** C'est normal.

**France JAMET :** Même MAURRAS n'aurait pas été aussi loin puisqu'il était justement dans l'idéal sur l'égide de la Nation. Qu'est-ce qui se passe ? Qui a cassé ? Qu'est-ce qui est cassé ? Je crois que ce sont des questions à remettre en avant.

**Monsieur le Maire :** On peut avoir des idées, non ?

**France JAMET :** Bien sûr. Je vous expose les miennes. Vous les entendez. Merci. Je continue. Sur le point de la diversification et de l'accroissement de l'offre en logements, j'aimerais savoir ce que sont l'attractivité montpelliéraine et son hospitalité. Je comprends l'attractivité. Nous en vivons et jouissons. Mais qu'en est-il de l'hospitalité ? En Languedoc-Roussillon, vous savez qu'1/5e de la population vit sous le seuil de pauvreté, alors que la moyenne nationale est d'1,7.

Je ne sais s'il est vrai, comme le dit la chanson, que « la misère est moins pénible au soleil ». Mais je pense qu'il est utile et nécessaire de se préoccuper d'abord des Montpelliérains et des Montpelliéraines qui souffrent et de veiller à leur qualité de vie. Comme le disait votre ami ROCARD – qui est aussi l'ami de Monsieur VALLS –, on ne peut pas non plus importer et accueillir toute la misère du monde. Je crois qu'il faudra une régulation de ce côté ou en tout cas des éclaircissements.

**Monsieur le Maire :** Chacun est ami avec qui il veut.

**France JAMET :** Moi, je suis claire. Pendant la campagne, j'avais abordé ce sujet. Je parlais d'une urbanisation apaisée. Je pense que des accords, des aménagements, des discussions étaient nécessaires, notamment entre les Agglomérations. Vous avez cru bon de le faire dans le cadre d'une métropole ou d'une mégapole, avec l'Agglomération de Lunel, de Sète, de Béziers, etc. Je crois qu'une réflexion cohérente devait être effectivement menée, mais elle devait être assortie d'un schéma directeur, de réseaux structurants, structurés, de transports à la hauteur des espérances et des besoins.

**Monsieur le Maire :** Si je comprends bien, vous êtes favorable à une organisation administrative.

**France JAMET :** Je suis favorable à la discussion, au consensus et au processus démocratique, ce qui n'a absolument pas été respecté dans le cadre de l'Agglomération.

**Monsieur le Maire :** Vous étiez d'accord avec moi et vous votez contre à l'Agglomération.

**France JAMET :** Parce qu'on n'a pas demandé l'avis du peuple. Pas sur le fond. Pas du tout. Bref. Pour en terminer – puisque vous m'avez demandé d'être assez brève –, le problème est que nous ne savons pas quand nous allons avoir ce PLU. Nous discutons de choses que nous ne connaissons pas. Vos objectifs me semblent être des vœux pieux, à l'image de la charte que vous avez présentée aux maires des 31 communes qui ont, en majorité, cru à vos promesses.

**Monsieur le Maire :** Ils l'ont votée.

**France JAMET :** Oui. Parfois même contre leur Conseil municipal. Mais le problème est que vous faites le grand écart entre la confortation de ce que vous appelez une "densité raisonnée" et l'accroissement de l'offre de logements. La "densité raisonnée" est, pour moi, un oxymore. Il faudra aussi nous l'expliquer.

Enfin, sur la migration résidentielle dont il est question, je ne pense pas qu'elle se fera entre l'Aiguelongue, Malbosc, les Cévennes et Port Marianne. Je pense qu'elle se fera entre Montpellier et Toulouse. Je crois que vous l'avez acté sans véritablement le combattre. Je pense que nous en paierons les pots cassés. Les précaires et les populations paupérisées, qui constituent une bonne partie de la population à Montpellier, ainsi que celles des territoires ruraux, vont se réfugier sur des quartiers assez défavorisés de Montpellier. Je crois que les citoyens plus aisés vont être immédiatement et forcément happés par le centre nerveux et économique de Toulouse.

Plutôt que de contribuer à l'équilibre du territoire et de répondre aux attentes de nos concitoyens, je crois, qu'inscrit dans le cadre de la mégapole que vous êtes en train de créer, ce projet, qui ne nous agrée pas, nous semble éminemment politique. Excusez-moi de vous dire que ce projet nie, politiquement, la réalité humaine, contrairement au slogan, et qu'il s'inscrit dans une logique urbanistique que nous refusons.

**Monsieur le Maire :** Merci Madame JAMET. Madame JANNIN.

**Stéphanie JANNIN :** Je vais être très brève. A l'Agglomération et future Métropole, un maire équivaut à une voix, quelle que soit la taille de la commune. Un projet solidaire qui prend soin du cadre de vie des Montpelliérains ne sera pas un vœu pieux.

**Monsieur le Maire :** Monsieur DOMERGUE.

**Jacques DOMERGUE :** Chers collègues. Monsieur le Maire. Parler du PLU, c'est l'occasion de parler de Montpellier, et non de Toulouse. Je sais que Madame JAMET est assez obsessionnelle sur les limites de son territoire. Elle l'exprime assez souvent en Conseil d'agglomération, où c'est la France qui est prise à témoin par rapport à l'Europe. En Conseil municipal, c'est Montpellier par rapport à Toulouse. Je crois qu'il faut revenir sur l'essentiel et sur le PLU.

Le PLU est une nécessité réglementaire. Dans une ville comme Montpellier où la démographie est une force, il est indispensable que la révision du PLU se fasse le plus souvent possible parce que des aménagements sont en permanence nécessaires. Je ne vous cache pas que j'ai été surpris et que je me suis délecté de cette prise de bec entre deux anciens adjoints à l'urbanisme. Je ne sais pas si Madame JANNIN s'est rendu compte, dans la description qu'elle a faite de la ville de Montpellier, qu'elle faisait une description critique de ce qui avait été fait par le passé, dont vous êtes, Monsieur le Maire, en partie comptable, de même que Monsieur DELAFOSSE. Vous n'êtes, certes, pas les seuls, mais tout de même.

Mais reparlons du PLU. Quel est-il exactement ? Quels rectificatifs faut-il apporter ? Madame JANNIN et vous-même avez, pendant la campagne, insisté sur la notion de "réparer la ville". Si elle doit être réparée, cela signifie que, pendant 30 ans, elle a été abîmée. Ceux qui l'ont abîmée vont peut-être, aujourd'hui, s'atteler à la réparer.

La première des choses à revoir sera celle du logement social. Vous vous étiez émus pendant la campagne quand Monsieur MOURE disait que nous allions avoir, sur Montpellier, 40 % de logement social. Le chiffre faisait peur à tout le monde. Je crois que le logement social est une nécessité, mais son organisation et sa répartition sur le territoire métropolitain, qui ne sont toujours pas respectées partout, sont une nécessité encore plus importante.

Grâce ou à cause de la loi ALUR, vouloir encore densifier Montpellier – ville relativement densifiée – serait probablement une erreur. Une ville doit respirer et protéger le cadre de vie de ses habitants. Donc, le logement social doit être repensé.

La mixité sociale doit également être repensée. En France, c'est un échec depuis fort longtemps. Au nom des équilibres, on a voulu dire qu'un promoteur devait s'acquitter de la réalisation de logements sociaux à hauteur d'une proportion de 20 % pour Montpellier dès lors qu'il projetait de réaliser des logements au tarif conventionné. Mais nous n'avons pas vu que le rythme de vie, les pôles d'intérêts, la façon de vivre des personnes que l'on veut mettre ensemble ne sont pas suffisamment structurés pour que la mixité sociale soit une réussite. Je prends souvent l'exemple de villes espagnoles. Ce n'est pas parce que vous mettez au même étage, dans la même cage d'escalier ou à proximité des populations qui ne se parlent pas, ne se connaissent pas et ne se voient pas, que vous allez faire en sorte qu'elles se connaissent. Si vous n'avez pas un projet de quartier autour d'une thématique qui permette aux uns et aux autres de se connaître mieux, tout en se respectant, et d'avoir des projets communs, cela ne peut pas fonctionner. C'est pour cela que nous avons, en France, de grandes difficultés avec la mixité sociale.

La ville de Valence en Espagne, que je connais bien, fonctionne autour des fallas, qui sont des activités ludiques de quartier qui occupent les populations au cours de l'année. Les personnes de niveau social différent au sein des quartiers ont un projet commun. Cela leur permet, autour de la réalisation d'un char, de se rencontrer, de déjeuner ensemble, de construire un projet et de le financer ensemble. Aujourd'hui, cette proximité dans l'activité et dans les pôles d'intérêt fait que la mixité sociale, dans ce cas-là, fonctionne probablement davantage que dans notre pays.

Le PLU doit également aborder le problème des déplacements. Une ville ne doit pas être une zone de paralysie. De par sa structure circulaire autour de l'Écusson, Montpellier est de plus en plus confrontée au fait qu'elle n'a pas été pensée en termes de plan de circulation. Aujourd'hui, des zones sont sinistrées, à l'image du centre-ville qui est inaccessible. Je ne sais pas si le parking construit sépare les gens les uns des autres, mais en tout cas, ils savent où garer leurs voitures. Ce n'est pas totalement négatif. Peut-être aurait-il fallu l'enterrer, mais dès qu'on enterre à Montpellier, il y a des fouilles ou de l'eau. C'est un peu compliqué.

Les quartiers Nord sont également sinistrés. Je le vis au quotidien. La meilleure preuve est que toutes les administrations, toutes les entreprises qui ont la possibilité, faute de foncier suffisamment important, de se délocaliser, le font. Le Nord de Montpellier est inaccessible. Nous sommes en train d'éteindre progressivement une zone qui a été très longtemps une zone de vie privilégiée, pendant longtemps positionnée comme le parc EuroMédecine. Si nous voulons faire de Montpellier la capitale mondiale de la santé, nous devons nous repositionner sur ce problème. Le Nord de Montpellier doit être désenclavé. Vous savez que je me suis battu pendant longtemps contre le doublement de l'A9, dont on se rendra compte que ce n'est pas la meilleure chose qui a été faite à l'heure où les deniers publics doivent être comptés.

Par contre, le désenclavement de la ville au Nord a été oublié. Je ne sais pas si tous les procès et attaques contre le futur lien vont permettre un développement suffisant du Nord de Montpellier avant de s'éteindre définitivement. Ayez en tête la nécessité de désenclaver le Nord de Montpellier. Cela pénalise les établissements de santé, en particulier le mien, mais le CHU également. D'ailleurs, le directeur du CHU le dit régulièrement. Nous sommes sinistrés, alors que toutes les cliniques privées s'installent sur l'axe autoroutier beaucoup plus facilement accessible.

Les espaces verts ne doivent pas être oubliés. Une ville doit respirer. Cela doit être un poumon. Ce plan de circulation doit être agrémenté de secteurs où l'on peut se reposer et vivre normalement.

Enfin, et même si c'est un peu hors sujet, je vais vous poser une question d'actualité. Hier, le gouvernement a annoncé qu'il allait augmenter la taxe d'habitation de 20 % pour les résidences secondaires dans les villes où l'accès à la propriété et au logement est difficile, dont Montpellier fait partie. Ma question est la suivante : envisagez-vous d'augmenter la taxe d'habitation de 20 % sur les résidences secondaires ?

**Monsieur le Maire :** Monsieur DOMERGUE, vous allez me faire payer toutes les bonnes décisions du gouvernement ? Ce n'est pas possible. Je n'y crois pas.

Je vous réponds sur le désenclavement de la partie Nord. Oui, le Nord de la ville est engorgé. Trois causes dépendant des accès viaires peuvent l'expliquer. Tout d'abord, le doublement de l'autoroute A9 n'a d'intérêt que si les raccordements Est / Ouest sont construits. S'il n'existe pas, l'actuel A9, qui deviendra un boulevard urbain, ne remplira pas son rôle de rocade Sud et, donc, ne désengorgera pas les deux parties latérales de la ville qui mènent jusqu'au Nord.

Sur la RD65, l'avenue Vincent Auriol a été bien reconfigurée par le Conseil général. C'est un beau chantier avec des murs anti-bruit. Merci au Conseil général de l'Hérault. C'est un très beau chantier que j'ai voté.

Mais sur le lien, nous sommes en panne. L'engorgement du Nord vient aussi du fait que le lien n'est pas totalement terminé. Vous savez qu'à ce sujet existe une dysharmonie de visions entre le Maire de Grabels et le Président du Conseil général, qui proposent tous les deux des projets différents.

A l'Agglomération, nous avons voté le vœu de construire ce lien le plus rapidement possible. C'est pour cela que nous l'avons fait. Nous sommes sensibles à l'engorgement du Nord de la ville. La réponse viendra de l'affrontement entre la Ville de Grabels et le Conseil général sur les deux propositions différentes de trajets et sur les enquêtes publiques qui seront remises sur le tapis. A ce jour, je crois que le projet a été annulé trois fois. Cela dure depuis 20 ans et aucune solution n'est trouvée.

Je vous rappelle que le lien devait, au départ, être une 4-voies avant de devenir une 2-voies du temps de Gérard SAUMADE. Pendant ce temps, des permis de construire ont été accordés sur les emprises que devaient pénétrer le lien. Aujourd'hui, des propriétés doivent être rachetées, ce qui est compliqué en termes d'urbanisme. Deux projets s'affrontent donc. Là, nous sommes sur le territoire et la compétence de l'Agglomération. Si la future Métropole devait prendre la compétence voirie, avec les compétences déléguées du Département de l'Hérault et d'autres compétences – si les Départements le souhaitent –, cela viendra après des négociations. J'en profite pour tordre le cou à certains petits canards. Je ne veux pas prendre le Conseil général de l'Hérault. Je veux simplement que la Métropole soit représentée et, en particulier, la Ville de Montpellier, pour défendre la position de la ville-centre. C'est pour cela que, sur les cinq cantons de Montpellier, nous aurons des candidats appartenant à la majorité municipale. C'est important. C'est pour défendre les projets dont vous parlez, Monsieur DOMERGUE, notamment le contournement Nord qui ne se fait pas depuis de nombreuses années. Il faut un souffle nouveau au Conseil général de l'Hérault, parce que cela fait 25 ans qu'on n'arrive pas à faire ce lien.

Je souhaite que ceux qui seront élus défendent ce type de projets d'intérêt général. Nous sommes sur des dynamiques de projet. Nous n'en voulons pas à Pierre, Paul ou Jacques. Ce n'est pas le problème.

**Clare HART :** Merci de m'avoir donné la parole. Bonsoir. Je demande que tout ce que nous faisons au sein de ce PLU fasse attention à deux choses : la mieux-disance sociale sur tous les appels d'offres lancés (bâtiment ou autres) et les clauses d'insertion sur tous les chantiers que nous engageons aujourd'hui. La mise en place de véritables clauses d'insertion est incontournable afin que les entreprises ne puissent pas s'y soustraire. Je vous le demande. Aujourd'hui encore, nous avons des problèmes relatifs à ce sujet. C'est le nerf de la guerre.

Je voudrais également ajouter quelque chose de personnel. Peut-on arrêter, s'il vous plaît, les querelles politiques du passé ? Je suis nouvelle en politique. Nous avons une montagne devant nous, et j'aimerais que nous avancions ensemble. C'est ce que je ressens.

**Monsieur le Maire :** Madame HART, je vous aime bien. Vous le savez. Mais il faut dire la vérité aux Montpelliérains. Pour le moment, je n'ai pas dit que vous étiez venue me voir quatre jours avant de donner votre réponse à Monsieur MOURE. Je ne l'ai pas dit. Mais ne m'obligez pas à donner des détails. La politique, c'est dur. Nous ne sommes pas là pour faire les marionnettes. Si j'avais perdu les élections, vous m'auriez tous marché dessus au PS. J'aurais changé mon cabinet dentaire de ville parce que je connais la méthode. La politique, c'est d'abord un affrontement. Après, on construit. Mais, s'il vous plaît, ne me faites pas le coup de « coucounet, coucounette », Madame HART.

Sur la question des clauses sociales que vous posez, nous avons, avec Monsieur EL KANDOUSSI, ouvert, hier, la quatrième ligne de tramway, qui génère 130 emplois d'insertion dans les entreprises. Voilà une réponse claire et pragmatique. Madame JANNIN pour la conclusion.

**Stéphanie JANNIN :** Madame HART, je suis également nouvelle, mais je récupère les dossiers d'avant. Je suis bien obligée de les regarder.

Concernant les clauses sociales, de nombreuses conventions ont été rédigées entre les différents partenaires et les collectivités. Aujourd'hui, je constate, en travaillant ces dossiers précisément, que ce n'est pas le fond des conventions qui est à remettre en cause, mais bien la vérification sur le terrain de leur respect. Nous travaillons à cela, car il existe de véritables faiblesses sur ces points. Des conventions ont bien été mises en place, mais personne n'a jamais vérifié qu'elles étaient respectées. Donc, j'y travaille.

Pour répondre à Monsieur DOMERGUE, je suis très à l'aise avec la politique de l'urbanisme qui a été menée depuis 30 ans à Montpellier. Je vous remercie de me donner l'occasion de pouvoir en parler. Vous remarquerez que j'ai replacé mon propos dans une très brève description de ce qu'est la ville de Montpellier, de la manière dont elle s'est historiquement formée, quartier par quartier.

J'ai évidemment resitué cette grande politique de l'urbanisme mise en place dans les années 1971 par Georges FRECHE et Raymond DUGRAND. Pour vous faire une confidence, Raymond DUGRAND est l'une des premières personnes que j'ai rencontrées au lendemain des élections. J'ai beaucoup de respect pour cette grande politique qui a été mise en place, plaçant les jalons de 30 ans de politique de l'urbanisme sur Montpellier. Ce n'est pas rien. Je suis particulièrement à l'aise avec cela et, même, avec une certaine forme d'admiration.

Cela n'empêche pas de pouvoir faire un constat réaliste et objectif. Quand on traverse une période de crise, quand on voit qu'aujourd'hui que nous avons une machine opérationnelle moins efficiente puisque le décalage se creuse entre le coût de sortie des logements et les possibilités des ménages, on a deux solutions : soit on continue à avancer avec des œillères parce qu'on ne comprend pas très bien ce qu'il se passe, soit on regarde les choses dans le détail et on travaille au quotidien pour avoir le courage, la force et la précision de tourner la page. C'est ce que je fais, avec Monsieur le Maire, sur la question de l'urbanisme.

*(Applaudissements).*

**Monsieur le Maire :** Voilà qui me paraît clair. Je vais mettre aux voix l'affaire n°1. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Pour : 60**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

Merci à tous.

## **2- ZAC Port Marianne - Richter agrément de candidature CNFPT - lot M1**

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Richter est située sur la rive gauche du Lez, délimitée à l'est par l'avenue Raymond Dugrand, au nord par le rond-point Christophe Colomb et au sud par l'avenue Marie de Montpellier.

Elle accueille notamment la faculté de sciences économiques et de gestion, une bibliothèque universitaire et un espace de restauration, ainsi qu'un parc public de 2,5 ha, des logements, des bureaux et des commerces.

Elle est très bien desservie par un réseau de voiries et de pistes cyclables (pont Zuccarelli, passerelle des Barons de Caravètes, avenue Marie de Montpellier, allée du Capitaine Dreyfus...), renforcé par une solide desserte par les transports en commun (bus et tramway).



La Ville a confié son aménagement à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par un traité de concession signé le 10 mai 1994. Son architecte coordonnateur est Adrien Fainsilber.

Le dossier de création de la ZAC Port Marianne-Richter a été approuvé par arrêté préfectoral du 2 août 1993. Son dossier de réalisation a été approuvé par arrêté préfectoral du 7 mars 1995.

La ZAC Port Marianne – Richter comprend :

- Un programme de 1600 logements diversifiés réalisés ;
- Un programme d'activités, commerces, bureaux pour 36 520 m² SHON réalisé ;
- Un programme de faculté, bibliothèque pour 37 500 m² SHON réalisé ;
- Un parc urbain de 2,5 ha réalisé.

Les espaces publics de cette opération ont été achevés avec l'extension de la place Thermidor en 2013.

Un dernier programme reste à réaliser : il s'agit du lot M1 affecté aux activités de siège, bureaux, et salles de formation de la Délégation Régionale Languedoc- Roussillon du CNFPT (Centre Nationale de la Fonction Publique Territoriale).

Conformément au traité de concession Ville/ SERM approuvé le 10 mai 1994, devenu concession d'aménagement, et de l'article 1.8 du Cahier des Charges Général de Cession de Terrains approuvé le 28 novembre 1994, les candidatures sont soumises à agrément de la collectivité.

Dans ce contexte, la SERM propose d'agréer la candidature du CNFPT en vue de la cession du lot M1 de la ZAC Port Marianne – Richter permettant la réalisation du programme décrit ci-après :

- Dénomination du candidat :

CNFPT – Centre Nationale de la Fonction Publique Territoriale  
80, rue de Reuilly  
CS 41232  
75578 Paris Cedex 12

- Localisation :

Lot M1 - ZAC Port Marianne – Richter

- Références cadastrales du bien à céder :

Le lot M1 correspond à la parcelle suivante : section SA n° 343

- surface du lot :

Surface du lot : 1 734 m²

- Nature du projet :

Réalisation d'un programme de bureaux et installation du siège de la Délégation Régionale Languedoc- Roussillon du CNFPT

- Surface de plancher (SDP) :

Surface envisagée : 4 500 m² SDP

La SERM précise que la candidature du CNFPT prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

**En conséquence, il vous est proposé :**

- d'approuver la candidature du CNFPT en vue de la réalisation d'un programme comprenant les bureaux et l'installation du siège de la Délégation Régionale Languedoc- Roussillon du CNFPT sur le lot M1 de la ZAC Port Marianne –Richter ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.]

**Monsieur le Maire :** Qui demande des informations supplémentaires à Madame JANNIN ?

Je vais mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Pour : 62**

**Contre : 3**

**Abstentions :**

**Adopté à la majorité.**

### **3- ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3) Agrément de candidature RB Group (Lot A)**

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Consuls de Mer s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 25 hectares en rive droite du Lez. Engagée au début des années 1990 dans le prolongement d'Antigone, cette opération, qui fut l'une des premières du quartier Port Marianne, a d'ores et déjà permis de créer près de 3 000 logements, accompagnés de bureaux et de commerces de proximité. Remarquablement desservi par les transports en commun grâce aux lignes de tramway 1, 3 et 4, ce quartier accueille également de nombreux équipements et aménagements publics ou privés :

- l'hôtel de police nationale et le groupe scolaire Jean Jaurès / Geneviève Anthonioz-De Gaulle, situés à l'ouest et au centre du quartier ;
- le nouvel hôtel de ville de Montpellier, situé en bordure du Lez, au sud du quartier, ouvert au public depuis le 14 novembre 2011 ;
- autour de l'hôtel de ville : la place Georges Frêche, un hôtel 4 étoiles, des commerces, un parc de stationnement, un grand parc paysager ainsi que des ouvrages hydrauliques et d'assainissement liés à la maîtrise des inondations et à l'amélioration de la qualité des eaux du Lez.

Répondant dans le temps aux besoins exprimés sur cette partie de la ville en matière de logements et d'équipements, la réalisation de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer s'est organisée jusqu'à aujourd'hui en quatre périmètres successifs :

- Le premier périmètre de ZAC établi en 1993 concerne un secteur de 12 ha environ correspondant à la partie nord du quartier. Conçu par l'architecte luxembourgeois Rob Krier et confié à la SERM en qualité d'aménageur, ce secteur est aujourd'hui totalement achevé et a permis la réalisation de 2800 logements, d'équipements publics et de commerces.
- L'extension du périmètre de la ZAC au sud, au-delà de l'avenue du Pr. Antonelli, a été décidée par le Conseil municipal en juillet 2003, afin d'accueillir autour des 6 000 m<sup>2</sup> de la place Georges Frêche le nouvel hôtel de ville, un grand parking public de 700 places, des programmes mixtes de logements, de bureaux et de commerces, ainsi qu'un parc public de 4 hectares en bordure du Lez. Confiée aux architectes Jean Nouvel et François Fontès, cette extension est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006 et est aujourd'hui en cours d'achèvement avec la réalisation prochaine des lots L1 et L2.
- Une nouvelle extension a été décidée par une délibération du Conseil municipal en date du 26 mars 2007 en vue de répondre à l'évolution rapide du contexte urbain du secteur, et notamment à la réalisation des 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> lignes de tramway. Cette extension se situe dans le prolongement direct du nouvel hôtel de ville, au sud et à l'ouest de celui-ci.
- Enfin, un nouveau dossier de création a été approuvé par le Conseil municipal en sa séance du 1<sup>er</sup> octobre 2012. Les modifications apportées à l'opération concernent principalement l'adaptation du périmètre de l'opération sur différents secteurs et du programme global de constructions en résultant.

Le traité de concession initial de la ZAC a été autorisé par délibération du conseil municipal le 9 mai 1994 et a évolué dans le temps grâce à des modifications apportées par plusieurs avenants. Cette concession avec la SERM prévoit l'agrément par la Ville des attributaires de chacun des lots de la ZAC, sur proposition de la SERM.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de RB Group en vue de la cession du lot A de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3) permettant la réalisation du programme décrit ci-après :

- Dénomination du candidat :

RB Group  
63, avenue du Pont Juvénal  
34000 Montpellier

- Localisation :

Lot A  
ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3)

- Références cadastrales du bien à céder :

Le lot A correspond à : les parcelles cadastrées DS n°629a et 644a d'une superficie totale de 1 713 m².

- Nature du projet :

Réalisation d'environ 61 logements collectifs.

- Surface de plancher (SDP) :

Surface envisagée : 4 110 m² SDP

La SERM précise que la candidature de RB Group prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

**En conséquence, il vous est proposé :**

- d'approuver la candidature de RB Group en vue de la réalisation d'un programme comprenant environ 61 logements collectifs sur le lot A de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. ]

**Monsieur le Maire** : Qui demande des informations supplémentaires auprès de Stéphanie JANNIN ?

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Pour : 62**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

Merci.

**4 - Foncier**  
**ZAC Saint Charles**

## **Acquisition auprès de la SERM**

¶ Dans le périmètre de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Saint Charles, la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) est toujours propriétaire de parcelles qui doivent être intégrées au domaine public communal.

Dans ce contexte, il s'agit donc de régulariser la propriété foncière de plusieurs emprises, cadastrées BV 189 - BV 191 – BV 192 - BV 193, auxquelles s'ajoutent une emprise à extraire de la parcelle BV 190 qui correspond à la rue Henri Serre ainsi qu'aux trottoirs aménagés en bordure de l'avenue Saint Charles.

Ces transactions seront opérées à l'euro symbolique, s'agissant d'une remise d'équipements publics prévue au titre de la ZAC.

A la demande de la SERM, le notaire chargé de rédiger l'acte de transfert de propriété aux frais de la SERM est l'office notarial de Baillargues.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- d'acquérir auprès de la SERM les emprises situées dans la ZAC Saint Charles et ayant vocation à intégrer le domaine public communal ;
- de saisir l'office notarial de Baillargues pour rédiger l'acte de transfert de propriété aux frais de la SERM ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. ]

**Monsieur le Maire :** Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Pour : 58**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Les Administrateurs de la SERM ne prennent pas part au vote : Max LEVITA, Sauveur TORTORICI, Pascal KRZYZANSKI, Patricia MIRALLES.**

**Adopté à l'unanimité.**

## **5- Foncier Cévennes-Petit Bard Echange de lots copropriété Guillaume Apollinaire Ville-SERM**

¶ Dans le cadre du PRU Cévennes (Petit Bard - Pergola), la Ville de Montpellier et son concessionnaire, la SERM, ont pour objectif de procéder à la revalorisation et la redynamisation de l'appareil commercial qui constitue un enjeu majeur de changement d'image et de désenclavement du quartier.

L'intervention repose sur deux principes :

- la restructuration des commerces existants pour en améliorer la commercialité et la qualité,
- la création de nouvelles surfaces commerciales en pied d'immeubles neufs qui viendront conforter la polarité commerciale.

Il s'agit de maintenir, en l'améliorant, une offre de proximité pour les habitants du quartier, mais également de conférer une attractivité commerciale nouvelle qui permettra l'ouverture du Petit Bard par la venue d'une clientèle extérieure au quartier.

La restructuration des locaux situés en rez-de-chaussée et au premier étage de la copropriété Apollinaire, pour partie propriété de la Ville de Montpellier et pour partie propriété de la SERM, est un des piliers de ce

dispositif. L'objectif est de réaliser un linéaire commercial tourné vers la nouvelle place publique et vers la rue Rimbaud réaménagée. Cette restructuration permettra en outre à la copropriété Apollinaire de se résidentialiser. Ainsi, il est envisagé de procéder à un échange de lots de copropriété au sein de la résidence entre les lots appartenant à la Ville et certains lots appartenant à la SERM.

La Ville conservera des locaux abritant des associations, en l'attente d'un relogement futur, sur une autre localisation.

La copropriété est cadastrée section KV 380 et 381 (ex KV7) et les lots concernés sont :

**Pour la Ville :**

Lot n°	Nature	Surface m²	Surface utile pondérée en m²
3	Local commercial	42	44,9
20	Cave	29	
4	Local commercial	57	60,7
29	Cave	37	
35	Local commercial	152	162,5
47	Cave	105	
36	Local commercial	40	42,9
48	Cave	29	
37	Local commercial	40	42,9
57	Cave	29	
38	Local commercial	152	162,5
58	Cave	105	
39	Logement	76	77,2
41	Cave	12	
116	Parking	Sans objet	
118	Parking		
total		905 m²	593,6 m²

**Pour la SERM :**

Lot n°	Nature	Surface m²	Surface utile pondérée en m²
67	Local commercial	42	44,9
77	Cave	29	
68	Local commercial	57	60,7
78	Cave	37	
69	Local commercial	42	44,9
86	Cave	29	
70	Local commercial	57	60,7
87	Cave	37	
71	Local commercial	69	72,8
95	Cave	38	
72	Local commercial	86	94,4
96	Cave	84	
97	Cave	6	0,6
100	Cave	17	0,7
98	Cave	5	0,5
90	Cave	5	0,5
99	Cave	5	0,5
88	Cave	7	0,7
89	Cave	5	0,5

79	Cave	6	0,6
80	Cave	5	0,5
81	Cave	5	0,5
82	Cave	7	0,7
total		670 m²	384,7 m²

Un échange foncier, sans soulte, est proposé, conformément à l'évaluation de France Domaine.

La valorisation des lots de la Ville est de 870 000 €, emploi compris, libres de toute occupation.

La valorisation des lots de la SERM est de 870 000 €, emploi compris, libres de toute occupation et se ventile ainsi :

- Valeur vénale emploi compris : 650 000 €
- Travaux de réhabilitation : 220 000 €

Il est également sollicité que la SERM soit autorisée à procéder au dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme, le cas échéant nécessaires, et à la prise de possession des immeubles par anticipation.

Les écritures comptables nécessaires à cette opération seront réalisées dans l'actif de la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

d'accepter, au vu de l'estimation des services fiscaux, de procéder à l'échange sans soulte de lots de la copropriété Guillaume Apollinaire entre la Ville (lots n° 3-4-20-29-35-36-37-38-39-41-47-48-57-58-116 et 118) et la SERM (lots n° 67-68-69-70-71-72-77-78-79-80-81-82-86-87-88-89-90-95-96-97-98-99 et 100) ;

- d'autoriser expressément, par la présente délibération, la SERM à déposer les demandes d'autorisations d'urbanisme qui s'avèreraient nécessaires aux travaux de réhabilitation et d'aménagement des locaux de la Ville avant réitération de l'acte authentique d'échange ;
- d'autoriser la SERM à prendre possession anticipée des locaux appartenant à la Ville en vue d'effectuer l'ensemble des travaux nécessaires, à première demande écrite de sa part, avant réitération de l'acte authentique d'échange ;
- de confier la rédaction de l'acte d'échange au notaire qui sera désigné par la SERM, aux frais partagés entre la SERM et la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.]

**Monsieur le Maire :** Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Pour : 58**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Les Administrateurs de la SERM ne prennent pas part au vote : Max LEVITA, Sauveur TORTORICI, Pascal KRZYZANSKI, Patricia MIRALLES.**

**Adopté à l'unanimité.**

## 6 - FONCIER

### Secteur de Poutingon

### Acquisition des locaux commerciaux

### Avenue de Toulouse et 30 chemin de Pountingon

### Sociétés SOFA et ICAR LDT

Le secteur de POUTINGON, d'une superficie d'environ 30 ha, situé entre la ZAC Ovalie et la ZAC des Grisettes, est caractérisé par une urbanisation relativement hétéroclite mêlant logements, activités et

commerces. Cet ensemble constitue un secteur de renouvellement urbain à fort potentiel, couvert par un périmètre d'étude établi au titre de l'article L.111-10 du code de l'urbanisme.

Dans le cadre des objectifs d'aménagement définis (création d'une façade urbaine en bordure des deux côtés de l'avenue de Toulouse, notamment) et au gré de diverses opportunités, la Ville s'est constitué une réserve foncière, particulièrement dans la partie du secteur de Poutingon classée en zone d'activité 4AU1-1 du plan local d'urbanisme (PLU).

L'occupation de cette zone, caractérisée par des activités en cessation ou en mutation et de l'habitat diffus, a concentré principalement l'action foncière de la Ville, lui permettant de maîtriser à ce jour 1,5 des 9,7 ha qu'il recouvre.

Dans ce contexte, afin de poursuivre la constitution de cette réserve foncière et d'éviter la réinstallation d'activités commerciales inadaptées au projet futur, des négociations ont été ouvertes avec les Consorts LAVAYSSE, dirigeants de la société SOFA et propriétaires des locaux situés à l'angle de l'avenue de Toulouse et du 30 chemin de Poutingon, cadastrés section EH n° 103 d'une contenance de 1 834 m², ainsi qu'avec le titulaire du fonds de commerce exploité dans ces mêmes locaux, Monsieur Jean-François BAVOIL, gérant de la société ICAR LDT.

Situé au croisement de l'avenue de Toulouse, du chemin de Poutingon et de l'avenue du Mondial de rugby 2007, le terrain d'assiette de cette entreprise bénéficie d'un emplacement stratégique dans le cadre d'un aménagement futur du secteur.

Ces locaux, en bon état et d'une superficie de 347 m² utiles avec parking attenant, sont loués au titre d'un bail commercial à la société ICAR LDT qui y exerce une activité de vente et de réparation de véhicules utilisables sans permis de conduire.

Après négociation, accords ont été obtenus :

- des Consorts LAVAYSSE, d'une part, pour vendre ce bien occupé à la Ville pour un montant de 450 000 € ;
- de Monsieur BAVOIL, d'autre part, pour résilier son bail à l'amiable contre une indemnité de 180.000 € avec possibilité de demeurer dans les lieux 5 ans sans paiement de loyer pour poursuivre son activité jusqu'à sa retraite.

Ces deux montants sont conformes aux évaluations produites par les services fiscaux.

Par ailleurs le maintien de la société ICAR LDT dans les lieux pendant 5 années permettra de différer la démolition des bâtiments, la durée de cette occupation étant compatible avec le calendrier des opérations d'aménagement envisagées sur la zone.

Cette occupation pourra être formalisée par la signature d'une convention d'occupation précaire des locaux après résiliation amiable du bail commercial.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de procéder à l'acquisition de la propriété de la société S OFA, dirigée par les Consorts LAVAYSSE, située à l'angle de l'avenue de Toulouse et du 30 chemin de Poutingon, cadastrée section EH n° 103, occupée par la Société ICAR LDT, pour un montant de 450 000 €, conforme à l'avis des services fiscaux;

- de procéder à la résiliation du bail de la Société ICAR portant sur ces mêmes locaux, contre une indemnité de 180 000 €, conforme à l'avis des services fiscaux ;

- de signer une convention d'occupation précaire des locaux acquis, avec la Société ICAR LDT pour lui permettre de poursuivre son activité dans les lieux pour une durée de 5 années, avec versement d'une redevance de 100 € par mois ;

- de confier la rédaction des actes authentiques nécessaires à la régularisation de cette affaire, d'une part à l'office notarial de Montpellier Notaire Foch, notaires des Consorts LAVAYSSE, et d'autre part à Maître Marc DUBOIS, notaire à Lancey (38), notaire de Monsieur BAVOIL ;

- de prélever les crédits nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme "Action foncière" n° 2013I27 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous actes ou documents relatifs à cette affaire et à déposer tous permis de démolir. ]

**Monsieur le Maire :** Qui demande des explications supplémentaires ?

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Pour : 62**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

**7- Foncier**  
**Acquisition cheminement piéton**  
**Rue d'Astier de la Vigerie / rue de Jausserand**  
**Propriété "ACM"**

[Dans le cadre de la promotion des déplacements doux, la Ville de Montpellier attache un intérêt particulier à la réalisation et à l'entretien des cheminements piétons.

Un accès piéton a été aménagé sur la parcelle CS 52 permettant de relier la rue d'Astier de la Vigerie avec la rue Jausserand, toutes deux voies publiques communales.

La Ville propose d'acquérir cette parcelle de 84 m<sup>2</sup> afin de l'intégrer au domaine public communal et d'en assurer la gestion et l'entretien.

L'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (ACM), propriétaire, a accepté la cession de cette emprise à l'euro symbolique.

Maître Bonnary, notaire désigné par ACM, sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- d'acquérir la parcelle CS 52 d'une superficie de 84 m<sup>2</sup> à l'euro symbolique auprès d'ACM, afin de le classer dans le domaine public communal et d'en assurer la gestion et l'entretien par les services de la Ville ;
- de saisir le notaire du vendeur, Maître Bonnary à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. ]

**Monsieur le Maire :** Qui demande des explications supplémentaires ?

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Pour : 60**

**Contre :**

**Abstentions :**



*Les Administrateurs d'ACM ne prennent pas part au vote : Robert COTTE, Bernard TRAVIER, Gérard CASTRE, Patricia MIRALLES, Chantal LEVY-RAMEAU.*

*Adopté à l'unanimité.*

**8- Foncier**  
**Parcelle HL 385 propriété de la Ville**  
**Quai Laffite**  
**Déclassement du domaine public communal**

[  
La Ville est propriétaire de la parcelle cadastrée HL 385 d'une superficie de 304 m<sup>2</sup> située quai Laffite, à l'arrière de la maison pour tous Voltaire.

Cette emprise, sans enjeu d'aménagement pour la collectivité, suscite l'intérêt des deux riverains immédiats qui proposent de s'en porter acquéreur.

Le terrain ne présente aucun intérêt public, et n'est pas affecté à l'usage du public. Aussi, en vue de son éventuelle cession, il convient en préalable d'en constater la désaffectation et de prononcer son déclassement du domaine public communal.

Conformément à l'article L.112-8 du code de la voirie routière, « les propriétaires riverains des voies du domaine public ont une priorité pour l'acquisition des parcelles situées au droit de leur propriété et déclassées ... »

En cas de mise en vente, une négociation sera donc prioritairement engagée avec les deux riverains concernés sur la base de l'estimation des services fiscaux fixée à 330 €/ m<sup>2</sup>.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- de constater la désaffectation de la parcelle cadastrée HL 385 située Quai Laffite et de prononcer son déclassement du domaine public communal afin d'intégrer ce terrain au domaine privé de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.]

**Monsieur le Maire :** Qui demande des explications supplémentaires ?

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Pour : 62**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

*Adopté à l'unanimité.*

**9- Vente de l'hôtel Richer de Belleval - place de la Canourgue**  
**Projet de création d'un hôtel**  
**Renonciation de MM. ASIUS et DEMON**  
**Signature d'un protocole transactionnel**

[  
La Ville de Montpellier est propriétaire de l'hôtel Richer de Belleval, situé place de la Canourgue et cadastré HR 137, acquis le 6 septembre 1816 aux héritiers De Belleval pour y implanter l'hôtel de ville.

Ce bâtiment a été le siège de la mairie de Montpellier jusqu'en 1975, puis a fait l'objet d'une mise à disposition du ministère de la Justice le 1<sup>er</sup> janvier 1976 et a dernièrement abrité le Conseil des prud'hommes jusqu'en décembre 2010. Il est resté sans affectation ni occupation depuis.

Considérant que cet immeuble ne s'avérerait compatible avec aucun besoin en équipement public, une consultation a été lancée en août 2011 en vue de sa vente.

Le projet présenté par M. Jérôme ASIUS, visant à réaliser un hôtel de grand standing a été retenu par la Ville, mettant en avant un parti pris d'intégration d'art contemporain au cœur de l'établissement, avec la mise en valeur de certains espaces particuliers, tels la voûte peinte dans une salle du rez-de-chaussée et l'ancienne salle des mariages destinées à être accessibles à un public plus large que la seule clientèle de l'hôtel.

Par délibération en date du 7 octobre 2013, le Conseil municipal a prononcé le déclassement du domaine public communal de l'hôtel Richer de Belleval pour le faire entrer dans le domaine privé de la commune.

Le Conseil municipal a par suite décidé de sa vente et approuvé la signature d'un compromis de vente avec M. Jérôme ASIUS et son associé financeur M. Eric DEMON.

MM. ASIUS et DEMON ont dernièrement informé la Ville que les financements nécessaires à la réalisation de leur projet n'ont pu être obtenus. Le compromis de vente envisagé ne peut donc être signé.

Afin de formaliser le retrait de la candidature de MM. ASIUS et DEMON et leur renonciation à acquérir l'immeuble, il est proposé de signer avec eux un protocole transactionnel en vue de formaliser l'annulation des accords et engagements pris dans le cadre de ce dossier et actant le renoncement à engager tout contentieux à cet égard.

Toutefois, il est proposé dans le cadre de ce protocole que la Ville rachète les études de diagnostic de structure et études de sols réalisées, en raison de l'utilité qu'elles présentent pour la remise en vente du bien, et ce pour un montant de 14 920,10 € TTC , factures à l'appui.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la signature d'un protocole transactionnel avec MM. ASIUS et DEMON en vue de la rupture des accords et pourparlers relatifs à la vente de l'immeuble Richer de Belleval situé place de la Canourgue et de racheter les études de diagnostic de structure et études de sols réalisées, pour un montant de 14 920,10 € TTC ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire. ]

**Monsieur le Maire :** Qui demande des explications supplémentaires sur l'hôtel de la Canourgue, ancienne Mairie de Montpellier, ancienne salle des mariages de Montpellier ?

Je mets aux voix.

***Pour : 61***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Mme DEMON ne prend pas part au vote.***

***Adopté à l'unanimité.***

**10- MONTPELLIER GRAND CŒUR**  
**Opération programmée d'amélioration de l'habitat**  
**Attribution de subventions**

¶ Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

Syndicat FONTANON, chez Mme MORANDAT, 12 rue Fontanon (parties communes)	4.000,00 €
SDC 1 impasse Joncquet Travaux, c/O Ecusson Immobilier, 1 imp. Joncquet/7 rue Refuge (copropriété dégradée)	4.000,00 €
Mlle Douja FREDJ, 14 rue des Multipliants (propriétaire occupante)	500,00 €
Mme Tania MATCHAVARIANI, 3 rue du Puit du Temple (propriétaire occupante)	500,00 €
M. Roland PECOUT, 25 rue de l'Université (propriétaire occupant)	2.510,00 €
Mlle DEBELLEFONTAINE M. LERENARD, 4 place Bouschet de Bernard (propriétaires occupants)	4.500,00 €
M. Emmanuel GAUBERT, 6 bd. Pasteur (propriétaires occupants)	3.765,00 €
<b>Total :</b>	<b>19.775,00 €</b>

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser les paiements de ces subventions d'un montant total de 19.775,00 € correspondant aux 7 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. ]

**Pour : 62**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

## **11- MONTPELLIER GRAND COEUR**

### **Ravalement obligatoire des façades**

### **Attribution de subventions**

¶ Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010 et du 23 juillet 2012.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

SDC Le Longjumeau Res Le Longjumeau c/o COGESIM, 25 rue Ernest Michel (solde de la subvention)	1.337,00 €
AZEMA Régine, 91 rue du Faubourg Figuerolles (50 % de la subvention)	506,60 €
SDC Le Mistral, Bilan Patrimoine, 44 bd. Rabelais	2.899,32 €
<b>Total :</b>	<b>4.742,92 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser les paiements des subventions d'un montant total de 4.742,92 € correspondant aux 3 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Chapitre 908),
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.]

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

## **12- QUARTIER CEVENNES (Petit Bard - Pergola)**

### **Projet de Rénovation Urbaine**

### **Plan de sauvegarde du Petit Bard**

-

### **Avenant n°3 à la convention financière**

### **Approbation**

[Par délibération en date du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé les termes du Plan de sauvegarde du Petit Bard ainsi que sa convention financière qui définit les engagements financiers de chacun des partenaires pour l'amélioration de l'habitat privé au Petit Bard.

Cette convention financière mobilise les financements de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et par délégation la Communauté d'agglomération de Montpellier, du Département de l'Hérault, de la Communauté d'agglomération de Montpellier sur ses fonds propres et la Ville de Montpellier.

Par arrêté préfectoral en date du 23 avril 2009, le Préfet a approuvé les termes d'un premier avenant au Plan de sauvegarde.

Cet avenant s'inscrivait dans le plan de relance de l'ANAH qui permettait l'obtention d'une enveloppe complémentaire de près d'1,6 M€ pour couvrir l'intégration de la copropriété n°4 ainsi que le portage de 52 logements et leur réhabilitation par la SERM.

Ces évolutions avaient donné lieu à une première adaptation de la convention financière du Plan de sauvegarde et du dispositif financier de la Ville. Ainsi, par délibération en date du 9 novembre 2009, le Conseil municipal avait approuvé les termes de l'avenant n°1 à la Convention financière du Plan de sauvegarde, et concomitamment, ceux de l'avenant n°1 au règlement d'intervention de la Ville de Montpellier.

En date du 3 octobre 2011, le Conseil Municipal a donné un avis favorable à l'avenant n°2 au Plan de sauvegarde du Petit Bard, qui a permis :

- d'intégrer la partie non démolie de la copropriété n°2 (bâtiments G3 à G7) dans le dispositif de réhabilitation privée,
- de retirer 20 logements de la copropriété n°4 du dispositif (bâtiment D6 et D16) pour des raisons techniques et de sécurisation de la démolition partielle du bâtiment D,
- et de proroger la durée du Plan de sauvegarde jusqu'au 31 décembre 2013.

En date du 14 novembre 2013, la Commission Plénière du Plan de sauvegarde a constaté la très forte baisse de la dette de l'ancienne copropriété du Petit Bard, la maîtrise des impayés de charges des nouvelles copropriétés et la réussite des réhabilitations menées sur les parties communes des 8 copropriétés et sur les parties privatives des 60 logements, propriété de la SERM. Elle a toutefois conclu à la nécessité de proroger la durée du plan de deux ans afin d'apurer la dette de l'ancienne copropriété sous l'action de l'administrateur provisoire et d'améliorer les résultats des réhabilitations en parties privatives, très peu de propriétaires privés ayant réalisé des travaux dans leur logement.

Au vu des avis formulés en Commission Plénière et sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault, le Plan de sauvegarde du Petit Bard a été prorogé jusqu'au 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral n°2014001-0002 du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Une adaptation de la convention financière du Plan de sauvegarde s'avère nécessaire pour intégrer des mesures plus incitatives envers les propriétaires pour la réalisation de travaux en parties privatives par notamment une augmentation du plafond des travaux admissibles, et la prise en charge financière par l'Agence Nationale de l'Habitat et la Communauté d'agglomération de Montpellier d'une partie du suivi-animation du dispositif. Cet avenant ne modifie pas les engagements financiers de la Ville de Montpellier

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le projet d'avenant n°3 à la convention financière joint à la présente délibération, relative au Plan de sauvegarde,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire. ]

***Pour : 61***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Mme JANNIN ne prend pas part au vote.***

***Adopté à l'unanimité.***

### **13- QUARTIER CEVENNES (Petit Bard – Pergola)**

#### **Projet de rénovation urbaine**

#### **Demande d'agrément de candidature Lot N – FDI**

La Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard – Pergola), signée à Montpellier le 25 novembre 2005, a permis de mobiliser des crédits relatifs aux reconstructions-démolitions de logements, aux réhabilitations de logements, aux aménagements des espaces publics et à la création d'équipements publics.

Ce projet de rénovation urbaine porte sur un programme ambitieux d'amélioration de l'habitat et des conditions de vie des habitants, de désenclavement du quartier et de revalorisation de son image. Ce programme intègre en particulier :

- la rénovation complète de l'habitat avec la démolition de 456 logements, la reconstruction de 550 logements sociaux (247 sur site et 303 hors site), la reconstruction de logements privés, la réhabilitation de 390 logements privés, la résidentialisation de 868 logements publics et privés,
- la réalisation d'une mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de mixité sociale,
- la restructuration du quartier (création de nouvelles voies et nouveaux équipements, réaménagement des voies existantes, création d'une centralité commerciale).

Par délibération en date du 26 mars 2007, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) visant à mettre en œuvre opérationnellement le projet de rénovation du quartier Cévennes - Petit Bard.

Par délibération en date du 26 mars 2012, le Conseil municipal, sur proposition de la SERM, a agréé la candidature de la société CONSTRUCTA Promotion pour le lot N1 en vue de la réalisation de 35 logements collectifs privés et de 300 m<sup>2</sup> de commerces, soit une surface de plancher globale de 3 010 m<sup>2</sup> pour une SDP maximale autorisée de 3 200 m<sup>2</sup>.

Toutefois, les hésitations de la société CONSTRUCTA Promotion à s'engager sur le quartier du Petit Bard et sa méconnaissance du marché immobilier en ZUS ne lui ont pas permis de concrétiser cette opération. En date du 3 juillet 2014, un courrier a donc été adressé par la SERM à CONSTRUCTA Promotion prenant acte de l'impossibilité de parvenir à un compromis de vente en dépit des efforts consentis par les partenaires du projet de rénovation urbaine et lui notifiant son retrait de l'opération, courrier auquel la société CONSTRUCTA n'a pas opposé de recours.

Afin de ne pas retarder plus encore les reconstructions sur site, la SERM fait appel à nouvel opérateur, le groupe FDI. Aux côtés de la Ville de Montpellier depuis plusieurs années sur ce quartier du Petit Bard dans le cadre du Plan de sauvegarde et doté d'une solide expérience sur cette partie du territoire communal pour y avoir réalisé plusieurs opérations, le groupe FDI apparaît comme un partenaire fiable, capable de faire aboutir cette opération dans les meilleures conditions sur la base d'un programme adapté au contexte immobilier du quartier.

Cette opération permettra ainsi d'achever le programme de reconstructions dans la partie Nord du quartier du Petit Bard (îlot des Trolles), à proximité de la nouvelle place publique.

Au vu de ces éléments, la SERM propose au Conseil municipal d'agréer la candidature de la société FDI Groupe, telle que détaillée ci-dessous :

**Maître d'ouvrage :** FDI Groupe  
123 bis avenue de Palavas  
CS 10006  
34078 MONTPELLIER Cedex 3

**Localisation du projet :** Section KV n°359 et n°360

**Surface du lot :** 2 122 m<sup>2</sup>

**Nature du projet :** 35 logements collectifs en accession à la propriété en zone ANRU  
30 logements collectifs sociaux financés en PLUS-PLAI  
253 m<sup>2</sup> de commerces en rez-de-chaussée

**SDP envisagée :** 4 631 m<sup>2</sup> de SDP logements  
253 m<sup>2</sup> de SDP commerces  
5 963 m<sup>2</sup> de SDP maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes au projet et approuvées par la Ville.

**En conséquence, il est proposé :**

- d'abroger l'agrément délivré en faveur de la société CONSTRUCTA Promotion par délibération du Conseil municipal n° 2012/119 du 26 mars 2012,

- d'agréer la candidature de la société FDI Groupe,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame la première adjointe à signer tout document relatif à cette affaire. ]

**Pour : 61**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Mme JANNIN ne prend pas part au vote.**

**Adopté à l'unanimité.**

## **14- Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer** **Concession d'aménagement Ville / SERM** **Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013)** **Rapports spéciaux sur les conditions d'exercice des prérogatives** **de puissance publique (année 2013)** **Avenant n°13**

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer se développe en rive droite du Lez, entre l'urbanisation existante et le Lez. Elle a pour objet principal d'apporter à ce quartier, qui s'était urbanisé sans grande cohérence, les équipements et la configuration urbaine qui lui faisaient défaut.

Dans cet esprit, sa définition et sa coordination urbanistique, architecturale et paysagère ont été confiées à R. KRIER, architecte exerçant à Vienne et à Berlin, dont les travaux s'inspirent des formes de nos anciens cœurs de ville.

De nombreux promoteurs et architectes ont mis en œuvre depuis plusieurs années les principes de R. KRIER dans la conception des "maisons de ville" qui composent les îlots de la ZAC.

La convention publique d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) pour l'aménagement de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer, a été approuvée par délibération du 9 mai 1994 et modifiée par les avenants n° 1, 2 et 3, autorisés respectivement par les délibérations du Conseil municipal du 24 juillet 1995, du 2 décembre 1996, et du 31 juillet 1998. Un avenant n° 4 approuvé par délibération du 25 juillet 2001 est venu transformer la concession en convention publique d'aménagement.

Un avenant n° 1 à cette convention publique d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002. Celui-ci a permis d'engager les études nécessaires à une première extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Etienne Antonelli, sur des terrains devant accueillir le quartier accompagnant le nouvel hôtel de Ville.

Un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal du 29 juillet 2004, désignait la SERM pour la réalisation des travaux d'aménagement et de construction de cette extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Cet avenant a également prorogé la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2010 et fixé l'échéancier de la participation financière de la Ville à l'opération.

Le 25 juillet 2003, le Conseil municipal a adopté les objectifs et modalités d'association du public à cette 1<sup>ère</sup> extension de ZAC. D'une superficie de 9 hectares environ, cette opération doit permettre, dans une perspective de mixité urbaine, de compléter le programme du quartier en logements et locaux d'activités, et d'accueillir le futur hôtel de Ville de Montpellier.

Le programme de cette 1<sup>ère</sup> extension de ZAC prévoit également la réalisation d'un parc public paysager de 4 hectares environ, comprenant en infrastructure un bassin d'orage d'une capacité de 20 000 m<sup>3</sup>, un parc de stationnement public d'environ 700 places, ainsi que des voiries et espaces publics nécessaires au fonctionnement du quartier.

Les études relatives à l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer ont été confiées à l'équipe d'architectes urbanistes Jean Nouvel / François Fontès.

Le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 31 mars 2004. Le dossier de réalisation a, quant à lui, été arrêté par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004 et approuvé par délibération du 25 juillet 2005. Le programme des équipements publics correspondant a également été approuvé par délibération du Conseil municipal le 25 juillet 2005.

Après avoir déclaré l'intérêt général de cette extension par délibération du Conseil municipal du 9 mai 2005, la Ville a demandé à Monsieur le Préfet d'en déclarer l'utilité publique, qui a été prononcée par arrêté préfectoral du 20 juin 2005.

Par cette extension d'environ 9 hectares, la superficie totale de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été portée à 20,8 hectares.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 3 approuvé par le Conseil municipal le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières.

Enfin, le calendrier de réalisation des équipements primaires de la ZAC ayant été décalé dans le temps, l'échéancier de versement des participations de la Ville correspondant à ces équipements a dû être adapté en conséquence et a donné lieu à un avenant n° 4 à la concession d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2006.

La première extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Antonelli, conçue autour du nouvel hôtel de ville, est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006 et se poursuit aujourd'hui pour une livraison de l'ensemble des équipements qui la composent fin 2011.

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a décidé le lancement d'une nouvelle procédure d'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer dans le prolongement sud-ouest du secteur du nouvel hôtel de ville, délimitée au sud par la rue des Acconiers. Cette délibération a également fixé les objectifs d'aménagement retenus pour ce projet et les modalités d'association du public.

Outre la nécessité de compléter l'offre en programmes de logements et de bureaux proposée sur le secteur de l'hôtel de ville, cette 2<sup>ème</sup> extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer permettra d'assurer la continuité avec les quartiers existants, la construction d'une façade urbaine le long de la rue des Acconiers et de l'avenue Germaine Tillion (ancienne voie ferrée d'intérêt local) et, surtout, de renforcer l'urbanisation le long de la future 3<sup>ème</sup> ligne de tramway réalisée par la Communauté d'agglomération.

Dans ce contexte, par délibération du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2015 pour permettre à la SERM de mener dès maintenant les études relatives à ce nouveau projet d'extension de ZAC. Cet avenant n° 5 a également autorisé la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la convention publique d'aménagement. De même, pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de TVA, cet avenant a intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage.

Enfin, cet avenant n° 5 a acté la réalisation par la SERM des bâtiments situés à l'ouest du parvis du futur hôtel de Ville (opération « Parvis 2 ») pour l'accueil d'environ 6 000 m<sup>2</sup> de surface hors œuvre nette (SHON) de bureaux et de commerces, opération traduite par une augmentation des dépenses dans le bilan prévisionnel de la ZAC compensée à un niveau équivalent par les recettes de cession attendues.

Un avenant n° 6 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération en Conseil municipal du 24 juillet 2008, afin d'adapter les versements de la participation de la Ville au titre des équipements publics à l'échéancier de réalisation de ces mêmes équipements. Cet avenant a également permis d'adapter le taux de rémunération de commercialisation de la SERM propre à la cession du volume du nouvel hôtel de ville.



Lors de cette même séance du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a acté l'abandon de la réalisation par la SERM de l'opération « *Parvis 2* » prévue par l'avenant n° 5 à la concession d'aménagement, constatant la possibilité de réalisation de cette opération par la promotion privée du fait des bonnes conditions du marché. Le Conseil municipal a également approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC (phase 3), déterminant ainsi le nouveau périmètre d'opération.

Pour donner suite à l'approbation de ce dossier de création, un avenant n°7 à la concession d'aménagement a été approuvé par le Conseil municipal le 9 février 2009, afin d'étendre les missions d'aménageur de la SERM sur une partie du nouveau périmètre de ZAC et d'adapter le bilan financier, et notamment la participation de la Ville et son échancier de versement, à ces nouvelles missions.

Par délibération du 27 juillet 2009, le conseil municipal a approuvé un avenant n° 8 à la concession d'aménagement afin de modifier les missions de la SERM et d'adapter le bilan de l'opération et l'échéancier de versement de la participation de la Ville aux évolutions du programme des travaux (prise en compte des travaux de la ligne 3 du tramway, mise en lumière du quartier par Yann Kersalé dans le cadre du programme « La nuit des liens », adaptation du réseau pluvial dans le secteur des Acconiers). Cet avenant a acté une augmentation de la participation de la Ville de 2 096 000 € HT, portant son montant total à 25 394 400 € HT.

Enfin, désireuse de s'appuyer sur l'assistance technique de la SERM dans le cadre de la désignation du futur gestionnaire du parking public d'environ 700 places, la Ville a approuvé un avenant n° 9 par délibération du 26 juillet 2010. Les objectifs de cette assistance étaient de préciser les limites de prestation entre la SERM et le futur gestionnaire, de définir les travaux et équipements assurés par l'un et l'autre et de confier à la SERM les travaux ainsi définis. Cet avenant a également permis de modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement pour tenir compte de l'avancement des équipements primaires de la ZAC.

Par ailleurs, un avenant n°10 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du 25 juillet 2011 afin de modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à l'opération pour tenir compte du calendrier de réalisation des équipements primaires.

En 2010, une phase de concertation portant sur le projet de dossier de réalisation de la deuxième extension de la ZAC (phase 3) a été menée du 29 novembre 2010 au 17 décembre 2010. A l'issue de cette phase de concertation, le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 7 février 2011, le bilan complémentaire et définitif de la concertation et a arrêté le projet de dossier de réalisation de cette extension de ZAC.

Par délibérations du 9 mai 2011, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de cette opération.

Par délibération du 20 juin 2011, le Conseil municipal a arrêté le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) valant enquête pour la protection de l'environnement, ainsi que le dossier d'enquête parcellaire relatifs à l'extension de ZAC.

A l'issue des enquêtes publiques conjointes correspondantes, le Conseil municipal a prononcé l'intérêt général de l'opération et a adopté la déclaration de projet préalable à sa réalisation par délibération du 25 juin 2012. La déclaration d'utilité publique a ensuite été prononcée par le Préfet de l'Hérault par arrêté du 2 août 2012.

Parallèlement, le Conseil municipal a engagé, par délibération du 6 février 2012, une nouvelle procédure visant à adapter le périmètre de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Cette démarche, qui répond notamment à l'application du protocole d'accord signé le 8 juin 2011 entre la Ville et les consorts Agelou, propriétaires d'une parcelle située dans la 2<sup>ème</sup> extension de la ZAC, permet aussi d'approfondir la réflexion sur l'affirmation du contexte urbain de la façade de l'avenue Germaine Tillion ainsi que du renouvellement urbain des parcelles situées en bordure de la rue du Moulins des sept Cans. L'élaboration du dossier de réalisation est actuellement engagée et son approbation devrait prochainement être proposée au Conseil municipal.

Compte-tenu des opérations qui restent à engager par la SERM, notamment sur le secteur de la deuxième extension (phase 3), une prolongation de la concession de cinq années supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2020, vous est aujourd'hui proposée dans le cadre d'un avenant n°13.

Au 31 décembre 2013, les dépenses engagées et les recettes perçues au titre de la concession d'aménagement s'élèvent respectivement à 99 362 000 € et à 100 667 000 €. A la même date, le bilan prévisionnel total s'équilibre en dépenses et en recettes à 114 757 000 € et reste stable par rapport à celui de l'exercice 2012.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi des rapports spéciaux sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2013 qui vous sont présentés en annexe de cette délibération.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2013 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2013 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°13 à la concession d'aménagement actant sa prolongation jusqu'au 31 décembre 2020 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions et les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013 ;
- de prendre acte des rapports spéciaux joints, établis par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2013, et qui vous ont été présentés ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. ]

**Monsieur le Maire :** Nous prenons acte du rapport et votons le bilan.

**Pour : 61**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Mme JANNIN ne prend pas part au vote.**

**Adopté à l'unanimité.**

## **15- PETIT BARD - Concession d'aménagement Ville/SERM**

### **Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013)**

#### **Avenant n°7**

### **Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2013)**

#### **Avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie**

[Afin de poursuivre la restructuration, dans un objectif de développement durable, des quartiers classés en zone urbaine sensible ou en grand projet de ville (GPV), la Ville de Montpellier a élaboré en partenariat avec l'Etat - ANRU, les Collectivités locales et la Caisse des dépôts et consignation, un projet de rénovation urbaine. Celui-ci se décline sur trois quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville : la Mosson, le Centre et les Cévennes (Petit Bard - Pergola).

La convention territoriale de rénovation urbaine pour le quartier des Cévennes a été signée le 25 novembre 2005.

Le projet de rénovation urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola) doit permettre d'améliorer les conditions de vie des habitants, d'assurer une mixité sociale, d'ouvrir le quartier sur la ville et d'offrir aux habitants du quartier un parcours résidentiel.

Ce projet traduit un programme ambitieux qui doit notamment conduire à :

- réaliser la mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de la mixité sociale ;
- améliorer les conditions de vie des habitants du quartier ;
- restructurer le quartier (création de nouvelles voiries et de nouveaux équipements, réaménagement des voiries existantes, création d'un pôle commercial, ...)

- rénover complètement l'habitat dans le secteur du Petit Bard (démolition de 456 logements privés, reconstruction sur site de 247 logements sociaux et d'environ 270 logements privés, réhabilitation de 390 logements, scission de l'ensemble en plusieurs copropriétés pour en faciliter la gestion).

Par délibération en date du 25 juillet 2005, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement, notifiée le 8 septembre 2005, confiant au Groupement d'Intérêt Economique Sud Habitat (GIE) la réalisation du projet de rénovation urbaine quartier du Petit Bard – Pergola.

Par arrêté préfectoral n°2006-01-2633 du 5 octobre 2006 de Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, ont été ouvertes les enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine des Cévennes (Petit Bard – Pergola) – 1° phase.

Les enquêtes publiques conjointes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire se sont tenues du 14 novembre 2006 au 14 décembre 2006.

Par délibération en date du 26 mars 2007, et faisant suite à la décision de l'assemblée générale du GIE Sud Habitat de dissoudre le groupement, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la résiliation amiable de la concession d'aménagement relative à la rénovation urbaine du Petit Bard – Quartier Cévennes, notifiée le 8 septembre 2005 au GIE.

Par délibération en date du 26 mars 2007, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement à la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM). Cette concession a pour objet de confier à un concessionnaire, sous sa responsabilité, la réalisation d'une opération d'aménagement s'inscrivant dans le cadre du projet de rénovation urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola).

Par arrêté préfectoral n°2007-01-939 du 14 mai 2007, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, déclarait d'utilité publique la rénovation du quartier du Petit Bard – 1° phase, et déclarait cessibles et en urgence au profit de la ville de Montpellier et de son concessionnaire, la SERM, les immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à ladite opération.

Par arrêté préfectoral n°2011-I-1538 du 11 juillet 2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, déclarait d'utilité publique le projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola) – 2° phase. Par arrêté préfectoral n°2011-I-1988 du 13 septembre 2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, déclarait cessibles en urgence au profit de la ville de Montpellier ou de son concessionnaire, la SERM, les biens et droits immobiliers bâtis ou non bâtis nécessaires à la réalisation de ce projet.

Par arrêté préfectoral n°2012-I-524 du 5 mars 2012, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, prorogeait pour une durée de cinq ans, soit jusqu'au 12 mai 2017, la déclaration d'utilité publique du projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola) – 1° phase du 14 mai 2007.

En 2008, l'avenant n°1 à la concession d'aménagement entre la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM) et la ville de Montpellier actait d'une réfaction de la participation de la Ville de Montpellier de 872 775 € au bilan de l'opération.

L'avenant n°2 en 2009 prévoyait une prorogation de deux ans de la durée de la concession jusqu'au 31 mai 2014 et par conséquent une augmentation de la participation d'équilibre de la Ville de Montpellier de 2 376 000 €.

L'avenant n°3 en 2010 intégrait une participation complémentaire de la Ville de 273 000 € pour compenser le déficit de gestion locative.

L'avenant n°4 en 2011 intégrait l'évaluation objective du coût des travaux d'aménagement des espaces publics et la réalisation d'un dispositif de rétention des eaux pluviales dimensionné en fonction de débordements constatés plus en aval dans le bassin versant, conduisant à une participation supplémentaire de la Ville de 5,498 millions d'euros TTC.

L'avenant n°5 en 2012 intégrait l'acquisition de commerces en pied d'immeubles (résidence Guillaume Apollinaire et îlot M) en vue de la restructuration et de la revalorisation du tissu commercial de proximité et leur revente en fin d'opération. Il prévoyait par ailleurs un allongement de deux ans de la durée de la concession jusqu'au 31 mai 2016.

L'avenant n°6 en 2013 intégrait des ajustements des prix d'acquisition et des prix de cession des commerces et des logements réhabilités et l'évolution des contreparties cédées à la Foncière Logement.

Le bilan qui est présenté intègre une réévaluation du coût des démolitions liée à l'évolution de la réglementation en vigueur, un ajustement du programme des espaces publics, des travaux complémentaires au regard de la complexité d'une intervention en site habité et un allongement de la durée de portage. Il prévoit une prorogation de la concession de deux ans et demi jusqu'au 31 décembre 2018.

Le bilan a été augmenté en dépenses et recettes de 4 749 000 € : il s'établit à 63 158 000 € en dépenses et 63 158 000 € en recettes, dont 42 180 000 € réalisés en dépenses et 31 843 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2013. La participation de la ville est augmentée de 3 262 000 €.

Par délibération en date du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé la convention d'avance de trésorerie prévue à l'article 16.5 du traité de concession d'aménagement. Dans ce cadre, la ville verse une avance de trésorerie destinée à couvrir les besoins de l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.1523-2,4° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération en date du 27 juillet 2009, un avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement des avances financières jusqu'au 31 décembre 2012.

Par délibération en date du 25 juillet 2011, l'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2013.

Par délibération en date du 25 novembre 2013, l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 mai 2016.

Afin de répondre au nouveau plan de trésorerie, l'avenant n°4 permet d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2018.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2013 qui est présenté en annexe de cette délibération, ainsi qu'un document identifiant les acquisitions et les cessions effectuées par la SERM entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2013.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2013 établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2013 ;
- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et les cessions effectuées par la SERM entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2013 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°7 à la concession d'aménagement,
- d'approuver les termes de l'avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie,
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2013 joint à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire. ]

***Pour : 61***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Mme JANNIN ne prend pas part au vote.***

***Adopté à l'unanimité.***

**16- ZAC OVALIE**  
**Concession d'aménagement Ville/SERM**  
**Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013)**

## **Avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie**

### **Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2013)**

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Ovalie.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Par délibération du 28 février 2005, le Conseil municipal a approuvé d'une part le dossier de réalisation, d'autre part le programme des équipements publics.

Par arrêté préfectoral, en date du 13 avril 2005, les travaux et acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie ont été déclarés d'utilité publique.

Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Cette opération, d'une superficie de 32 hectares, est bordée par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le ruisseau du Rieucoulon à l'ouest. Elle a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier en offrant, dans un cadre paysagé de qualité, environ 3100 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics majeurs bordés de commerces et d'équipements publics permettant d'assurer une animation des lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par ailleurs la Communauté d'Agglomération de Montpellier a implanté le stade de rugby « Yves du Manoir » en bordure du quartier Ovalie, participant ainsi à la valorisation de ce secteur de ville. Le prolongement de la rue de Bugarel jusqu'à la rue du Pas du Loup permet en outre d'assurer une liaison forte avec le quartier de Bagatelle.

Par délibérations du 29 septembre 2005 et du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a respectivement approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement fixant les conditions économiques et administratives propres aux acquisitions foncières et conduisant à adapter les rémunérations de la SERM, et un avenant n° 2 autorisant la SERM à confier la mission "Sécurité et Protection de la Santé" à un prestataire extérieur après mise en concurrence.

Le bilan qui est présenté s'établit à 78 122 000 € en dépenses et 78 122 000 € en recettes, dont 59 979 000 € réalisés en dépenses et 47 334 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2013.

Le bilan a été augmenté de 1 254 000 € en dépenses en raison notamment de surcoûts de travaux liés à des contingences opérationnelles. Cette hausse des dépenses est compensée par une augmentation des recettes de charges foncières et par une baisse des frais financiers grâce aux avances inter-opérations et aux avances infra-annuelles consenties par la Ville. La participation d'équilibre de la Ville reste inchangée : elle s'établit toujours à 3,6 millions d'euros.

Afin de répondre au nouveau plan de trésorerie, un avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie permet d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2018.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2013, qui est présenté en annexe de cette délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2013 établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2013 ;
- d'approuver l'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie,
- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et les cessions effectuées par la SERM entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2013 ;
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2013 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire. ]

***Pour : 61***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Mme JANNIN ne prend pas part au vote.***

***Adopté à l'unanimité.***

## **17- Réaménagement du quartier de la Pompignane**

### **Mandat Ville / SAAM**

### **Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013)**

¶ Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé par délibération en date du 25 juin 2012 de lancer le réaménagement du quartier de la Pompignane.

D'une superficie d'environ 100 hectares, ce quartier comprend notamment :

- Un parc industriel et technologique (IBM, Dell, Areva,...) ;
- Des commerces, services et équipements en cœur de quartier et sur l'avenue de la Pompignane ;
- Des zones pavillonnaires ainsi qu'un parc locatif social important concentré surtout au nord du secteur étudié.

Les études réalisées depuis 2009 ont permis de constater un certain nombre de déséquilibres urbains (en matière d'habitat, de commerce/centralité, de mono-fonctionnalité, de qualité des espaces publics, de lien avec le reste de la ville, de déplacements en modes doux). Ces études ont également permis de mettre en évidence un remarquable potentiel de développement urbain fondé notamment sur la proximité avec le centre-ville, les caractéristiques d'une cité-jardin, la présence du fleuve le Lez, la densité urbaine et sociale du quartier, les possibilités de mutation foncière et le rôle de centralité de quartier à l'échelle de la ville.

Les principaux enjeux et objectifs de ce projet sont :

- L'affirmation de la centralité et de l'urbanité de ce quartier (équipements publics, espaces publics, commerces, formes urbaines, image, qualité), associé à un équilibre social présentant une plus grande mixité ;
- Une programmation immobilière assurant le renouvellement urbain du quartier et une plus grande mixité fonctionnelle du plateau industriel de la Pompignane ;
- Le développement des modes de circulation doux (piétons, vélos), des transports en commun et de la transversalité inter-quartiers ;
- La conception de formes urbaines adaptées au contexte (densité, diversité, tenue de l'espace public, coutures urbaines, etc.) ;

- L'amélioration de la protection hydraulique et de la valorisation paysagère.

Devant le constat d'une complexité de projet, des études complémentaires et un processus de définition du projet de réaménagement permettant la désignation d'un architecte en chef (dialogue compétitif) sont apparus nécessaires. Aussi, par décision du 20 décembre 2012, le Maire, a décidé de confier un mandat d'études à la SAAM signé le 21 décembre 2012 pour la réalisation desdites études, sur une durée de 24 mois.

L'année 2013 a vu la réalisation des études liées au dialogue compétitif. Le choix du projet lauréat et la désignation de l'architecte en chef du projet de réaménagement ont été opérés au premier trimestre 2014.

L'équipe désignée lauréate sur proposition de la Commission d'Appel d'Offre de la Ville de Montpellier, réunie le 4 février 2014, est la suivante :

- CASTRO & DENISSOF – PRAXYS / BERIM / 2DKS ;

Par décision n° 2014/0195 en date du 27 juin 2014, le Maire a autorisé la SAAM à signer avec l'équipe lauréate le marché public à tranche conditionnelle des études urbaines et paysagères afférents au réaménagement du quartier de la Pompignane.

La Ville de Montpellier engage depuis la tranche ferme dudit marché avec l'architecte en chef et la SAAM, afin d'aboutir à un plan guide, accompagnée d'une estimation financière du bilan d'opération. Grâce à ces éléments, la collectivité pourra se prononcer sur le choix du processus opérationnel de réaménagement du quartier de la Pompignane et sur la signature éventuelle d'une concession d'aménagement.

Afin d'anticiper la maîtrise foncière nécessaire à la bonne marche du projet, la Ville de Montpellier a en outre confié une mission de recherche et de négociations foncières à la SAAM. L'Etablissement Public Foncier Languedoc-Roussillon sera éventuellement sollicité pour intervenir dans le cadre des acquisitions et du portage foncier nécessaires.

L'avenant n°1 au mandat d'études, signé le 10 décembre 2013, est venu préciser les nouvelles missions confiées à la SAAM (suivi des études de la tranche ferme du marché et négociations foncières). Cet avenant a également permis de proroger la durée du mandat jusqu'au 31 décembre 2016, afin de permettre la bonne réalisation des missions confiées.

Compte tenu du fait que l'offre formulée par l'équipe Castro & Denissof – Praxys/Bérim/2DKS pour la tranche ferme du marché était inférieure aux prévisions, un ajustement du bilan de l'opération est proposé en conséquence. Au 31 décembre 2013, le bilan prévoit donc un montant de dépenses fixé à 561 000 € TTC, en baisse par rapport au précédent bilan, et un montant équivalent de remboursement du mandat par la Ville. Au 31 décembre 2013, le montant des dépenses constatées s'élevait à 41 000 € TTC.

#### **En conséquence, il vous est proposé :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2013 de l'opération de mandat d'études pour le « Réaménagement du quartier de la Pompignane » qui a été établi par la Société d'aménagement de l'agglomération montpelliéraine (SAAM), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SAAM à la date du 31 décembre 2013 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire. ]

**Monsieur le Maire :** Vous souhaitez intervenir, Monsieur VIGNAL ?

**Patrick VIGNAL :** Merci Monsieur le Maire. Je profite de ce dossier pour demander où nous en sommes au sujet du centre commercial que l'ACM avait vendu. Je crois que nous nous étions concertés en 2007 afin de savoir quelles seraient les propositions de la ville sur ce centre commercial de plus en plus en difficulté.

**Monsieur le Maire :** Je me souviens bien de cette séance épique. Vous aussi d'ailleurs. Vous savez, comme moi, qu'il s'agit de locaux privés. ACM ne possède que les parkings. C'est une opération mixte de renouvellement qu'il faut organiser. Nous y travaillons avec les services de la Ville. Ce projet est intégré dans le schéma général de réorganisation du quartier de la Pompignane et de la reconfiguration de l'espace public. Je

sais que plusieurs candidats se sont proposés. Je ne suis pas contre, mais il faut que la proposition qui sera faite soit viable. Vous voyez ce que je veux dire ?

**Patrick VIGNAL :** Je pense qu'effectivement, Monsieur le Maire, la réfection de l'offre commerciale sur ces territoires mène à réflexion. Il est vrai que les commerces sur l'avenue de la Pompignane fonctionnent bien. Plusieurs projets existaient : logements étudiants, résidences seniors. Ce serait bien qu'ils soient désenclavés. Je crois que la Ville avait donné jusqu'à 7 000 m<sup>2</sup> de SHON pour un promoteur. J'ose dire que je ne crois plus à la mixité, mais plutôt à la mobilité urbaine.

Sur ce territoire, si nous parvenons à faire de la SHON supplémentaire, il faut y mettre des catégories moyennes et supérieures.

**Monsieur le Maire :** Je partage votre opinion, Monsieur VIGNAL. La Ville doit intervenir parallèlement aux interventions privées sur ce sujet, sous peine de ne pas s'en sortir. Cela deviendra un gâchis géant. Avec Madame JANNIN, nous observons cela avec précision. La Ville a fait de nombreuses études sur ce lieu. Il faut, non seulement, respecter la mixité sociale, mais aussi la mixité fonctionnelle en faisant des bureaux, du logement mixte et en réhabilitant les commerces au bas des immeubles. Pour cela, il est nécessaire de faire des opérations tiroirs. Monsieur TONDU s'occupe de ce dossier et nous fera un point prochainement. Dans tous les cas, nous sommes très attentifs à ce quartier, avec Madame DRAY, Monsieur TORTORICI, Madame JANNIN et sous la bienveillance de tous les services.

**Stéphanie JANNIN :** Vous dites, Monsieur VIGNAL, que vous ne croyez pas en la mixité. Je trouve que c'est très inquiétant de la part du Président du groupe du Parti Socialiste. Je ne vois pas le rapport avec la mobilité.

**Monsieur le Maire :** Je crois que vous devez vous mettre tous d'accord. Il va falloir réorganiser tout cela. Faites un groupe homogène pour que nous sachions à qui nous parlons. Je vous soutiens, Monsieur VIGNAL, dans cette affaire.

**Patrick VIGNAL :** Nous sommes ici pour régler les problèmes des Montpelliérains, et non pour nous renvoyer la balle, Madame JANNIN. Je pense que ce n'est pas cette réciprocité des mépris qui permet de faire avancer. A la Pompignane, seul le fait de régler ce problème de centre commercial, que nous n'avons pas été capables de régler – que ce soit Philippe SAUREL, Hélène MANDROUX, Michaël DELAFOSSE –, m'intéresse.

**Monsieur le Maire :** C'est du privé, Monsieur VIGNAL.

**Patrick VIGNAL :** Vos services connaissent ce dossier. Tous les deux, nous avons organisé une magnifique réunion, autour d'un dîner à l'ASPTT, avec l'ensemble des associations. 16 professions libérales interviennent sur ce centre commercial qui, aujourd'hui, devrait être fermé par les pompiers parce qu'il est dangereux. Il me semblerait intéressant de le mettre dans le package du réaménagement d'IBM.

Quant à la question de la mixité, je crois que, pour des territoires enclavés, la solution sera de donner les clés de la ville aux Montpelliérains, notamment aux jeunes, pour qu'ils puissent se l'approprier. C'est pour cela, chère Madame, que je ne parle plus de mixité, mais de mobilité urbaine.

**Monsieur le Maire :** Monsieur VIGNAL, je comprends bien. Quand vous étiez conseiller général du canton, vous vous en occupiez. Aujourd'hui, je n'ai pas vu de déclaration de Madame BUFFALON. Elle ne s'en occupe pas.

Ne soyez pas triste, Monsieur VIGNAL. J'avais justement l'intention d'inviter les députés socialistes à manger avant Noël pour leur souhaiter de bonnes fêtes. Je vous inviterai. J'ai besoin des députés de la République pour qu'ils portent à l'Assemblée nationale les revendications du pauvre peuple de Montpellier, pour reprendre les phrases des consuls du Moyen-Âge.

A l'Assemblée nationale, aucun député n'a été capable d'inscrire sur la loi MAPA l'histoire du contrat de confiance avec les maires. Pas un seul n'a fait la proposition. Aujourd'hui, toutes les Agglomérations sont ennuyées. Elles passent en Métropoles au 1<sup>er</sup> janvier. A Marseille, les maires sont contre la Métropole. Donc, au



1<sup>er</sup> janvier, la Métropole se fait avec 100 maires qui sont contre. Aucun député n'a pensé qu'une clause pouvait être ajoutée pour inscrire le respect du pouvoir de décision des maires. C'est pour cela que j'ai besoin de vous, Monsieur VIGNAL. J'ai besoin des députés.

Les revendications remontant du terrain sont guidées par le bon sens, par la pratique. C'est à vous de les porter et de les faire voter, à condition que vous y alliez, à l'Assemblée nationale. C'est un autre problème que nous n'aborderons pas ce soir. Gardons-en un peu pour demain.

Moi, je suis déjà député suppléant. J'ai une superbe députée qui est Madame LE DAIN.

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

## **18- Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque Concession d'aménagement Ville/SAAM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013)**

La Ville de Montpellier a décidé d'engager la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes, par une opération de renouvellement urbain de grande envergure, qui vise à créer à terme le quartier de la Restanque qui s'inscrit dans la continuité du tissu urbain existant à proximité (quartiers de Saint Martin, de Tournezy...).

En effet compte tenu de sa position stratégique à proximité du centre ville, proche de la 2<sup>ème</sup> et desservi par la 4<sup>ème</sup> ligne de tramway, la Ville vise sur ce site la réalisation d'un quartier de 125 ha regroupant de l'habitat diversifié (collectifs, maisons de ville ...) des bureaux, des commerces, des activités, des équipements publics. Ce programme nécessitera un ensemble de travaux de voiries, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser, pour répondre aux besoins des habitants ou usagers des constructions existantes ou à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Par délibération du conseil municipal du 24 avril 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation de ce nouveau quartier sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération, ainsi que les modalités relatives à la concertation du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du conseil municipal en date du 30 mars 2009.

Les particularités de cette opération, notamment sa durée de 30 ans et une économie de projet fortement impactée du fait de l'occupation du site par des sociétés en activité, ont conduit la Collectivité à désigner la SPLA SAAM en qualité de concessionnaire d'aménagement, en application des dispositions des articles L.300-4 et L.300-5-2 du code de l'urbanisme.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2012, la Ville de Montpellier a approuvé les termes du traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Restanque et a désigné la SAAM comme titulaire de cette concession.

Au 31 décembre 2013, le bilan financier prévisionnel de l'opération, défini sur la base des études préalables, s'établit à 266 200 000 € H.T. en dépenses et recettes, montant inchangé par rapport au CRAC de l'année précédente.

Le bilan de l'année 2013 fait apparaître une dépense de 153 000 € HT correspondant notamment à la rémunération forfaitaire de la SAAM et à des études urbaines de programmation. Depuis le début de l'opération, les dépenses de la concession s'élèvent à 255 000 € HT.

Dans un premier temps, et préalablement à tout engagement opérationnel à la vue des enjeux et de la complexité de cette opération, il convient de répondre prioritairement aux deux objectifs suivants :

- mettre en place une méthode et une stratégie qui permettront, sur la base d'un îlot test pré-opérationnel et d'un plan guide, d'accompagner les mutations et de réaliser le programme de constructions en veillant au respect des équilibres financiers et des activités présentes sur le site (Marché d'Intérêt National...) ;
- réaliser les études nécessaires à l'obtention des autorisations administratives, et notamment du dossier de réalisation de ZAC comprenant le programme des équipements publics.

Le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) prévoit ainsi un développement mesuré de l'opération, qui se concentre sur ces deux objectifs pour les premières années.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la ZAC de la Restanque, qui a été établi au 31 décembre 2013 par la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), concessionnaire de la Ville,
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SAAM à la date du 31 décembre 2013 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.]

*Pour : 62*

*Contre :*

*Abstentions : 3*

*Adopté à l'unanimité.*

## **19- Zone d'Aménagement Concerté des Grisettes** **Concession d'aménagement Ville/SERM** **Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013)**

[Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a lancé la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) des Grisettes, située au sud ouest de Montpellier, entre l'avenue du Colonel Pavelet et le futur parc public du Mas Nouguier.

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a approuvé la création de la ZAC des Grisettes par délibération du 20 décembre 2005.

D'une superficie de 20 ha environ, cette opération prévoit, dans un objectif de mixité urbaine, la construction d'environ 1500 logements sous forme d'immeubles d'habitat collectif diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux. Cette opération contribue également au développement des équipements dans le quartier, avec la reconstruction d'un groupe scolaire, à proximité et la création d'un parc public. Le programme global des constructions est de 140 000 m<sup>2</sup> de SHON dont 15 000 m<sup>2</sup> de bureaux et de commerces. Le quartier s'organisera autour de deux axes structurants : la grande Rambla et la petite Rambla, espaces publics majeurs du quartier.

Par délibération du 6 novembre 2006, le Conseil municipal a, par ailleurs, approuvé le contrat de concession d'aménagement confiant à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) la réalisation de la ZAC des Grisettes.

Par délibération du 24 avril 2008, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC, et le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 4 juin 2008.

Par la suite, le Conseil municipal a prononcé l'intérêt général de cette opération et a adopté la déclaration de projet relative à cette ZAC par délibération du 9 février 2009.

Le projet a fait l'objet d'une autorisation au titre de la loi sur l'eau par arrêté préfectoral du 10 Septembre 2009.

Le document faisant le bilan des acquisitions foncières a été communiqué à la Ville. A ce jour, le foncier de la ZAC est totalement maîtrisé.

Les logements de la première, deuxième et troisième tranche de la ZAC ont été livrés. Les 2 lots réservés à l'habitat participatif (24 logements environ) ont été regroupés et la construction commencera au 4<sup>ème</sup> trimestre 2014.

La démarche de l'appel à projet éco-quartier lancé par le ministère Ministère de l'Ecologie du Développement Durable et du Transport (MEDAT) se poursuit pour le quartier engagé dans la labellisation.

Au 31 décembre 2013, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 29 724 000 € et les recettes perçues à 28 546 000 €. A la même date, le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 45 330 000 €.

Ce montant des recettes, en hausse grâce à une bonne commercialisation de l'opération, permet d'intégrer les dépenses supplémentaires liées aux travaux nécessaires, non prévus au démarrage de l'opération.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la ZAC des Grisettes, qui a été établi au 31 décembre 2013 par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville,
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2013,
- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et les cessions foncières effectuées par la SERM entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2013,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.]

**Monsieur le Maire :** Nous allons faire une très belle ZAT consacrée à la danse avec Monsieur MONTANARI qui en sera le chef d'orchestre. Il a accepté avec le sourire, et je l'en remercie.

**Pour : 62**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

## **20- Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch**

### **Concession d'aménagement Ville/SERM**

#### **Avenant n°4**

#### **Compte-rendu annuel à la collectivité (exercice 2013)**

Lors du Conseil municipal du 4 février 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation du futur quartier Nouveau Saint-Roch sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation du public.

Son périmètre, de près de 15 ha, est délimité approximativement par le pont de Lattes au Nord, la rue Colin à l'Est, le boulevard Vieussens au Sud et l'avenue de Maurin à l'Ouest. Il comprend notamment les emprises libérées par la SNCF et RFF, aujourd'hui en friches ou sous-utilisées compte tenu de leur situation.

L'aménagement de ces terrains permettra la naissance d'un nouveau quartier constituant un atout pour le centre ville, avec la construction d'environ 1300 à 1 500 logements, de commerces et de bureaux, s'articulant autour d'un parc d'environ 1,2 hectare, dénommé René Dumont.

Ce quartier est de plus extrêmement accessible. D'une part il comprend le projet d'extension et de modernisation de la gare Saint-Roch, livrée mi octobre 2014. D'autre part, les quatres lignes de tramways le desservent, et un parking public est en cours de réalisation.

Le Conseil municipal du 24 juillet 2008 a approuvé, à la vue du bilan de la concertation alors réalisée, le dossier de création de la ZAC Nouveau Saint-Roch.

Par ailleurs et à l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, conformément aux dispositions des articles L. 300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a approuvé le 4 mai 2009 les termes d'une concession d'aménagement qui a dès lors été signée avec la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Nouveau Saint-Roch. Le Conseil municipal, par délibération du 26 juillet 2010, a établi le bilan définitif de la concertation et arrêté le dossier de réalisation. En conséquence, par délibération du 4 octobre 2010, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

Dans le courant de l'année 2013, la ZAC Nouveau Saint-Roch a fait l'objet de diverses études, de l'enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et de cessibilité, et a vu la livraison des derniers bâtiments situés rue Colin.

En particulier, le commissaire enquêteur a emis un avis favorable sans réserves à l'enquête publique préalable de déclaration d'utilité publique et de cessibilité.

Par ailleurs, le parking prévu dans l'opération est en cours de réalisation par l'aménageur au titre des équipements publics de la ZAC. Il est en bordure des voies ferrées, à proximité du pont de Sète et de la gare. Sa capacité prévisionnelle d'environ 800 places répond aux besoins spécifiques du centre-ville, tant au regard des utilisateurs de la gare Saint-Roch, que des commerces, des services et des résidents du quartier.

La participation de la Ville à la ZAC, d'un montant de 24 484 450 HT dans le précédent bilan, a été adaptée suite à une réévaluation du coût du parking public, constituant l'objet de l'avenant n°4. Elle s'élève dans ce nouveau bilan à 22 984 450 € HT. La Ville mène une procédure de délégation de service public afin de désigner un concessionnaire pour l'exploitation de ce parking.

Le bilan de la ZAC s'équilibre désormais en recettes et dépenses à 63 716 000 €, en légère baisse par rapport au précédent bilan, en particulier du fait de l'ajustement du coût prévisionnel du parking.

Au 31 décembre 2013, les dépenses engagées par la ZAC s'élevaient à 1 242 000 € pour un montant total de recettes perçues de 6 894 000 €.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2013 de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint Roch, établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2013 ;
- de prendre acte des documents joints identifiant les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Nouveau Saint Roch du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°4 à la concession d'aménagement adaptant notamment le montant de la participation de la Ville pour le parking public ;
  - d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.]

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

## **21- Zone d'aménagement concerté Blaise Pascal**

### **Concession d'aménagement Ville / SERM**

### **Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013)**

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Blaise Pascal est bordée par la rue de la Vieille Poste au nord, par l'avenue Pierre Mendès France au sud, par la rue Henri Becquerel à l'est et par les premières maisons du quartier de la Pompignane à l'ouest.

Il s'agit d'une opération publique d'initiative communale, concédée à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) par convention en date du 27 mars 1988 approuvée par délibération du Conseil municipal le 29 février 1988.

Le quartier a été conçu par l'architecte Claude VASCONI. La ZAC s'étend sur environ 31 ha et a permis la réalisation d'environ 1 400 logements, dont plusieurs ensembles de logements sociaux, de bureaux, de commerces ainsi que d'un important programme d'équipements publics, comprenant notamment le gymnase Mireille Bessière et le groupe scolaire Blaise Pascal/Sarah Bernhardt.

La ZAC a été créée par délibération du Conseil municipal du 26 juin 1987 et son dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 29 février 1988. Une procédure d'extension-modification de cette ZAC a fait suite à cette décision, initiée par délibération du Conseil municipal en date du 30 janvier 1990.

Cette délibération approuvait en outre les termes de l'avenant n°1 au traité de concession Ville-SERM permettant de renforcer le potentiel constructible de la ZAC et de mieux prendre en compte l'aménagement de ses abords, notamment le long de l'avenue Pierre Mendès France. Par délibération du 23 novembre 1990, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de cette extension-modification.

Un avenant n°2 au traité de concession a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 28 juillet 1992 supprimant, notamment, en cohérence avec les résultats d'une étude prospective sur l'immobilier d'entreprise, une partie des recettes de cession et des dépenses d'aménagement correspondantes.

Par ailleurs, un avenant n°3 visant notamment à proroger la durée du traité de concession a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 1995.

Un avenant n°4 a été ensuite approuvé par délibération du Conseil municipal du 31 juillet 1998 prenant notamment en compte les dispositions de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 précisant les modalités de contrôle des sociétés d'économie mixte par les collectivités dans le cadre des marchés publics et des délégations de service public.

En application de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), le Conseil municipal a approuvé par délibération du 25 juillet 2001 un avenant n°5 visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 à la convention publique d'aménagement prorogeant ladite convention jusqu'au 31 décembre 2006 afin de permettre à la SERM d'achever sa mission.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

L'achèvement de la ZAC nécessitant encore la réalisation de travaux d'aménagement sur la rue Hippolyte Fizeau et sur l'avenue Albert Einstein, un avenant n°7 à la concession d'aménagement prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2009 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2006.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant retirée de la concession d'aménagement, un avenant n°8 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°9 à la concession d'aménagement visant à proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2011 pour permettre l'achèvement des derniers aménagements de voirie et de réseaux aux abords de l'avenue Albert Einstein et de la rue Robert Baden-Powell.

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 à la concession prorogeant la mission de la SERM jusqu'en 2015 pour permettre l'aménagement d'une parcelle située en bordure de la place Tycho Brahé, en vue de la réalisation de la dernière opération de logements de l'opération (environ 2500 m² de SDP). L'acquisition du terrain d'assiette de cette opération n'ayant toutefois pu se concrétiser que durant l'année 2012, plus tardivement qu'envisagé initialement, une nouvelle prorogation de la mission de la SERM a dû être actée jusqu'en 2017 par un avenant n°11, approuvé par délibération du Conseil municipal le 23 juillet 2012.

Au 31 décembre 2013, le bilan de l'opération s'établit à 19 613 000 € en dépenses et à 19 963 000 € en recettes et génère un résultat d'exploitation positif à 350 000 € qui pourra être reversé dans le cadre d'un boni d'opération lors de la clôture de l'opération qui est susceptible d'intervenir d'ici 2017.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2013 de la zone d'aménagement concerté Blaise Pascal, qui a été établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement,
- d'approuver le bilan prévisionnel tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2013,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.]

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

## **22- Zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche Concession d'aménagement Ville-SERM**

### **Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2013)**

#### **Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013)**

[ Poursuivant le projet urbain de Port Marianne et le développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé au début 2006 d'engager la réalisation d'un nouveau quartier en rive gauche du Lez. Par délibération du 6 novembre 2006, le conseil municipal a dénommé ce nouveau quartier « Port Marianne - Rive gauche ». Conçu comme un écoquartier mettant en œuvre les principes du développement durable, le quartier Port Marianne - Rive gauche est situé dans le prolongement sud du quartier Jacques Cœur, entre le Lez et l'avenue Raymond Dugrand.

Le lancement d'un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation de ce nouveau quartier a été acté par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006. A l'issue de ce concours, le Conseil municipal a décidé, lors de sa séance du 15 novembre 2007, de confier le marché d'urbaniste-architecte coordonnateur et le marché de maîtrise d'œuvre de ce quartier à l'équipe Pierre TOURRE (architecte en chef) / Marc RICHIER (paysagiste) / TRIBU (BET environnemental).

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a défini les objectifs d'aménagement de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a établi les modalités de la concertation avec la population à mettre en œuvre tout au

long de l'élaboration du projet. Le projet d'urbanisme voulu dans le cadre de cette ZAC répond notamment aux objectifs suivants :

- réaliser dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif, accueillant également bureaux et commerces,
- développer l'urbanisation nouvelle à proximité du tramway, dans la perspective du passage programmé de la 3<sup>ème</sup> ligne sur l'avenue Raymond Dugrand,
- répondre aux besoins en matière d'habitat sur cette partie du territoire communal, dans le respect du principe de mixité sociale,
- participer à la requalification de l'avenue Raymond Dugrand et à la composition de la place Pablo Picasso par la création d'un front urbain structuré et ordonnancé,
- aménager les abords du Lez dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en privilégiant les continuités piétons et cycles entre le fleuve, l'intérieur du quartier et les quartiers voisins.

Par délibération du 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a dressé le bilan de la concertation préalable.

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche. A la suite de cette phase de consultation publique, le Conseil municipal, par délibération du 14 décembre 2009, a établi le bilan définitif de la concertation et arrêté le dossier de réalisation. Par délibérations du 29 mars 2010, le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

A l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, conformément aux dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a approuvé le 22 décembre 2008 les termes d'une concession d'aménagement à signer avec la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM). Ladite concession a été signée le 7 janvier 2009 puis notifiée à la SERM le 14 janvier 2009.

Un avenant n°1 à cette concession d'aménagement a ensuite été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2009 afin de confier à la SERM les études et les travaux nécessaires à la réalisation d'un nouveau pont sur le Lez desservant directement la ZAC Rive gauche. Ce pont, désigné initialement sous l'appellation « Pont de la République », devenu depuis « pont Lévy » assure la jonction entre l'avenue Théroigne de Méricourt et la rue des Acconiers pour l'ensemble des modes de déplacements (motorisés, piétons, cycles,...), permettant ainsi le maillage des opérations de Port Marianne en rive gauche du fleuve avec celles de la rive droite (Consuls de Mer et l'Hôtel de Ville, les Aiguerelles, la Restanque,...). Cet avenant a également permis d'adapter en conséquence le périmètre de la concession pour le rendre conforme à la nouvelle mission de la SERM.

Par délibération du 14 décembre 2009, le Conseil municipal a arrêté le dossier d'enquête parcellaire et le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche. Les enquêtes correspondantes se sont déroulées du 21 juin 2010 au 21 juillet 2010, à l'issue desquelles le commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif a formulé un avis favorable sur le projet proposé. Le Conseil municipal de la Ville s'étant prononcé favorablement sur l'intérêt général du projet lors de sa séance du 4 octobre 2010, Monsieur le préfet de l'Hérault, préfet de la région Languedoc-Roussillon, a ensuite, par arrêté du 10 février 2011, déclaré l'utilité publique de l'opération et prononcé la cessibilité des terrains nécessaires à sa réalisation.

Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'un avenant n°2 permettant à la SERM d'engager des études complémentaires liées au volet hydraulique de l'opération et de modifier sa rémunération en conséquence. Cet avenant a également acté la modification de l'échéancier de versement de la participation de la Ville à la concession d'aménagement pour la réalisation du pont de la République.

Par délibération du 23 juillet 2012, un avenant n°3 à la concession d'aménagement a été approuvé afin de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville, permettant ainsi

d'intégrer au bilan de l'opération une actualisation des coûts de réalisation du pont de la République ainsi que la part de la Ville au financement des actions Ecocité, non prévues dans le bilan initial.

Afin de tenir compte au mieux des arbitrages budgétaires et d'ajuster en conséquence les participations versées par la Ville dans le cadre de la concession, un avenant n°4 permettant de réduire le montant de la participation de la Ville de 200 000 € et de modifier son échéancier de versement a été approuvé par délibération du 25 novembre 2013 et signé le 10 décembre 2013.

Au 31 décembre 2013, les dépenses engagées s'élevaient à 14 910 000 € pour un montant total de recettes perçues de 8 698 000 €. Le bilan prévisionnel global s'équilibre en recettes et en dépenses à hauteur de 39 048 000 €, en augmentation de 296 000 € par rapport au bilan de l'exercice 2012. Le bilan de l'opération maintient le versement d'un fonds de concours dont le montant reste inchangé à 4 800 000 €, échelonné jusqu'en 2018.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2013 qui vous est présenté en annexe de cette délibération.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2013 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2013 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – Rive gauche du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013 ;
- de prendre acte du rapport spécial joint, établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2013, et qui vous a été présenté ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. ]

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

**23-Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Richter  
Concession d'aménagement Ville / SERM  
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013)**

[La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Richter est située sur la rive gauche du Lez, délimitée à l'est par l'avenue Raymond Dugrand, au nord par le rond-point Christophe Colomb et au sud par l'avenue Marie de Montpellier.

Elle accueille notamment la faculté de sciences économiques et de gestion, une bibliothèque universitaire et un espace de restauration, ainsi qu'un parc public de 2,5 ha, des logements, des bureaux et des commerces.

Elle est très bien desservie par un réseau de voiries et de pistes cyclables (pont Zuccarelli, passerelle des Barons de Caravètes, avenue Marie de Montpellier), renforcé par une solide desserte par les transports en commun (bus et tramway).

La Ville a confié son aménagement à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par un traité de concession signé le 10 mai 1994.

Son architecte coordonnateur est Adrien Fainsilber.



Le dossier de création de la ZAC Port Marianne-Richter a été approuvé par arrêté préfectoral du 2 août 1993. Son dossier de réalisation a été approuvé par arrêté préfectoral du 7 mars 1995.

Par délibération du 24 juillet 1995, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n°1 au traité de concession et a fixé les objectifs et les modalités de concertation du public relatifs à la modification du plan d'aménagement de zone (PAZ) de la ZAC.

Par délibération du 31 juillet 1998, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n°2 au traité de concession prenant notamment en compte les dispositions de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 précisant les modalités de contrôle des sociétés d'économie mixte par les collectivités dans la cadre des marchés publics et des délégations de service public.

A la suite d'une phase de concertation organisée en janvier 1999, dont le bilan a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 février 1999, et à l'issue d'une enquête publique organisée du 28 mai au 2 juin 1999, le Conseil municipal a approuvé cette modification de PAZ par délibération du 27 juillet 1999.

Par délibération du 28 juillet 2000, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 au traité de concession visant à proroger ledit traité jusqu'au 31 décembre 2006 pour permettre à la SERM de réaliser, notamment, un immeuble de bureaux situé en façade de la place Ernest Granier.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), le Conseil municipal a approuvé par délibération du 25 juillet 2001 un avenant n°4 visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement et à définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 visant à permettre à la SERM de réaliser un bâtiment sur l'îlot E nord de la ZAC, en bordure de la place de la Révolution Française, qui marque l'achèvement des façades de cet espace public majeur du quartier sur 4000 m² de SHON environ. Ce bâtiment, désigné « Espace Jacques I<sup>er</sup> d'Aragon », abrite à la fois des équipements publics et des bureaux privés.

Par délibération du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 en vue de permettre la réalisation d'un parking d'une capacité d'environ 300 places sur l'îlot M de la ZAC. Le parking prévu a été réalisé en surface avec une capacité de 80 places environ pour des raisons de coût et d'environnement.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°7 prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2009 afin de permettre à la SERM de mener à bien sa mission, concernant, en particulier, l'achèvement de l'Espace Jacques I<sup>er</sup> d'Aragon et l'aménagement définitif de la place de la Révolution Française.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la concession d'aménagement, un avenant n°8 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Considérant la possibilité de commercialisation à court terme du lot M de la ZAC, situé à l'arrière du bâtiment Etoile Richter, pour permettre la réalisation d'une nouvelle opération de bureaux, un avenant n°9 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2008 prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2014.

Compte-tenu du décalage dans le temps de la réalisation de l'opération de bureau sur le lot M, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 par délibération du 25 novembre 2013, signé le 10 décembre 2013, permettant de proroger les missions de la concession de deux ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Au 31 décembre 2013, les dépenses engagées s'élevaient à 45 018 000 € pour un montant total de recettes perçues de 46 370 000 €. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre à 47 369 000 € en dépenses et en recettes, soit une augmentation de 199 000 € par rapport au bilan précédent.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2013 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Richter qui a été établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement,
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2013,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. ]

*Pour : 62*

*Contre :*

*Abstentions : 3*

*Adopté à l'unanimité.*

**24- Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jardins de la Lironde**  
**Concession d'aménagement Ville / SERM**  
**Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013)**  
**Avenant n° 10**

[Par délibération en date du 25 juin 1990, le Conseil municipal approuvait le dossier de réalisation de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Jardins de la Lironde et concédait à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études et aménagements nécessaires à l'opération.

A la suite d'une mission d'études complémentaires menée par l'architecte en chef Christian de Portzamparc, désigné par la Ville, le Conseil municipal fixait, lors de la séance du 20 juin 1991, les objectifs et les modalités de concertation du public en vue d'une extension - modification de cette ZAC.

Par délibération du 28 juillet 1992, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 au traité de concession signé avec la SERM. Toutefois les difficultés du marché de l'immobilier des années 1992-1993, conjuguées aux difficultés juridiques liées à l'annulation du POS de Montpellier, ont conduit la Ville à différer l'engagement de l'opération.

Par la suite, la reprise du marché immobilier et l'excellente commercialisation des ZAC engagées sur Port Marianne (Blaise Pascal, Richter, Consuls de Mer), ont rendu nécessaire la relance de cette opération.

C'est dans ce contexte que, par délibération du 30 mars 1998, la Ville de Montpellier a fixé les objectifs d'un nouveau projet de ZAC et les modalités d'association du public. Lors de cette même séance, le Conseil municipal a approuvé la concession de l'opération à la SERM en intégrant, notamment, les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité initial.

Une nouvelle ZAC a par conséquent été créée par délibération du Conseil municipal du 20 décembre 1999.

Par délibération du 20 décembre 1999, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 à la concession d'aménagement visant notamment à adapter le périmètre du traité de concession à celui de la ZAC.

Les études, à nouveau menées par Christian de Portzamparc, ont conduit à l'élaboration du dossier de réalisation que le Conseil municipal a approuvé par délibération du 29 septembre 2000. Un bilan prévisionnel a été établi. Ce bilan intègre également les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité de concession initial.

Le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du 29 septembre 2000. La ZAC prend en charge la totalité du coût des voiries et réseaux uniquement nécessaires à son fonctionnement, et

une partie (40 %) du coût des voiries dites primaires, seulement pour la quote-part nécessaire aux besoins de la ZAC (rue Léonard de Vinci, avenue Albert Einstein et route de Vauguières partiellement).

Pour l'étude et la réalisation de ces voiries primaires, une convention de mandat a été confiée à la SERM, par délibération du Conseil municipal du 5 novembre 2001.

Par délibération du 25 juillet 2001, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 à la concession d'aménagement visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement et à définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 6 février 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement pour demander à la SERM d'étudier une extension de la ZAC de manière à intégrer l'ensemble des terrains anciennement gérés par l'ASPTT, d'une superficie de 2,6 ha acquis par la Ville auprès de La Poste, et situé en bordure de la rue Léonard de Vinci et du parc public.

Les études menées ont conduit le Conseil municipal à approuver, par délibération en date du 31 mars 2004, le lancement d'une procédure d'extension de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde sur ces terrains. C'est par délibérations du 25 juillet 2005 que le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants à cette extension de ZAC ont été approuvés.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 4, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2005, est venu modifier la concession d'aménagement pour ajuster, selon un barème dégressif, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières.

Par délibération du 27 octobre 2005, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 à la concession d'aménagement, permettant de modifier le bilan prévisionnel de la ZAC. Des études ont en effet montré qu'au moins la moitié des élèves du groupe scolaire prévu dans la ZAC seraient des enfants issus des logements construits dans le cadre de l'opération. C'est pourquoi l'avenant n° 5 a acté le versement d'un fonds de concours à la Ville d'un montant de 1 523 000 € en 2006 (au prorata de la prévision de fréquentation) pour la construction de ce groupe scolaire, et que, conformément à une délibération du 25 juillet 2006, le programme des équipements publics de la ZAC a été modifié pour tenir compte de cette évolution.

L'avancement de l'urbanisation du quartier Port Marianne et l'augmentation de la population ont conduit la Région Languedoc Roussillon à programmer la réalisation d'un lycée professionnel, dénommé « lycée Georges Frêche », sur l'îlot P de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde. Compte tenu de la nature de cet équipement, la Ville a décidé de procéder à la cession gratuite de ce terrain à la Région Languedoc Roussillon. Cette cession gratuite générant une perte de recette au bilan prévisionnel de 2 000 000 € HT, un avenant n° 6, approuvé par délibération du 25 juillet 2006, a permis de modifier le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement pour compenser cette perte par une augmentation équivalente de la participation financière de la Ville à l'opération.

La bonne commercialisation de la ZAC, à cette époque, a généré un niveau de recettes suffisamment important qui a permis de compenser le montant de la participation financière de la Ville. Dans ce contexte, un avenant n° 7 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 afin de modifier le bilan prévisionnel de l'opération par la réduction de cette participation de la Ville pour un montant de 2 000 000 € HT.

Cet avenant a également intégré les dispositions autorisant la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la concession d'aménagement.

Afin de réaliser les aménagements de la partie ouest de la ZAC en particulier pour accompagner les constructions sur les îlots I, J, K, M2, N et Y, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 en vue de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

La santé financière de l'opération a permis de dégager en 2010 un fonds de concours de 700 000 € au bénéfice de la Ville, dont 200 000 € ont été versés en 2011 et 500 000 € en 2012. Le fonds de concours total versé à la Ville par l'opération d'un montant de 3 743 000 € reste inchangé par rapport au bilan précédent.

Un avenant n°9 à la concession d'aménagement a été approuvé au Conseil Municipal du 25 novembre 2013 et signé le 20 décembre 2013 en vue de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2017.

A la suite d'études hydrauliques menées sur l'ensemble du bassin versant de la Lironde, le cours d'eau qui traverse cette opération, un des îlots sur lequel était projetée une opération de logements (îlot Y) s'est révélé inondable et ne peut plus faire l'objet d'un projet de construction. Cette situation entraîne par conséquent une perte de charge foncière de 476 000 €, ce qui amène la SERM à solliciter une participation d'équilibre de la Ville d'un montant de 448 000 € programmé en 2017. En conséquence, un avenant n°10 au traité de concession est aujourd'hui proposé.

Au 31 décembre 2013, les dépenses engagées s'élevaient à 42 544 000 € pour un montant de recettes perçues de 43 217 000 €, le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibrant à 44 879 000 € en dépenses et en recettes.

**En conséquence il vous est proposé :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2013 de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2013 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°10 à la concession d'aménagement en vue de l'octroi d'une participation d'équilibre à l'opération pour un montant de 448 000 € programmée en 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire. ]

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

**25- Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Parc Marianne,  
secteur de la Baume et avenue Raymond Dugrand  
Concession d'aménagement Ville / SERM  
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013)  
Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance  
publique (année 2013)  
Avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie**

¶ Dans le cadre du développement de Port Marianne, le Conseil municipal a décidé, par délibération du 12 mars 2003, l'engagement d'études de définition urbaine sur une zone située à l'est de l'avenue de la Mer (rebaptisée avenue Raymond Dugrand par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008), couvrant les secteurs au nord et au sud du parc public Parc Marianne et leur environnement immédiat.

Par la même délibération, la Ville a confié à la SERM un mandat pour la réalisation, d'une part, des études préalables aux études de définition urbaines et, d'autre part, des études préalables au montage d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) nécessaires à l'approbation d'une convention publique d'aménagement.

À l'issue des études de définition, le projet de l'équipe d'architectes-urbanistes « Architecture Studio – Imagine – Carrés Verts » a été désigné comme lauréat. Le contrat d'études avec ce groupement, approuvé par délibération du Conseil municipal du 3 juin 2004, a permis de préciser les orientations urbaines, architecturales et paysagères pour un premier périmètre d'aménagement et d'élaborer les dossiers techniques et administratifs afférents.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure de ZAC sur un premier secteur de 7 ha, délimité par l'avenue du Mondial 98 au nord, l'avenue Raymond Dugrand à l'ouest, la future rue Joan Miró à l'est et le parc Georges Charpak au sud, et désigné sous l'appellation « ZAC Port Marianne-Parc Marianne ». Le dossier de création de cette ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 7 octobre 2004 avec pour objectif principal la construction de logements collectifs et de bureaux.

Par ailleurs, la complexité et la diversité des opérations envisagées sur un même périmètre ont conduit la Ville à lancer le 12 février 2005, une procédure de mise en concurrence en vue de désigner le titulaire d'une convention publique d'aménagement (telle que prévue par les articles L.300-4, L.300-5 du code de l'urbanisme) sur un secteur de 40 ha environ, dénommé alors « Quartier Port Marianne – Parc Marianne, avenue de la Mer, Plaine du Mas de Carbonnier ».

Les objectifs principaux retenus pour ce secteur sont les suivants :

- réaliser la première ZAC de 7 ha, située entre l'avenue du Mondial 98 et le Parc Georges Charpak (capacité d'environ 100 000 m<sup>2</sup> de SHON – environ 1 000 logements, bureaux, commerces et services), créée par délibération du 7 octobre 2004 ;
- poursuivre l'urbanisation par l'aménagement d'une zone d'environ 6 ha au sud du parc (capacité d'environ 80 000 m<sup>2</sup> de SHON – environ 800 logements, commerces et services) ;
- aménager une zone de 8 ha environ, située entre l'emplacement réservé pour voirie C37 (future avenue Nina Simone) inscrit au plan local d'urbanisme (PLU), la rue du Mas Rouge et l'autoroute A9, dans le secteur de la plaine du Mas de Carbonnier, pour accueillir notamment des entreprises créées ou transférées – capacité d'environ 50 000 m<sup>2</sup> de SHON ;
- requalifier une zone de 4 ha environ située en bordure de la place Ernest Granier et de l'avenue du Mondial 98, aujourd'hui principalement occupée par des activités d'entrepôt et de commerce, afin d'accueillir des bureaux et logements (capacité d'environ 40 000 m<sup>2</sup> de SHON) ;
- aménager une zone de 5 ha environ, située au sud de l'avenue du Mondial 98 et à l'est de l'emplacement réservé pour voirie C99 (future rue Joan Miró), destinée à accueillir un établissement d'enseignement secondaire du 1<sup>er</sup> degré, des logements et activités ;
- requalifier l'avenue Raymond Dugrand, entre la place Ernest Granier et l'autoroute A9, et aménager les voiries structurantes C37 (future avenue Nina Simone) et C99 (future rue Joan Miró).

La commission-jury réunie le 7 avril 2005 a décidé de retenir la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) comme aménageur. Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé les termes de la convention publique d'aménagement liant la Ville à la SERM.

Depuis, le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de la ZAC ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 29 septembre 2005.

Par délibération du 31 janvier 2006, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure d'extension de la ZAC « Port Marianne – Parc Marianne ». À la suite d'une phase d'études et de concertation avec le public, par délibération du 27 juin 2006, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne ainsi que le bilan de la concertation à laquelle elle a donné lieu.

L'extension de la ZAC consiste à urbaniser trois secteurs dans le prolongement de la ZAC initiale :

- au sud de la ZAC initiale, sur environ 15 ha, un secteur intégrant le parc public déjà aménagé et les terrains situés entre ce parc et la future avenue Nina Simone, destinés à recevoir un programme d'environ 80 000 m<sup>2</sup> de surface hors œuvre nette (SHON) majoritairement de logements,
- un secteur d'environ 5 ha à vocation essentiellement d'activités (programme d'environ 30 000 m<sup>2</sup> SHON), situé dans la plaine du Mas de Carbonnier et délimité par les rues du Mas Rouge, du Mas de Barlet, la future avenue Nina Simone et l'autoroute A9,

- au nord-est, longeant l'avenue du Mondial 98, un secteur d'environ 2 ha destiné à accueillir un programme d'environ 10 000 m<sup>2</sup> SHON de logements.

Le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 7 février 2007.

L'opération a été déclarée d'utilité publique et ses terrains cessibles par arrêté préfectoral du 23 avril 2007.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Le 25 juillet 2006, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement modifiant l'article 16-6 de la concession pour supprimer la participation financière de la Ville d'un montant de 863 000 €, initialement prévue par l'échéancier prévisionnel des dépenses.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée du contrat de concession, un avenant n°2 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de la TVA, cet avenant a également intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage. Enfin, en raison de la bonne commercialisation de l'opération, cet avenant a acté la réduction de 3 000 000 € HT de la participation de la Ville prévue au bilan prévisionnel de la concession d'aménagement.

Par délibération du 17 novembre 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, pour intégrer un programme d'aménagement complémentaire du grand parc public Parc Marianne (aujourd'hui dénommé « parc Georges Charpak »), la réalisation d'un réseau de chauffage urbain utilisant une énergie renouvelable (biomasse), et la réduction de 90 à 80 % de la participation de la Ville au financement de la rue Joan Miró (voirie primaire).

Par délibération du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 à la concession d'aménagement actant l'augmentation de la participation financière de la Ville pour prendre en compte l'actualisation des travaux des infrastructures primaires de l'opération (avenue Raymond Dugrand, avenue Nina Simone et rue Joan Miró).

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°4 à la concession d'aménagement en vue de recaler dans le temps l'échéancier prévisionnel des participations financières de la Ville en fonction du calendrier de réalisation des ouvrages de l'opération.

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 à la concession d'aménagement en vue de diminuer de 1 126 000 € HT la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement (du fait du versement d'une participation équivalente par la Communauté d'agglomération pour les aménagements de l'avenue Raymond Dugrand liés à la construction de la 3<sup>e</sup> ligne de tramway) et de recaler dans le temps l'échéancier de versement de cette participation.

Cet avenant n°5 avait également pour objectif de confier à la SERM une mission complémentaire d'évaluation et de suivi des performances énergétiques des constructions réalisées dans la ZAC dans le cadre d'une démarche « éco-quartier ».

Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 à la concession d'aménagement en vue de prolonger sa politique de requalification et d'extension urbaine mise en œuvre sur le quartier de Port Marianne, en cohérence avec les quartiers déjà réalisés ou en cours, par l'aménagement d'une partie du secteur de la Baume sur une superficie d'environ 4 hectares, située dans le prolongement direct de la limite nord du périmètre de la concession d'aménagement, le long de l'avenue Raymond Dugrand et de la place Christophe Colomb.

Afin de procéder à la requalification urbaine de ce secteur, sur les moyen et long termes, la Ville a confié à la SERM sur le périmètre ainsi défini :

- une mission d'études pré-opérationnelles sur l'ensemble des parcelles concernées (4 ha),

- une mission d'aménagement opérationnel portant sur une emprise réduite de 2,5 hectares environ, correspondant aux parcelles les moins bâties.

La superficie globale de la concession est à présent d'environ 44 hectares.

En 2011, la ZAC Port Marianne – Parc Marianne s'est distinguée en recevant le prix « Approche écologique globale » dans le cadre du Palmarès national Eco-quartier venant récompenser la prise en compte des principes du développement durable dans la conception et la réalisation de ce nouveau quartier. La ZAC Port Marianne – Parc Marianne a également été choisie en 2013 pour être labellisée « Eco-quartier » dans le cadre d'une démarche nationale.

Par délibération du 1<sup>er</sup> octobre 2012, le Conseil municipal a approuvé une seconde modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, principalement afin d'intégrer à ce programme la réalisation du groupe scolaire Chengdu et de fixer la répartition de son financement entre la Ville (90%) et la ZAC (10%).

Par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 7 à la concession d'aménagement, en vue de modifier l'échéancier prévisionnel de versement des participations financières de la Ville à la réalisation des ouvrages de l'opération, compte-tenu du calendrier de réalisation des infrastructures primaires projetées dans le cadre de cette opération.

Par une délibération du Conseil municipal du 17 juin 2013, une convention d'avance de trésorerie (art. L.1523-2,4° du code général des collectivités territoriales) entre la Ville de Montpellier et la SERM a été approuvée, puis signée le 24 juin 2013. Afin de répondre au nouveau plan de trésorerie, il vous est aujourd'hui proposé d'approuver l'avenant n°1 à cette convention, permettant d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2013, le montant total des charges engagées au titre de la concession d'aménagement s'élève à 64 394 000 € pour un montant de recettes constaté de 57 391 000 €.

Le bilan prévisionnel total de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 111 057 000 €, en légère augmentation par rapport au bilan précédent, du fait de la hausse des postes acquisitions foncières et travaux VRD (voiries et réseaux divers) notamment. Cette hausse est compensée par une diminution de la rémunération et des frais financiers à court terme ainsi que par une augmentation des produits de cession.

La participation de la Ville pour la réalisation des équipements publics primaires (avenue Raymond Dugrand, avenue Nina Simone, rue Joan Miró) reste globalement inchangée à 34 171 000 € HT. L'évolution du bilan de la ZAC permet de dégager un fonds de concours de 1 M€ programmé en 2025.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2013 qui vous sont présentés en annexe de cette délibération.

### **En conséquence, il vous est proposé :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2013 concernant la zone d'aménagement concerté Port Marianne-Parc Marianne, secteur de la Baume et avenue Raymond Dugrand, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SERM à la date du 31 décembre 2013;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions et acquisitions effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie ;
- de prendre acte du rapport spécial joint, établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2013, et qui vous a été présenté ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire. ]

**Contre :**  
**Abstentions : 3**  
**Adopté à l'unanimité.**

## **26- Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur** **Concession d'aménagement Ville / SERM** **Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013)**

[Par convention de mandat du 10 février 1994, la Ville de Montpellier a confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études du quartier et du bassin Jacques Cœur.

Dans ce cadre, un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a été organisé en 1994. Le lauréat de ce concours, ARCHIMEDE, SARL constituée des architectes A. Garcia-Diaz, F. Fontès et Ph. Bonon, a procédé aux études préliminaires à la réalisation de ce nouveau quartier.

Un concours en vue du choix de bureaux d'études a été organisé pour compléter l'équipe de maîtrise d'œuvre. A l'issue de ce concours, les bureaux d'études INFRA-SUD et SIEE ont été retenus.

Depuis lors, les études d'urbanisme et les études préliminaires d'infrastructures se sont poursuivies en vue de la préparation du dossier d'une première zone d'aménagement concerté (ZAC), dénommée Port Marianne - Jacques Cœur, sur un périmètre compris entre le Lez à l'ouest, l'avenue Raymond Dugrand à l'est, l'avenue Marie de Montpellier au nord et le bassin Jacques Cœur au sud.

Les objectifs et modalités d'association du public pour cette ZAC ont été adoptés par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 1995. Par délibération du 6 janvier 1997, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a décidé de concéder les études et la réalisation du quartier Jacques Cœur à la SERM.

Le dossier de création de cette ZAC a été arrêté par le Conseil municipal du 27 février 1997 et approuvé par celui du 25 avril 1997.

Le dossier de réalisation de la ZAC, élaboré en association avec les services de l'Etat et soumis à concertation, a été arrêté par délibération du Conseil municipal du 22 octobre 1998. Après enquête publique et avis favorable de la commission d'enquête, ce dossier de réalisation a été approuvé par délibération du 27 juillet 1999. L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 26 octobre 1999.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 à la convention publique d'aménagement afin de pouvoir engager durant l'année 2003 les études nécessaires à l'extension de la ZAC au sud du bassin Jacques Cœur, compte tenu de la bonne commercialisation de la partie nord de l'opération. Ces études ont amené le Conseil municipal à approuver le lancement de cette extension par délibération du 31 mars 2004.

A l'issue de la concertation organisée auprès du public, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création et arrêté le dossier de réalisation de l'extension de ZAC par délibération du 7 octobre 2004. Par délibérations du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de l'opération ainsi que son programme des équipements publics.

Cette extension, qui porte à 9,6 hectares la superficie totale de la ZAC, permet de poursuivre la réalisation du quartier jusqu'à l'avenue Théroigne de Méricourt, au sud. L'ensemble de ce nouveau quartier, extension comprise, totalisera environ 1 500 logements, des commerces, des locaux d'activités et des bureaux, répartis sur onze îlots.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement en vue d'autoriser la SERM à réaliser le bâtiment situé en bordure de la place Ernest Granier (îlot A), et de poursuivre ainsi la réalisation des façades de cet espace public majeur, amorcées avec celles du bâtiment dénommé « *Etoile Richter* », également réalisé par la SERM et situé sur l'îlot N de la ZAC Port Marianne - Richter.

Ce bâtiment, dénommé « *Arche Jacques Cœur* » a été inauguré le 20 juin 2007. Il abrite des bureaux sur une superficie totale d'environ 11 600 m², ainsi que des commerces en rez-de-chaussée.



Par délibération du 9 octobre 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement visant à étendre le périmètre de ladite convention aux voies primaires riveraines du quartier (les avenues Raymond Dugrand et Théroigne de Méricourt) au droit de l'opération.

Un avenant n° 4 a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 29 juillet 2004, afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2008.

Un avenant n° 5, approuvé par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004, a permis d'étendre le périmètre de la convention publique d'aménagement, de confier à la SERM l'étude et la réalisation de l'extension de la ZAC, d'approuver le bilan financier prévisionnel qui s'attache à cette extension et de proroger la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2013.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

L'avenant n° 6, que le Conseil municipal a approuvé le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières, et réduire le périmètre de l'opération en excluant une partie de l'emprise de l'avenue Raymond Dugrand.

L'avenant n° 7, approuvé par le Conseil municipal le 26 juillet 2007, a autorisé la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, celle-ci étant supprimée de la concession d'aménagement.

Le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 27 juillet 2009, la modification du programme des équipements publics de la ZAC afin d'y intégrer la réalisation d'un parking public. Ce parking public, comportant environ 800 places, sera situé sous l'îlot H de la ZAC en bordure de l'avenue Raymond Dugrand et permettra de répondre aux besoins en stationnement des nombreux programmes de commerces, de bureaux ou de logements en cours de construction ou à venir sur cette avenue. Pour permettre la réalisation de ce parking par la SERM, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement a été approuvé lors de la même séance du Conseil municipal afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2014.

Compte tenu des délais de poursuite de l'opération, et notamment ceux nécessaires à la réalisation du programme de l'îlot H et de son parking public, un avenant n° 9 à la concession d'aménagement approuvé en séance du Conseil municipal du 26 juillet 2010 a permis de proroger la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2018. Ce même avenant a par ailleurs amené à modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à l'opération pour le financement partiel de l'avenue Théroigne de Méricourt (participation reportée en 2012 et 2013 au lieu de 2010 et 2011 pour un montant global inchangé de 1 933 000 € HT).

Par délibération du 3 octobre 2011, le Conseil municipal, actant la possibilité d'assurer le portage financier du parking de l'îlot H par un investisseur, a retiré cet ouvrage du programme des équipements publics de la ZAC.

Au 31 décembre 2013, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 62 424 000 € et les recettes perçues à 63 687 000 €. A la même date, le bilan prévisionnel de l'opération est arrêté en recettes et en dépenses à 75 895 000 €.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2013 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2013 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.]

**Monsieur le Maire :** Merci Monsieur COUR pour ce très bel espace vert qui a été créé à côté du bassin Jacques Cœur et pour ce que vous allez faire sur la place royale du Pérou avec la remise en état des banquettes de gazon et des petites pensées demandées par tous les habitants du centre-ville. Nous avons pensé à eux. Des fleurs dans une banquette, cela n'a l'air de rien, mais les gens sont contents. Cela évite de planter des tomates sauvages avec des plants incroyables, avec des cannes, des roseaux, des baraquements, des cartons que nous avons dû faire enlever au bulldozer

**Pour : 62**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

**27- ZAC LA FONTAINE**  
**Concession d'aménagement Ville/SERM**  
**Compte Rendu Annuel à la Collectivité**  
**Exercice 2013**  
**Avenant n°11**

La zone d'aménagement concerté (ZAC) de la Fontaine est située à l'ouest de la commune de Montpellier, en bordure immédiate du tissu bâti de Celleneuve. Elle a pour objectif de prolonger le quartier de Celleneuve vers l'ouest en intégrant la construction de logements et l'implantation d'activités notamment commerciales. La ZAC a permis sur 10 hectares environ la création d'un nouveau quartier assurant diversité et mixité sociale (logements locatifs, en accession, sociaux, activités, commerces,...).

Par ailleurs, le quartier de la Fontaine comprend des équipements publics, parmi lesquels on peut citer :

- l'école maternelle Pape Carpentier,
- le CIO (centre d'information et d'orientation),
- la place Mansart (piétonne),
- la création « d'un canal » et d'un mail planté en partie centrale,
- une antenne de l'ANPE,
- le parc Edouard André,...

Un soin tout particulier a été apporté au traitement paysager de ce quartier tant en bordure du carrefour Willy Brandt qu'au coeur de la ZAC. Ce souci d'un environnement de qualité est également visible dans le traitement particulier des espaces publics : square Louis Carles situé devant l'école, plantations sur la place François Mansart, aménagement minéral et création de fontaine sur le quai Louis le Vau,...

Tous ces aménagements publics contribuent à l'amélioration du cadre de vie quotidien.

L'aménagement de cette zone a été confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine par traité de concession du 18 juillet 1986.

Le dossier de création-réalisation de la ZAC de la Fontaine a été approuvé par délibération du 12 juillet 1985 et par arrêté préfectoral du 19 décembre 1986.

L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 19 décembre 1985. Une modification du plan et du règlement d'aménagement de zone a été approuvée par la délibération du Conseil municipal du 26 février 1999.

Elle fixait les objectifs suivants :

- renforcer le traitement paysager de la ZAC notamment dans sa partie sud,
- créer un parc public orienté vers des activités de détente et de loisirs,
- accentuer le caractère résidentiel du quartier avec de nouvelles opérations composées en majorité de maisons de ville.

Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Le 25 juillet 2006, le Conseil municipal a prorogé par voie d'avenant n°6 la durée de la concession d'aménagement et la mission SERM jusqu'au 31 décembre 2008, permettant ainsi de terminer les derniers aménagements d'espaces publics.

Il faut noter que dans le cadre de cette concession, la SERM n'a pas exercé de prérogatives de puissance publique (application du droit de préemption, procédure d'expropriation, ...).

Le 27 juillet 2009, le Conseil municipal a prorogé par voie d'avenant n°7 la durée de la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2010 pour permettre des travaux de finition et d'amélioration.

Le 25 juillet 2011, le Conseil municipal dans un avenant n°8 a prorogé la durée de la concession d'aménagement pour permettre à la SERM d'achever sa mission.

Le 23 juillet 2012, le Conseil municipal a prorogé par voie d'avenant n°9 la durée de la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2013 pour percevoir une convention de participation prévue dans le bilan de la ZAC.

Cette convention de participation n'ayant pas été perçue en raison d'un abandon de l'opération par le promoteur retenu, le 25 novembre 2013, le Conseil municipal a prorogé par voie d'avenant n°10 la durée de la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2014.

A la suite de l'établissement du bilan foncier préalable à la clôture des comptes, il apparaît que des régularisations foncières doivent être encore réalisées. Il est donc proposé un avenant n°11 à la concession d'aménagement pour proroger sa durée jusqu'au 31 décembre 2015 permettant ainsi la clôture de l'opération.

Le bilan de la ZAC s'établit à 8 726 000 € en dépenses et 8 726 000 € en recettes, dont 8 630 000 € réalisés en dépenses et 8 649 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2013.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2013 de la ZAC La Fontaine qui a été établi par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine, (SERM), aménageur,
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la Société d'Équipement de la Région Montpellier à la date du 31 décembre 2013,
- d'approuver les termes de l'avenant n°11 à la concession d'aménagement,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire. ]

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

**28- ZAC MALBOSC**  
**Concession d'aménagement Ville/SERM**  
**Compte Rendu Annuel à la Collectivité**  
**Exercice 2013**

¶ Dans le cadre de l'aménagement des secteurs desservis par la ligne de tramway n°1, le Conseil municipal a confié un mandat d'étude à la société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par délibération du 2 juin 1998, concernant le secteur de Malbosc situé à l'ouest de la route de Grabels.

Par délibération du 26 février 1999, le Conseil municipal a lancé la zone d'aménagement concerté (ZAC) Malbosc. Cette opération, d'une superficie de 38 hectares, a pour principaux objectifs :

- de répondre aux besoins en logements dans le secteur nord-ouest de la ville. A ce titre, le programme de la ZAC de Malbosc prévoit environ 2100 logements répartis en différents types : collectifs, intermédiaires et de façon plus marginale, individuels ;

- de constituer un quartier équilibré et animé : outre les logements, ce quartier comprend des commerces, des activités et services, deux groupes scolaires. Il est desservi par une station de tramway, autour de laquelle est organisé un vaste espace public sur lequel a ouvert en 2009 la maison pour tous Rosa Parks;
- de poursuivre l'intégration du quartier Mosson à la ville : la ZAC de Malbosc est très bien reliée aux nombreux équipements publics du quartier Mosson (maisons pour tous Léo Lagrange et Georges Brassens, centre nautique, théâtre J.Vilar, médiathèque J.J.Rousseau, stade et piscine de la Mosson...). De plus, ce nouveau quartier s'ouvre sur le parc de Malbosc qui, à terme, couvrira 30 hectares et offrira de multiples activités de plein air ;
- de mettre en valeur un site exceptionnel : la proximité du parc public, du château d'Ô, des boisements de l'aqueduc Saint Clément ou des mas proches de la rue Henri Lagatu, la topographie remarquable offrant des vues panoramiques proches et lointaines, sont autant d'éléments mis en valeur dans l'aménagement du nouveau quartier.

Le plan de composition de ce nouveau quartier prévoit un pourcentage important d'espaces verts publics et privés (56% de la surface de l'opération), avec notamment une coulée verte au centre, permettant de relier le parc public de Malbosc à la place centrale s'ouvrant sur la station du tramway.

Par délibération du 30 septembre 1999, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC de Malbosc et le traité de concession Ville-SERM concernant les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de l'opération.

Par délibération du 29 septembre 2000, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC de Malbosc valant déclaration d'utilité publique et notamment le programme des équipements publics à réaliser dans la zone, le plan d'aménagement de zone et les modalités prévisionnelles de financement de l'opération.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain, un avenant n°1 a été signé le 6 septembre 2001. Il avait pour objet de transformer le traité et le cahier des charges de convention en convention publique d'aménagement et de définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement qui intégrait une participation de la Ville au bilan de l'opération en vue de réaliser une part des ouvrages de rétention hydraulique nécessités par l'imperméabilisation des terrains du nouveau quartier.

Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement qui permettait d'ajuster la rémunération de la SERM, afin de tenir compte des évolutions des coûts du foncier.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la concession Ville-SERM, le Conseil municipal a approuvé le 26 juillet 2007 l'avenant n°4 autorisant la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence et prolongeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

Par ailleurs, le 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics, permettant d'intégrer la réalisation de trois nouveaux équipements : la Maison pour tous « Rosa Lee Parks », la crèche « La Petite Sirène » et le groupe scolaire modulaire provisoire « François Rabelais ».

Par délibération du 23 juillet 2012, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°5 à la concession d'aménagement qui permettait d'inscrire une augmentation de la participation pour un montant de 180 000 € HT correspondant à des travaux de reprises complémentaires à réaliser sur les voiries et réseaux de la ZAC.

Aujourd'hui l'ensemble des lots de la ZAC sont livrés. Les travaux d'aménagement de la place St Fiacre avec l'implantation d'un bureau de poste débiteront dès l'automne 2014 pour s'achever au premier trimestre 2016.

Le bilan qui est présenté s'établit à 53 784 000 € en dépenses et 53 784 000 € en recettes, dont 51 657 000 € réalisés en dépenses et 52 843 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2013.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité, de la zone d'aménagement concerté Malbosc qui a été établi au 31 décembre 2013 par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville,
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2013,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire. ]

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

**29- FONCIER**  
**PORT MARIANNE**  
**Mandat d'acquisitions foncières Ville/SERM**  
**Compte rendu annuel à la collectivité**  
**(Exercice 2013)**

Depuis son origine, l'opération Port Marianne a pour objectif de permettre le rééquilibrage de l'urbanisation de la Ville vers l'Est et vers la mer en organisant plusieurs quartiers, possédant chacun son caractère propre, autour du bassin Jacques Cœur et du grand parc public Georges Charpak. Port Marianne est délimité à l'Ouest et au Nord par l'urbanisation existante et à l'Est et au Sud par l'autoroute A9.

Par plusieurs conventions de mandat passées entre 1986 et 1989, la Ville a chargé la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) de réaliser les acquisitions foncières sur plusieurs secteurs de Port Marianne.

Dans un souci de cohérence et d'homogénéité, le Conseil municipal a approuvé le 21 mai 1990 une convention Ville/SERM concernant les acquisitions foncières sur l'ensemble du périmètre de Port Marianne et succédant ainsi à l'ensemble des conventions particulières passées antérieurement. Onze avenants à cette convention ont été approuvés depuis par délibérations du Conseil municipal du 20 juin 1991, du 27 février 1992, du 29 mars 1996, du 28 novembre 1997, du 25 juillet 2001, du 29 juillet 2004, du 25 juillet 2006, du 26 juillet 2007, du 24 juillet 2008, du 25 juillet 2011 et du 23 juillet 2012.

Le coût de ces acquisitions est destiné à être intégré dans le bilan financier de chacune des futures zones d'aménagement concerté (ZAC) de Port Marianne. Ainsi, l'ensemble des coûts d'acquisitions, frais sur acquisitions, frais de société, quote-part des frais financiers afférents aux secteurs opérationnels ont fait l'objet d'une prise en charge financière définitive dans le cadre des opérations concédées correspondantes, soit 4 794 000 € au 31 décembre 2013.

Le solde des terrains acquis et non-intégrés dans les secteurs opérationnels constitue des réserves foncières que la Ville a décidé de reprendre à sa charge par délibération du Conseil municipal du 28 juillet 1993.

La Ville de Montpellier a ainsi régi le portage financier des terrains acquis dans les secteurs non-opérationnels en 1993. La valeur cumulée de ces terrains au 31 décembre 2013 représentait 17 019 000 €. Lors de l'ouverture de ces secteurs à l'urbanisation dans le cadre de ZAC, les terrains destinés à être aménagés ont été vendus par la Ville à l'aménageur.

Au 31 décembre 2013, le montant total des charges prévisionnelles du mandat s'élevait à 22 589 000 € TTC pour un montant de dépenses réalisé de 21 981 000 € TTC.

Dans le cadre de l'exercice de ses missions durant l'année 2013, la SERM n'a exercé aucune prérogative de puissance publique (application du droit de préemption, procédure d'expropriation ...).

**En conséquence, il vous est proposé :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la convention de mandat d'acquisitions foncières de Port Marianne au 31 décembre 2013, qui a été établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine à la date du 31 décembre 2013 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. ]

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

### **30- Concession GRAND COEUR (SERM)**

#### **Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013)**

#### **Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (années 2013)**

#### **Avenant n° 13 au traité de concession d'aménagement**

#### **Avenant n°6 à la convention de trésorerie**

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour dynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003 (suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement). Il s'agit d'une opération d'aménagement dont le programme porte sur le logement (production de logements publics et privés en requalification d'immeubles dégradés et en construction sur friches urbaines, conduite des opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain – OPAH RU), sur l'activité commerciale (remise sur le marché de locaux commerciaux requalifiés, prospection et installation d'enseignes dynamiques...) et sur des équipements publics.

De 2003 à 2011, le programme a évolué nécessitant de modifier la convention initiale par avenants.

L'avenant n° 10 (DCM du 26 mars 2012) a prolongé la concession jusqu'au 30 juin 2017 et l'avenant n°11 (DCM du 7 octobre 2013) a précisé et localisé les actions et interventions nécessaires à la finalisation du programme.

L'avenant n° 12 (DCM du 19 novembre 2013) a concerné essentiellement la conduite des opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH).

En 2013, le programme prévisionnel fait l'objet de quelques adaptations opérationnelles, notamment :

- Augmentation des montants d'acquisition,
- Ajustement du programme de production de logement,
- Allongement de la concession de 2017 à 2019, spécifiquement pour l'opération commerciale du boulevard du Jeu de Paume. Ce prolongement permet d'améliorer et de mieux maîtriser la pérennisation de la commercialisation et de revendre, à terme, à des investisseurs dans des conditions optimisées financièrement. Il en résulte que la cession des murs commerciaux acquis dans le cadre de la concession ne pourra intervenir qu'après stabilisation des paramètres économiques de l'opération et des conditions locatives adaptées, des aménagements de loyers ayant dû être consentis les premières années pour inciter les premiers commerces à s'installer.

Le total du bilan est ajusté à 120 434 000 € HT (120 304 000 € H.T. au CRAC 2012), la participation d'équilibre de la Ville est inchangée : 23 835 292 € HT, soit 24 707 437 € TTC, sur 14 ans, la TVA ne s'appliquant que partiellement.

Cependant, pour diminuer le montant des frais financiers, le remboursement de l'avance de la Ville de 6M€, prévu en 2016, est repoussé, pour partie (4M€) en 2019 (diminution des frais de portage). De même, les avances infra-annuelles de 2M€/an sont reconduites 3 ans de plus (jusqu'à 2019). Ceci fait l'objet d'un avenant n°6 à la convention de trésorerie.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2013 qui vous est présenté en annexe de cette délibération.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2013, par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville,
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM,
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer l'avenant n°13 au traité de concession d'aménagement,
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer l'avenant n°6 à la convention d'avance de trésorerie,
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions, les cessions, les préemptions et les relogements effectués par la SERM entre le 1er janvier 2013 et le 31 décembre 2013,
- de prendre acte du rapport spécial établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2013,
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire. ]

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

**31- Concession NOUVEAU GRAND COEUR (SAAM)  
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013)  
Convention de trésorerie**

[Depuis 2003, la Ville de Montpellier mène sur son centre-ville une intervention globale de renouvellement urbain. L'objectif générique de l'opération est l'amélioration du cadre de vie pour ceux qui y habitent et y travaillent, en agissant sur 3 volets, le logement, le commerce et les équipements publics.

L'ambition de cette action de renouvellement urbain sur le quartier Centre a conduit à adopter une nouvelle concession (Nouveau Grand Cœur) fin 2013 (DCM du 7 octobre), notifiée à la SAAM début décembre 2013.

Pour mener à bien cette opération, la SAAM conduit les études, propose à la Ville des stratégies d'action, met en place les outils d'aménagement nécessaires.

Le travail de programmation a commencé conformément au programme et au bilan prévisionnel inscrit dans le traité de concession.

Rappel du programme :

- Remettre sur le marché 1350 logements dont 360 logements sociaux publics ou privés (532 en construction neuve, 163 en acquisition/amélioration, 80 en OPAH RU, 575 en « facilitateur » (encadrement de projets d'institutionnels/professionnels),
- Remettre sur le marché 50 locaux d'activité/commerce pour une surface de 4600m²,

A cela s'ajoute le programme de la requalification de l'entrée de Ville de Montpellier, avenue François Delmas (30 000m² de surfaces logements soit 450 à 500 logements et 5000 m² de bureaux). Cette sous-opération est équilibrée en dépenses et en recettes à hauteur de 9,1 M€ HT, sans participation de la Ville. Néanmoins, pour limiter les frais de portage et permettre ainsi l'équilibre susdit, une avance de trésorerie de 500K€, prévue en 2015, remboursée en 2018, fait l'objet d'une convention de trésorerie.

Le total du bilan est ajusté à 39 115 000 € HT, la participation d'équilibre de la Ville est inchangée (4 640 000 € TTC sur 8 ans). L'échéancier est également inchangé

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Nouveau Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2013, par la Société d'aménagement de l'agglomération de Montpellier (SAAM), concessionnaire de la Ville,
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SAAM,
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer la convention d'avance de trésorerie,
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire. ]

*Pour : 62*

*Contre :*

*Abstentions : 3*

*Adopté à l'unanimité.*

*Mme FRECHE, M. YOUSSEUS (avec la procuration de Mme MARION) sortent de séance.*

## **32- Convention de partenariat avec la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault au profit de mineurs pris en charge par les établissements et services de la protection judiciaire de la jeunesse et ayant bénéficié de la décision de Travail d'Intérêt Général**

Considérant la loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance qui place le Maire au cœur du dispositif, renforce le rôle des acteurs locaux et propose de nouveaux outils au service d'une politique qui repose sur un partenariat dynamique.

Ce texte s'articule autour de mesures phares qui répondent aux préoccupations quotidiennes des élus et des citoyens. Il donne à la lutte contre la délinquance des mineurs une dimension nouvelle, privilégiant une approche pragmatique, tout en respectant les principes directeurs de la justice des mineurs et apporte des réponses nouvelles, fondées sur la rapidité et la responsabilité.

Parce que les mineurs doivent avoir un autre avenir que la délinquance, elle renforce l'arsenal des mesures alternatives par des sanctions axées sur le travail et respectueuses des rythmes scolaires.

Considérant l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante qui définit clairement la primauté de l'éducatif sur le répressif, et ce, dans une perspective de réinsertion sociale.



Ce texte consacre la notion d'enfance délinquante, notion juridique, désignant l'ensemble des comportements répréhensibles d'une personne n'ayant pas atteint la majorité pénale. Il consacre l'existence de dispositifs judiciaires spécifiques pour les mineurs délinquants : une justice pénale des mineurs, une juridiction spécialisée et des procédures appropriées aux mineurs. Sur le plan pénal, le juge des enfants est amené à juger les mineurs commettant des délits, et associe des mesures répressives dont le travail d'intérêt général.

Considérant la loi n° 83-466 du 10 juin 1983 qui crée le T.I.G (Travail d'intérêt Général) : peine alternative à l'incarcération, à caractère éducatif pour les mineurs.

L'objectif du T.I.G est double : sanctionner une infraction à la loi et offrir au jeune condamné l'opportunité de faire œuvre utile à l'égard de la collectivité et de trouver dans cette action une démarche de formation et d'insertion.

Les services de la justice, représentés par les professionnels de la Protection Judiciaire et de la Jeunesse de l'Hérault, mettent en œuvre les décisions du juge des enfants de condamner des mineurs délinquants à des travaux d'intérêt général. Pour l'exécution de ces peines, la Protection Judiciaire de la Jeunesse (P.J.J) recherche des partenaires locaux qui accueillent les mineurs, en particulier dans les collectivités locales, avec qui elle signent des conventions.

La ville de Montpellier a mis en place un partenariat important, en matière de prévention et de sécurité, avec les services de la justice, visant à mettre en place des actions concrètes. De cette volonté, s'est engagée une démarche conjointe de signer une convention ayant pour objet de déterminer les modalités selon lesquelles la Ville de Montpellier, dans ce contexte et dans la mesure de ses moyens, favorisera la mise en œuvre de l'accueil de mineurs sous main de justice, pris en charge par les services de la DTPJJ de l'Hérault pour réaliser des travaux d'intérêt général.

La convention entrera en vigueur à compter de sa date de signature et pour une durée d'un an. Celle-ci pourra faire l'objet d'une reconduction d'un commun accord entre les parties par avenant au document initial. Aucune reconduction tacite ne peut intervenir.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjointe Déléguée à la sécurité à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire. ]

**Monsieur le Maire :** Madame SANTARELLI.

**Marie-Hélène SANTARELLI :** Monsieur le Maire, chers collègues, Mesdames et Messieurs. La délinquance et les comportements des mineurs connaissent depuis quelques années des développements préoccupants, caractérisés par trois phénomènes majeurs : une implication de plus en plus importante des jeunes dans les infractions et les incivilités, une diminution de l'âge des mineurs mis en cause et une multiplication des actes de délinquance commis en groupe. Quelles qu'en soient les causes, cette délinquance est le signe d'un échec de socialisation qui interroge aujourd'hui toutes les institutions en charge ou confrontées à ces évolutions.

La Ville de Montpellier est d'ores et déjà impliquée dans différentes politiques de prévention, au travers de partenariats forts et très variés : la Maison de la justice et du droit, la prévention spécialisée, un programme d'aide à la réussite éducative, la politique de la Ville et le futur contrat de Ville, pour ne citer que celles-ci.

C'est pourquoi, en 2014, la collectivité a engagé, avec la direction de la protection de la jeunesse, une démarche permettant d'accueillir au sein des services municipaux des mineurs sous main de justice et pris en charge par les services sociaux de la justice. Parce que les mineurs doivent avoir un autre avenir que la délinquance et afin d'éviter l'enracinement dans cette délinquance que peut engendrer le milieu carcéral, le travail d'intérêt général se présente comme une peine adaptée qui permet de conserver la primauté de l'éducatif sur le répressif. Le TIG se présente donc comme une peine à caractère éducatif et comme une alternative à l'incarcération. Il consiste en un travail non rémunéré réalisé par un mineur.

Par le biais de cette convention avec la protection judiciaire de la jeunesse, la Ville de Montpellier veut s'impliquer dans la justice pénale et prendre part à la réinsertion en ouvrant plusieurs postes au sein de services et directions très variés : CLSPD, cuisine centrale, services techniques du théâtre Jean Villard...

La convention soumise à votre délibération est un protocole élaboré conjointement par les services municipaux et les éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse qui permettra d'accueillir, au sein de la collectivité, des mineurs, suivis par des éducateurs et d'offrir des peines alternatives. Je vous demande d'en mesurer l'importance car c'est la première fois que la Ville signe cette convention. Je vous remercie.

*(Applaudissements)*

**Monsieur le Maire :** Merci Marie-Hélène SANTARELLI. Qui demande la parole ?

La sécurité, c'est de la prévention, un peu de répression et de la réinsertion. C'est toute une chaîne. Ce n'est pas que les policiers.

**Pour : 62**

**Contre :**

**Abstentions :**

**Adopté à l'unanimité.**

*Mme FRECHE, M. YOUSSEF (avec la procuration de Mme MARION) entrent en séance.*

*M. VIGNAL sort définitivement de séance, donne procuration à M. MOURE – M. MAJDOUL n'est plus représenté.*

*Mme DANAN sort définitivement de séance.*

Bravo, Madame SANTARELLI.

### **33- Programme de Vidéoprotection Urbaine Année 2014**

Le déploiement d'un dispositif de vidéoprotection à l'échelle de la ville de Montpellier s'inscrit dans le cadre d'une politique globale de prévention et de sécurité.

Elle représente un outil complémentaire de dissuasion puisque elle contribue à l'élucidation des infractions, dans le but d'améliorer la sécurité des biens et des personnes, de répondre aux demandes sociales de sécurité et de prévention, et de lutter contre le sentiment d'insécurité. Elle ne constitue en aucun cas une réponse exclusive aux questions et aux enjeux qui se posent en matière de prévention et de sécurité.

La vidéoprotection est aujourd'hui un pilier fort du partenariat établi avec les forces de sécurité de l'Etat favorisant par la même la coordination des missions et des différents effectifs impliqués sur la voie publique.

D'une manière générale, ce dispositif contribue à la gestion des espaces publics concernés. C'est dans ce cadre, qu'il accompagne l'organisation des grandes manifestations accueillies ou encore la gestion et la surveillance d'une partie du réseau routier au sein du territoire communal.

C'est pourquoi il est proposé, dès cette année une **extension du réseau de vidéoprotection urbaine** par l'implantation de **11 nouvelles caméras** sur les secteurs suivants :

Quartier	Lieu	Commentaires
Hôpitaux-Facultés	Rue des Tilleuls	Demande des commerçants
Centre-Ville	Rue d'Alger	Demande très forte de la Tam (et quartier Gare)
Centre-Ville	Rue Alexandre Cabanel	Sortie Zone piétonne

Centre-Ville	Place Laissac	Côté rue du Plan du Parc
Centre-Ville	Rue Durand (+ rues Levat et Pagézy)	Demande très forte de la Tam (et quartier Gare)
Centre-Ville	Parvis Jules Ferry	Entrée de la gare
Centre-Ville	Angle rue des Deux Ponts et des Aiguierelles	Arrière de la gare
Centre-Ville	Angle Av de Maurin, Bd Berthelot	Anticipation quartier Nouveau St Roch
Port Marianne	Av des Droits de l'Homme	à proximité de la station Rives du Lez
Hôpitaux-Facultés	Av Agropolis / entrée et parking du Parc Darwin	En complément de l'unique C070 Agropolis
Croix d'Argent	Av Colonel Pavelet	à proximité de la station Les Sabines

- D'engager la **modernisation de 12 caméras issues de la première génération**, afin de permettre le passage de l'analogique au numérique :

Quartier	Déplacements et/ou caméras concernées	Passage en technologie IP
Centre-Ville	Place des Beaux-Arts, Station Corum et place du 11 Novembre	C100 Beaux-Arts
Centre-Ville		C103 Station Corum
Centre-Ville		C014 – 11 Novembre
Centre-Ville	Angle Av de Maurin, Bd Berthelot	C009 Observatoire
Centre-Ville		C051 St Denis
Centre-Ville		C093 Rondelet
Centre-Ville	Parvis Jules Ferry	C005 Gare St Roch
Centre-Ville		C006 Gare St Roch 2
Croix d'Argent	Av Colonel Pavelet	C054 Angoulême-Arne1
Croix d'Argent		C098 Ville neuve-Angoulême
Croix d'Argent		C108 Flandres-Dunkerque
Près d'Arènes		C111 Tournezy

Et enfin, de conforter le dispositif existant du nouvel Hôtel de Ville par **l'installation de 4 caméras fixes** sur le parvis Georges Frêche.

A ce jour et après approbation du programme 2014, le nombre de caméras sera porté à 157.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De valider le programme de vidéoprotection urbaine 2014, à savoir l'implantation de 11 nouvelles caméras et la modernisation de 12 caméras analogiques ;
- De valider l'installation de 4 caméras fixes ;
- De solliciter les subventions les plus larges possibles, notamment une subvention du Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance (FIPD) auprès des services de l'Etat ;
- De déposer la demande d'autorisation auprès de la Préfecture ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. ]

**Monsieur le Maire :** Madame SANTARELLI.

**Marie-Hélène SANTARELLI :** Monsieur le Maire, chers collègues, Mesdames, Messieurs. L'occasion m'est donnée aujourd'hui de présenter une délibération qui constitue l'un des engagements forts du mandat. En effet, le déploiement d'un dispositif de vidéoprotection s'inscrit dans le cadre d'une politique de prévention et de sécurité. Il représente un outil complémentaire de dissuasion puisqu'il contribue à l'élucidation des infractions. En 2013,

je rappelle que le CSU de la ville de Montpellier a traité 6 593 affaires, dont 4 944 concernaient uniquement des atteintes aux biens et aux personnes.

D'une manière générale, la vidéo contribue à la gestion des espaces publics. C'est ainsi qu'elle accompagne les grandes manifestations ou encore la gestion du trafic routier au sein du territoire communal. Les récents événements pluvieux orageux qui ont concerné la ville et l'activation du poste communal de commandement ont donné l'occasion de mettre à l'épreuve cette technologie permettant ainsi la gestion en temps réel de la voirie et des points bas submergés.

Ainsi, cette première programmation s'inscrit dans un plan pluriannuel de développement 2014-2016. Elle se fonde sur des diagnostics de sécurité associant les services de la police nationale, la TAM et l'ensemble des plaintes réclamations enregistrées. Cette programmation permet :

- de consolider le maillage existant notamment pour le centre-ville : rue Alexandre Cabanel, place Laissac, rue d'Alger, rue Durand, parvis Jules Ferry, rue des deux ponts, avenue du colonel Pavelet ;
- de sécuriser l'entrée et le parking du zoo Lunaret, avenue Agropolis ;
- de compléter le dispositif mis en œuvre au sein des arrêts TAM avenue des Droits de l'Homme, près de la station rive du Lez ; avenue De Maurin près de la station Nouveau Saint-Roch.

Une caméra sera installée rue des Tilleuls dans le but de sécuriser le centre commercial, et ce pour répondre aux demandes fortes des commerçants du secteur depuis de nombreuses années.

Cette programmation permet également de remplacer 12 caméras issues de la première génération sur les secteurs Croix d'Argent, gare, Corum et Beaux-arts.

Enfin, je vous informe de la démarche d'évaluation en continu dans laquelle s'est engagée la Ville par l'accueil d'un chercheur thésard depuis trois années. Les premières conclusions de ces travaux pourront être présentées à l'issue du premier semestre 2015.

Je vous remercie pour votre attention.

*(Applaudissements)*

**Monsieur le Maire :** Merci beaucoup, Marie-Hélène SANTARELLI. Je précise que la rue des Tilleuls est le lieu où s'était déroulé un drame affreux. J'étais d'astreinte le soir du drame qui a touché la petite buraliste qui s'appelait Ludmilla. J'ai passé la nuit avec ses parents. Dans le quartier Hôpitaux-Faculté, cela faisait longtemps que les commerçants demandaient des caméras de surveillance pour le centre commercial. Nous l'avons promis aux commerçants pendant la campagne. Nous tenons notre engagement.

Qui demande la parole ? Monsieur MARTIN. Madame JAMET. Monsieur DUMONT.

**Hervé MARTIN :** Merci Monsieur le Maire. Je m'étais exprimé à ce sujet lors du Conseil municipal de fin juillet. J'avais expliqué – et je le reprécise aujourd'hui – que je ne voulais pas tenir de position dogmatique sur ce sujet. Je me méfie de ceux qui affichent des positions que je qualifierais – peut-être trop rapidement – de positions dogmatiques vis-à-vis de ceux qui veulent des caméras partout tout comme ceux qui n'en voudraient absolument pas. Pourquoi ? Nous savons que des gens sont demandeurs de l'installation de ces caméras parce qu'ils sont en situation difficile par rapport à des problématiques de sécurité. Néanmoins, comme je l'avais déjà précisé, des études montrent que l'installation de ces caméras ne permet pas de diminuer le sentiment d'insécurité. Mais je peux comprendre cette demande. Je connais bien la rue des Tilleuls, et je peux comprendre que les commerçants de ce centre commercial un petit peu isolé puissent en avoir envie. Malheureusement, je ne suis pas convaincu qu'ils seront plus rassurés après qu'avant. Il faudra voir avec eux.

Madame SANTARELLI a présenté des chiffres. Elle a parlé, je crois, de 6 500 affaires traitées. Je m'étais exprimé sur le fait que nous n'avons pas d'études d'impact qui indiquent les résultats de la vidéosurveillance. Je parle pour Montpellier comme pour le plan national. Nous ne savons pas si la vidéosurveillance est efficace. Depuis ce Conseil municipal, j'ai retrouvé un semblant d'étude réalisée par Monsieur HORTEFEUX. Elle comparait une ville équipée de vidéosurveillance avec d'autres non équipées. Finalement, la progression des

actes de délinquance était à peu près la même. Alors, nous ne pouvons pas en tirer de conclusions trop hâtives. Il n'empêche que le flou persiste autour de l'efficacité de la vidéosurveillance.

J'entends 4 500 interventions. Vous me corrigerez si je me trompe dans les chiffres que vous avez donnés et que je n'ai pas très bien entendus. Sur les 6 500 affaires traitées, combien cela représente-t-il par rapport au nombre de faits délictuels, voire criminels, de la ville ? Je vais caricaturer volontairement en disant que l'impact de la vidéosurveillance ne sera pas le même s'il représente 1 % de l'ensemble des faits délictuels ou criminels sur la ville ou s'il représente 99 %. Par rapport au nombre de faits complets qui se sont déroulés sur la ville, qu'est-ce que représentent ces interventions ? Personne n'est capable de le dire. J'entends qu'une étude est en cours. J'en attends les résultats avec beaucoup d'intérêt.

Sur les implantations qui nous sont proposées, vous m'aviez dit, la dernière fois, que vous étiez favorable à une présentation des lieux choisis préalablement au vote en Conseil municipal. J'ai reçu l'affaire il y a quelques jours. J'ai pu voir préalablement les lieux d'installation. Mais je me souviens que vous aviez dit que la sécurité n'était ni de gauche, ni de droite, mais que c'était la République. Vous comptiez associer l'ensemble des élus à la réflexion de ces implantations. Encore une fois, nous les avons reçues il y a quelques jours, mais ce n'est pas tout à fait ce que j'avais compris à travers une véritable concertation des élus sur ces lieux d'implantation. J'avoue avoir une pointe de déception sur ce sujet. J'avais peut-être mal compris ce que vous proposiez.

**Monsieur le Maire :** Monsieur MARTIN, je vais faire voter caméra par caméra afin que vous puissiez voter contre pour certaines d'entre elles.

**Hervé MARTIN :** Il n'est pas question de rentrer dans ce jeu.

**Monsieur le Maire :** C'est important pour moi de savoir où vous souhaitez qu'il y ait des caméras ou non.

**Hervé MARTIN :** Je vais m'abstenir sur l'ensemble des affaires.

**Monsieur le Maire :** Si vous vous abstenez sur toutes les affaires, ce n'est pas la peine que nous parlions.

**Hervé MARTIN :** J'ai expliqué pourquoi je m'abstenais et je m'y tiendrai. La raison est la même que la dernière fois. Vu les sommes que représente la vidéosurveillance, continuer son développement sans résultat d'impact de la vidéosurveillance actuellement en place ne me paraît pas aller dans le bon sens et ne correspond pas à ce que je souhaite. Si on me prouve que c'est efficace – encore que je n'aie pas de position dogmatique là-dessus –, je verrai point par point où sont installées ces caméras. En attendant, j'en attends la preuve.

**Monsieur le Maire :** Merci Monsieur MARTIN. Madame JAMET.

**France JAMET :** Je serais tentée de répondre à Monsieur MARTIN car ces interrogations m'interpellent également. Vous savez que nous n'avons jamais remis en question la vidéosurveillance. Le problème n'est pas de savoir où sont les caméras, ni combien elles sont, mais de savoir s'il y a du personnel derrière pour effectuer la surveillance. J'apprends que cela sert aussi à surveiller la circulation et les inondations. Contrairement à ce que certains semblent penser, la vidéosurveillance présente une certaine efficacité, ne serait-ce que sur le pourcentage de résolution d'enquêtes sur des délits. Il est très difficile de quantifier ce qui ne se produit pas.

Je pense que c'était l'occasion pour notre groupe de remettre en avant ces problèmes de caméras et les moyens qui y sont alloués en termes de surveillance et de répression. La répression fait aussi partie de la politique de sécurité. Je tiens à assurer notre soutien aux policiers municipaux ou nationaux, même si vous n'en avez pas obtenu assez lors de votre dernière entrevue avec Monsieur CAZENEUVE. Au regard des informations que nous avons aujourd'hui, nous savons que c'est une profession particulièrement touchée par les suicides. Ce n'est pas anodin. Il est important de leur rendre un hommage, notamment après le drame du barrage de Sievens où le gouvernement ne s'est pas posé la question de savoir dans quelles conditions les CRS avaient essayé de se défendre face à des jets de cocktails Molotov ou d'acide. Il faut parler de toutes les victimes.

Concernant l'insertion, je tiens à vous dire que l'un de nos policiers, Monsieur GAUBERT, dans le cadre d'une association, s'occupe de travaux d'intérêt général auprès de jeunes en déshérence. Nous croyons également à ces

politiques. Pour autant, je pense, sans dogmatisme, qu'il est insupportable de parler d'un sentiment d'insécurité, alors qu'il s'agit bien d'une réalité. Cette réalité ne résiste pas aux faits et aux chiffres. Il faut se donner des moyens avec des caméras, avec des personnes derrière ces caméras, avec des policiers et des effectifs suffisants. La politique laxiste de Madame TAUBIRA laisse le signe fort qu'elle laisse une chance aux multirécidivistes que, de notre côté, nous condamnons fermement. Selon Madame TAUBIRA, l'application des peines multiples est exclusivement pour les victimes.

Nous allons voter pour ce rapport. Je pense que nous allons dans le bon sens, mais que cela n'est pas suffisant.

**Monsieur le Maire :** Merci Madame JAMET. Monsieur DUMONT.

**Christian DUMONT :** Merci Monsieur le Maire. Comme on fait beaucoup, en ce début de mandat, sur la communication, il faudrait que les Montpelliérains et les observateurs sachent que, si la délibération est votée aujourd'hui, son dispositif n'a pas pour effet d'engager le moindre euro pour faire l'acquisition de ces 11 nouvelles caméras. Si je lis le dispositif de la délibération, on demande de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des services de l'Etat pour faire l'acquisition de ces caméras.

Interrogé par des observateurs et des journalistes, je vois le Maire dire qu'il fait ce qu'il a dit dans le cadre de sa campagne, soit 50 nouveaux policiers et 11 nouvelles caméras. Non. Nous votons une délibération pour avoir des subventions pour faire l'acquisition de ces 11 caméras, ce qui est quand même différent.

La question que je vous pose ou à l'adjointe à la sécurité est de savoir : *quid* de l'acquisition de ces 11 caméras dans le cas où nous n'aurions pas de subventions ? J'évoquais tout à l'heure le problème des 50 policiers municipaux. Je voudrais savoir si vous pouvez nous apporter quelques réponses sur les procédures de recrutement et sur leur avancement.

**Monsieur le Maire :** Monsieur DUMONT, je vais vous répondre en détails.

**Christian DUMONT :** Je n'ai pas fini.

**Monsieur le Maire :** Je vous laisse finir.

**Christian DUMONT :** Je continue. Concernant le problème de ces caméras, la modernisation de 12 caméras issues de la première génération est prévue. Il convient de rappeler qu'elles datent de l'année 2000. Nous sommes en 2014. Si l'on regarde la délibération, la caméra C100, située rue Proudhon, la C103 à la station de tramway Corum, la C98 dans le quartier Flandres Dunkerque et la C111 au rond-point de Tournezy se trouvent parmi les caméras renouvelées. Or, toutes ces caméras datent de 2008. Nous l'avons vu à travers un travail préparatoire en consultant les annexes, puisque cela n'apparaît pas dans la délibération.

Est-ce que cette modernisation était prioritaire sur ces différents quartiers, alors que l'on sait que l'unique caméra de la place Jean Jaurès date de 2000 ? D'expérience, nous savons que son utilité est très limitée, tout comme pour les caméras de la place des Martyrs de la Résistance, de la place Giral et de la place du Marché aux Fleurs qui, toutes, commencent à être obsolètes puisqu'elles datent de 2000.

Je terminerai mon propos par le problème de la sécurité et des caméras. Traiter le problème de la sécurité en étendant le réseau de 10 ou 11 caméras est un peu facile. Il peut y avoir 700 caméras sur Montpellier, comme c'est le cas à Nice, par exemple, cela ne servira véritablement à rien s'il n'existe pas de véritable gestion de celles-ci.

Je vais éclairer un peu Monsieur MARTIN. Cet été, Monsieur le Maire, vous avez évoqué les problèmes de sécurité et souhaité que Montpellier ne deviennent pas Marseille.

**Monsieur le Maire :** Non. Chicago.

**Christian DUMONT :** Chicago et Marseille.

**Monsieur le Maire :** Non. Chicago. A aucun moment, je n'ai dit quelque chose sur Marseille.

**Christian DUMONT :** Alors Chicago.

**Monsieur le Maire :** Ceux qui ont dit le contraire ont pris un procès.

**Christian DUMONT :** Dans *Midi Libre*, vous parlez de Marseille.

**Monsieur le Maire :** Non. Je n'ai pas parlé de Marseille. J'ai dit que je n'avais pas envie que Montpellier devienne Chicago, ce qui est normal.

**Christian DUMONT :** Inspirez-vous des villes pilotes où ce système de caméras marche bien. Nice en est une. C'est à Nice que Manuel VALLS, alors Ministre de l'Intérieur, s'est rendu. En 2008, Nice comptait 280 caméras. Ce chiffre a été porté à 744 caméras à la fin décembre 2012, avec 10 caméras nomades. Mais la Ville a effectué, au travers de son centre de supervision urbain (CSU), un véritable travail. C'est ce travail qui a intéressé votre ami Manuel VALLS. Le maillage de ces caméras permet d'effectuer des interpellations en flagrant délit. Le taux d'élucidation était de 100 % en 2012. Grâce à ce centre de supervision urbain, 580 personnes ont été interpellées, contre 299 en 2011. Donc, je réponds à Monsieur MARTIN : la vidéosurveillance est efficace lorsqu'un centre de supervision urbain est lui-même efficient.

A Montpellier, personne ne sait où se trouve le centre de supervision urbain alors qu'à Nice, tout est transparent. Monsieur ESTROSI a pris l'initiative de faire visiter ce centre de supervision urbain à des ministres, au Préfet des Alpes-Maritimes ainsi qu'aux collégiens et lycéens. On croit savoir qu'à peu près 17 agents sont affectés à ce centre. Mais si on ne veut pas nous le montrer, c'est qu'il n'est pas efficace. Lorsque vous êtes arrivé aux manettes, vous avez dit que la sécurité était un grand chantier, que c'était un audit. Alors, c'est facile de donner 50 agents de plus à la police municipale. Mais cela serait bien aussi de réaliser un audit de la police municipale, de sa gouvernance. La gouvernance de la police municipale vous convient, Monsieur SAUREL ?

**Monsieur le Maire :** Allez-y, je répondrai en bloc, Monsieur DUMONT.

**Christian DUMONT :** Occupez-vous de ces problèmes. Faites faire un audit. Il faut que cette police municipale aille sur le cours Gambetta, place Salengro. Et où en sommes-nous de la vidéo verbalisation, Monsieur SAUREL ? A Nice, cela fait 10 ou 15 ans que c'est en place. Je vous propose, avec les deniers de la Ville, de payer à votre adjointe à la sécurité un petit séjour à Nice. Ce n'est pas désagréable. Qu'elle contacte Monsieur ESTROSI qui lui montrera comment cela marche à Nice.

**Monsieur le Maire :** Vous venez de me donner une bonne idée.

**Christian DUMONT :** Bien sûr.

**Monsieur le Maire :** Monsieur DUMONT, je vous réponds. La sécurité est importante, et on ne peut pas dire n'importe quoi. D'abord, nous avons ouvert les postes au budget pour les 50 policiers municipaux, avec Madame SANTARELLI et Monsieur LEVITA. Les 10 premiers seront recrutés en janvier et seront présentés à la population de Montpellier. J'ai dit que les 50 premiers policiers seraient recrutés sur 2015-2016.

Sur les 25 policiers nationaux, je remercie Monsieur CAZENEUVE, Ministre de l'Intérieur, Manuel VALLS, Premier ministre, et François HOLLANDE, Président de la République, d'avoir répondu présents face au souci que nous avons rencontré à Montpellier. Ils ont amené 25 policiers. Les mauvaises langues ont dit que ce n'étaient pas de véritables policiers, que certains portaient à la retraite. Mais heureusement que j'ai fait la demande de ces 25 policiers parce que nous serions à un effectif de moins 25. Les choses doivent être dites de manière intelligente.

Sur les caméras, vous avez dû rater un Conseil municipal, Monsieur DUMONT. Nous avons voté le budget d'1,6 M€ pour ces caméras. Sur ce budget, nous demandons des aides à l'Etat, comme la loi nous l'y autorise. C'est le but de la délibération d'aujourd'hui.

Sur les caméras qui doivent être rénovées, vous avez donné l'exemple du croisement de la place des Beaux-arts et de la rue Proudhon. C'est un bon exemple. C'est même moi qui l'ai dénoncé. La caméra est placée derrière les micocouliers. On ne voit rien à part des branches et parfois un oiseau qui se pose. Elle ne sert à rien. J'ai donc dit à Madame SANTARELLI qu'il fallait la changer de place. Elle a raison de le faire.

Maintenant, nous allons passer au vote caméra par caméra. Il faut que vous sachiez dans quel quartier elles sont.

1<sup>ère</sup> caméra : Hôpitaux - Facultés - rue des Tilleuls.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions : Monsieur MARTIN***

***Adopté à l'unanimité.***

2<sup>ème</sup> caméra : Centre-ville - rue d'Alger.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions : Monsieur MARTIN***

***Adopté à l'unanimité.***

3<sup>ème</sup> caméra : Rue Alexandre Cabanel.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions : Monsieur MARTIN***

***Adopté à l'unanimité.***

4<sup>ème</sup> caméra : Place LAISSAC.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions : Monsieur MARTIN***

***Adopté à l'unanimité.***

5<sup>ème</sup> caméra : Rue Durand.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions : Monsieur MARTIN***

***Adopté à l'unanimité.***

Monsieur Marin, vous avez l'intention de vous abstenir jusqu'au bout du vote ? Je continue.

6<sup>ème</sup> caméra : Parvis Jules Ferry.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions : Monsieur MARTIN***

***Adopté à l'unanimité.***



7<sup>ème</sup> caméra : Angle de la rue des Deux Ponts et de la rue des Aiguerelles. Nous avons mis plusieurs caméras aux abords de la gare parce que c'est un lieu « insécure ».

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions : Monsieur MARTIN***

***Adopté à l'unanimité.***

8<sup>ème</sup> caméra : Angle de l'avenue De Maurin et du boulevard Berthelot. C'est un endroit dangereux avec des renforcements, des entrées de garage, des recoins.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions : Monsieur MARTIN***

***Adopté à l'unanimité.***

9<sup>ème</sup> caméra : Avenue des Droits de l'Homme, à proximité de la station rive du Lez.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions : Monsieur MARTIN***

***Adopté à l'unanimité.***

10<sup>ème</sup> caméra : Avenue d'Agropolis, entrée du parking du parc Darwin et du zoo. C'est important de protéger le zoo, étant donné tous les enfants et les personnes âgées qui s'y rendent.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions : Monsieur MARTIN***

***Adopté à l'unanimité.***

11<sup>ème</sup> caméra : Avenue du Colonel Pavelet.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions : Monsieur MARTIN***

***Adopté à l'unanimité.***

Nous passons aux réparations de caméras ou leur déplacement. Je fais voter en bloc. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions : Monsieur MARTIN***

***Adopté à l'unanimité.***

Mme BODKIN (avec la procuration de Mme YAGUE) sort de séance.

M. DOMERGUE sort définitivement de séance.

## **34- Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier**

## **et la Fondation 30 Millions d'Amis : Dispositif de gestion des populations félines errantes**

[  
Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier ayant décidé d'exercer ses compétences dans le cadre de l'article L.211-27 du Code Rural, la fondation « 30 Millions d'Amis » propose de mobiliser ses moyens afin de réaliser une campagne de stérilisation des populations félines errantes.

L'association propose notamment d'apporter son soutien logistique à la Ville de Montpellier dans le cadre de l'Opération dite « POPULATIONS FELINES ERRANTES VIVANT EN GROUPE DANS LES LIEUX PUBLICS DE LA COMMUNE » dans le respect des dispositions du Code rural, du Code des collectivités territoriales et du Règlement sanitaire départemental.

L'objet de la campagne est de modifier le statut d'animal errant de ces populations en statut de chat 'dit libre', pourvu d'une identité, sous la garde de la fondation après stérilisation, identification et remis sur les lieux de vie.

Ce dispositif vise à améliorer la gestion des populations félines dans les quartiers de la ville, à prévenir les troubles et les atteintes à la sécurité et la salubrité publiques, à éviter la prolifération et à réduire les nuisances sonores et olfactives.

### **En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- D'approuver la convention de partenariat entre la fondation « 30 Millions d'Amis » et la Ville de Montpellier précisant les obligations de chaque partie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire. ]

***Pour : 60***

***Contre :***

***Abstentions :***

***Adopté à l'unanimité.***

*Mme BODKIN (avec la procuration de Mme YAGUE) entre en séance.*

*Mme HART sort de séance.*

**Monsieur le Maire :** Je salue Madame HUTIN, représentante de l'association 30 millions d'amis qui est avec nous dans la tribune. Je donne la parole à Madame SANTARELLI et ensuite à Madame BARTHAS-ORSAL qui est chargée de la politique de l'animal dans la ville.

**Marie-Hélène SANTARELLI :** Monsieur le Maire. Chers collègues. Dans le cadre de ses pouvoirs de police, le Maire a la responsabilité d'intervenir sur les nuisances causées par les animaux errants ou en état de divagation. La Ville de Montpellier conduit d'ores et déjà des campagnes de stérilisation des populations félines errantes afin de maîtriser ces populations dans les quartiers, de prévenir les troubles et atteintes à la sécurité ainsi qu'à la salubrité publique.

La fondation 30 millions d'amis nous propose, dans le cadre de cette convention, un partenariat public-privé afin de conduire une campagne d'information, d'identification et de stérilisation des chats errants sur l'ensemble du territoire communal. Cette action ambitionne de stériliser au minimum 200 animaux, complétant ainsi le dispositif mis en œuvre par la direction de la réglementation et de la tranquillité publique. Merci pour votre attention.

**Monsieur le Maire :** Parfait Madame SANTARELLI. Qui demande la parole ? Monsieur MARTIN. Madame BARTHAS-ORSAL.

**Hervé MARTIN (relatif à l'affaire 33) :** Je souhaite intervenir sur l'affaire précédente. Vous allez comprendre pourquoi.

**Monsieur le Maire :** Pour respecter le cadre protocolaire républicain, je fais intervenir Madame BARTHAS-ORSAL sur cette affaire. Après le vote, je vous donnerai la parole.

**Valérie BARTHAS-ORSAL :** Merci Monsieur le Maire. Madame SANTARELLI. Mesdames, messieurs les élus. C'est en tant qu'élue déléguée à l'animal en ville que je prends la parole. Vous n'êtes pas sans savoir que la France est deuxième possesseur d'animaux domestiques après les Etats-Unis. Il existe deux sortes d'animaux : les animaux désirés – nos chats, nos chiens, nos NAC –, que nous chérissons et qui nous le rendent au centuple, et les animaux non désirés : les rats, les étourneaux de la place des Beaux-arts, les blattes, les chiens et les chats des autres et les chats errants. Qu'ils soient désirés ou non, nous savons que ces animaux sont des êtres vivants doués de sensibilité.

La population féline errante à Montpellier est très nombreuse, mais je ne peux vous annoncer un chiffre qui serait fantaisiste. Néanmoins, je peux dresser un constat étonnant. On estime qu'à minima, une chatte non stérilisée aura deux portées par an. A chaque portée, elle aura quatre petits. Si la moitié des chatons sont des femelles et en sachant qu'une chatonne peut avoir sa première portée à 6 mois, cela fera 30 chatons au bout de la seconde année, tout cela à partir d'une seule chatte non stérilisée.

Quelles sont les conséquences d'une telle situation ? Un problème de nuisance sonore quand les chats se chamaillent la nuit, miaulent et perturbent le sommeil des habitants ; des dégâts liés au fait que la recherche de nourriture pousse les chats à déchirer les sacs poubelles négligemment laissés par terre ; des problèmes liés au marquage urinaire chez les mâles et les femelles. Durant l'été, les odeurs deviennent insoutenables et les riverains s'en plaignent abondamment. Tous ces problèmes sont, la plupart du temps, des sources de conflits de voisinage.

Parmi les conséquences, on trouve également les maladies comme la rage qui peut être transmise à l'homme. En août, un chat très agressif a été attrapé et euthanasié. Son corps a été envoyé à l'Institut Pasteur à Paris pour une suspicion de rage. On ne joue pas avec la santé publique.

Mais il existe également des désagréments pour les chats. L'un des plus abjects est sûrement l'empoisonnement dont ils sont victimes. La cause animale est un enjeu sociétal majeur. Le contrôle animal est primordial pour une ville. Il permet d'éviter les désagréments que je viens de citer, mais aussi d'améliorer la vie des chats attrapés.

La Ville est propriétaire des chats errants et a le devoir sanitaire de stériliser sa population féline.

**Monsieur le Maire :** C'est très important ce que vous dites. Répétez-le car certains étaient distraits.

**Valérie BARTHAS-ORSAL :** La Ville est propriétaire des chats errants.

**Monsieur le Maire :** La Ville est responsable.

**Valérie BARTHAS-ORSAL :** Cet été, j'ai participé au trappage d'un chat errant qui rôdait dans mon quartier et faisait un chahut d'enfer la nuit. Tous les gens commençaient à se plaindre et certains évoquaient l'empoisonnement. J'ai saisi les services de la Ville qui ont envoyé une équipe de trappage. Ils sont venus avec une cage. J'ai pu voir comment ils travaillaient et le grand respect qu'ils avaient pour l'animal. Ils ont déposé cette cage dans laquelle ils ont déposé une boîte de thon à l'abri du soleil. Ils ont déposé une couverture sur la cage pour que le chat, une fois trappé, soit en sécurité et pas trop stressé. Ensuite, le chat a été emmené chez le vétérinaire pour être ausculté, stérilisé et tatoué. Dès lors, il a été ramené sur son site. Maintenant, il vit là tranquillement. Il se débrouille seul, chasse. Ce chat est passé du statut de chat errant à celui de chat dit libre. Ainsi, on prouve que la présence des félins est importante pour préserver une certaine hygiène en ville.

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont pris contact avec moi ou avec les services de la Ville afin de protéger les chats errants car elles ont fait acte de citoyenneté. Notre mission est de réguler et de maîtriser la

population féline en ville. Ce problème est récurrent dans les villes du monde entier. L'OMS reconnaît les bienfaits de la stérilisation féline.

Jusqu'en 2013, la Ville a œuvré pour la stérilisation des chats mais, faute de budget, aucune stérilisation n'a eu lieu de juin à septembre 2013. Mais c'était avant. En 2014, une nouvelle équipe est arrivée, ce qui nous a ouvert des portes. Des personnes nous ont contactés comme Madame HUTIN de la fondation 30 millions d'amis qui a proposé de prendre à sa charge la stérilisation de la population féline de Montpellier. Si le changement de municipalité n'avait pas eu lieu, jamais cela ne se serait passé. Cette dame est entrée en contact avec nous car elle a confiance en nous et en notre fonctionnement. Que cette dame sache que je la remercie du plus profond de moi-même. C'est pourquoi, mesdames, messieurs, une convention de partenariat entre la Ville et la fondation 30 millions d'amis va être signée, si vous le voulez bien.

*(Applaudissements).*

**Monsieur le Maire :** Merci Madame BARTHAS-ORSAL. Je mets aux voix l'affaire 34 qui traite de la convention de partenariat entre la ville et la fondation 30 millions d'amis.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Pour : 63**

**Contre :**

**Abstentions :**

**Adopté à l'unanimité.**

Je vous en remercie. Je donne donc la parole, comme promis, à Monsieur MARTIN sur l'affaire 33, pour une explication de vote.

**Hervé MARTIN (relatif à l'affaire 33) :** Non, Monsieur le Maire, ce n'est pas pour une explication de vote. Heureusement, je surveille ce qu'il se passe, même si je n'ai pas la vidéoprotection. La surveillance humaine a du bon. Je crois que nous avons oublié les quatre caméras du parvis Georges Frêche. Je ne voudrais pas que nous ayons des soucis après si elles n'ont pas été votées, dans la mesure où vous avez procédé à un vote caméra par caméra. Je vous propose de voter les quatre ensemble.

**Monsieur le Maire :** Je vous remercie Monsieur MARTIN. C'est très classe. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Pour : 62**

**Contre :**

**Abstentions : Monsieur MARTIN**

**Adopté à l'unanimité.**

Merci.

## **35- Réalisation d'une nouvelle école primaire dans le quartier Ovalie**

¶ L'importante évolution démographique des quartiers Ovalie et Grisettes, justifie la construction d'un nouveau groupe scolaire. Aussi, afin d'assurer aux élèves des conditions optimales d'apprentissage, il est nécessaire de construire une école primaire opérationnelle pour la rentrée de septembre 2018.

Cette opération de 3400 m<sup>2</sup> de surface de plancher sera réalisée en une seule tranche.

La maîtrise d'œuvre sera confiée à une équipe désignée par le biais d'un concours restreint d'architecture parmi 5 candidats retenus conformément aux articles 38, 70 et 74 du code des Marchés Publics.

Il convient de constituer un jury en application de l'article 24 dudit code. Il est proposé d'attribuer une prime forfaitaire de 28 000 € HT aux candidats admis à concourir. Enfin, la conduite de cette opération est confiée à la Direction Architecture et Immobilier de la ville de Montpellier.

Le programme général de cette opération comprend :

- 10 classes élémentaires auxquelles seront rajoutés les locaux annexes indispensables (bureaux, salle multimédia, salle d'activité)
- 5 classes maternelles ainsi que tous les locaux annexes (bureaux, dortoir, salle de psychomotricité, salle multimédias)
- L'espace périscolaire : centre de loisirs, restaurant scolaire et office de restauration.

Le coût global de l'opération est estimé à 12 millions d'euros TTC.

Enfin, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer un permis de construire et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

**Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme général décrit ci-dessus,
- de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération, et notamment un concours restreint d'architecture conformément aux articles 38, 70 et 74 du Code des Marchés Publics,.
- de décider de constituer un jury conformément à l'Article 24 du code des Marchés Publics comprenant les membres suivants :
  - Président : Monsieur le Maire ou son représentant ;
  - Cinq membres titulaires et cinq membres suppléants élus en son sein par le Conseil municipal (représentation proportionnelle au plus fort reste).

Les autres membres ci-après mentionnés seront désignés par le président du jury :

- Personnes présentant l'intérêt particulier au regard de l'objet du concours (au nombre de 5 maximum).
  - Personnes qualifiées (architectes ou maître d'œuvre) représentants au moins un tiers des membres du jury.
- de décider que les cinq candidats admis à concourir après sélection recevront une prime maximale d'un montant de 28 000 € H.T. par équipe,
  - de passer avec le lauréat du concours un contrat pour une mission complète de maîtrise d'œuvre,
  - d'autoriser, si nécessaire, la prise en charge par la commune des frais de déplacement et d'hébergement des personnes intéressées ou qualifiées invitées à participer aux réunions du jury ;
  - de solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet
  - de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Ville de Montpellier.
  - d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment le permis de construire afférent.]

**Monsieur le Maire :** Merci Madame Isabelle MARSALA pour votre prestation à Chengdu pour l'inauguration de l'école de Montpellier avec Madame la rectrice, Armande LE PELLEC.

**Isabelle MARSALA :** Monsieur le Maire. Mes chers collègues. Mesdames, messieurs. Nos écoles sont pleines. Nous avons un problème de place pour accueillir les nouveaux enfants. Cette année, nous avons comptabilisé environ 600 nouvelles inscriptions. Nous essayons, dans la mesure du possible, de récupérer des locaux dans les écoles anciennes (logements de fonction), de poser des modules préfabriqués dans des écoles construites dans des années où il y avait du terrain ou de prévoir de nouvelles écoles. Vous savez que l'école Malraux est la seule école votée. Elle ouvrira en septembre prochain. Il est temps maintenant que nous nous préoccupions des futurs enfants qui vont être inscrits.

Le prochain projet proposé se situe dans le quartier Ovalie. Il s'agit d'une école permettant d'absorber 10 classes élémentaires et 5 classes maternelles.

**Monsieur le Maire :** Merci Isabelle. Le Maire préside de droit ce jury. Si d'autres listes ne souhaitent pas y prendre part, nous proposons les membres suivants. Je préside le jury. Si je ne suis pas là, Stéphanie JANNIN le préside.

Allez-y, Madame LLEDO.

**Audrey LLEDO :** Merci Monsieur le Maire de m'accorder une nouvelle fois la parole.

**Monsieur le Maire :** Ne me remerciez pas de vous accorder la parole. Il est normal que je vous l'accorde.

**Audrey LLEDO :** Je tiens à intervenir sur le point 35 s'intitulant "Réalisation d'une nouvelle école primaire dans le quartier Ovalie". Comme nous l'avons vu précédemment et comme vient de le rappeler Madame, l'évolution démographique de Montpellier est en perpétuelle progression. Depuis cinq ans, ce sont plus de 12 904 Montpelliérains supplémentaires, avec une moyenne de 2 500 nouveaux Montpelliérains chaque année, que nous avons d'ailleurs accueillis en septembre.

Je dis oui au fait de construire une nouvelle école primaire afin d'assurer aux nouveaux élèves des conditions optimales d'apprentissage. Comme nous le savons, l'école fait partie des fondements indéniables de notre République. Mais, Monsieur le Maire, que faites-vous des crèches ?

Nous savons qu'il manque environ 400 000 places d'accueil pour les enfants de moins de trois ans en France. Les régions les plus touchées sont la région parisienne et le pourtour méditerranéen.

**Monsieur le Maire :** Nous parlons des écoles, et non des crèches.

**Audrey LLEDO :** C'est bien de penser aux écoles, mais c'est également important de penser aux crèches, Monsieur.

**Monsieur le Maire :** Vous pouvez parler de ce que vous voulez. Mais en l'occurrence, il s'agit là d'une école et non d'une crèche.

**Audrey LLEDO :** C'est justement la question que je comptais vous poser.

**Monsieur le Maire :** Vous pourrez me la poser quand il s'agira de crèche. Là, nous parlons d'école.

**Audrey LLEDO :** Je rappelle que Monsieur DOMERGUE a, lui-même, estimé qu'il manquait près d'un millier de places.

**Monsieur le Maire :** Madame LLEDO, je suis désolé de devoir vous arrêter.

**Audrey LLEDO :** Que va-t-on dire aux enfants montpelliérains de moins de trois ans ? Que vous préférez investir sur le marché de la mort plutôt que dans les crèches ?

**Monsieur le Maire :** Parlez des écoles.

**Audrey LLEDO :** J'y viens, Monsieur le Maire.

**Monsieur le Maire :** Parlez-moi d'école.

**Audrey LLEDO :** J'y viens. Pas trop d'impatience. Cela va venir. Bref, puisque le marché de la mort n'est pas le sujet, je passe aux écoles, puisque vous l'attendez. Comme vous le savez, je suis une fervente militante de la cause des personnes en situation de handicap. Comme je l'ai évoqué lors du précédent Conseil, nombre d'enfants sont contraints à l'exil en France et à Montpellier. En effet, les écoles et les transports non adaptés obligent les parents à confier leurs enfants à des structures à l'étranger. Le JT de France 2 y a consacré un reportage entier mardi soir. Je suis certaine qu'il vous aurait intéressé. On y parle d'usines à petits Français. C'est comme cela que les écoles qui veulent bien accueillir les enfants mis à la porte des écoles de leurs quartiers sont appelées.

Bien plus que du problème d'éthique et de logistique, je tiens à vous parler du coût émotionnel pour les familles, mais aussi financier pour la sécurité sociale et les collectivités. Vous entendez bien, Monsieur, que laisser partir son enfant atteint d'un trouble moteur ou psychique de l'autre côté de la frontière française soit un stress important pour l'enfant et un handicap supplémentaire pour la famille dont elle n'a pas besoin.

**Monsieur le Maire :** Dites-moi, Mademoiselle LLEDO, quand vous parlez de passer la frontière, c'est en Europe ?

**Audrey LLEDO :** Bien sûr. Je parle de la Belgique, de l'Espagne et compagnie. D'un point de vue financier – je pense que c'est ce qui vous intéressera le plus –, accrochez-vous bien, car ces chiffres donnent le vertige. Il en coûte à la sécurité sociale près de 4 M€ de taxi par mois et par enfant et 9 M€ aux collectivités. Alors, Monsieur le Maire, voici mes deux questions : que comptez-vous faire face à la pénurie de crèches à Montpellier ?

**Monsieur le Maire :** Je suis content de voir que je ne donne pas le vertige qu'à Monsieur VEZINHET.

**Audrey LLEDO :** Enfin, construire une école primaire est une bonne initiative. Encore faut-il la construire dans le respect de l'accessibilité pour tous, tant par la disposition des locaux que par les transports et le personnel soignant et encadrant habilité mis à disposition, en effaçant les discriminations et les inégalités. Ma deuxième question est la suivante : comment comptez-vous la construire et comptez-vous participer à cet exil de nos bambins montpelliérains et, au-delà, au déficit de la sécurité sociale ?

Pour finir, Monsieur le Maire, il paraît que le Front National vous inspire. Ce n'est pas moi qui l'invente, c'est le *Midi Libre* qui le dit.

**Monsieur le Maire :** Quoi ?

**Audrey LLEDO :** Si vous ne vous sentez plus bien au sein de votre famille politique, vous savez que nous pouvons vous faire une petite place au Front National. D'ailleurs, j'ai quelques bulletins d'adhésion qui me restent dans mon bureau. Merci.

**Monsieur le Maire :** Mais, Mademoiselle LLEDO, ce que j'ai dit dans *Midi Libre* est tout à fait clair. Le vocabulaire appartient aux Français et non à un parti politique. Je suis désolé. Jeanne d'Arc ne vous appartient pas. Elle appartient à l'histoire de France, tout comme Jean Jaurès n'appartient pas au Parti Socialiste. Il appartient aussi à l'histoire de France et à tous les Français.

*(Applaudissements)*

Aucun vocabulaire n'est réservé, sinon cela signifierait que l'on préempte une partie du dictionnaire. Je ne suis pas d'accord et je le dis.

Nous allons revenir à l'ordre du jour en faisant voter l'affaire.

Qui est contre ce jury ? Qui s'abstient ?

**Pour : 61**

**Contre :**

**Abstentions :**

**Adopté à l'unanimité.**

**Addendum (voté à l'affaire 36) :**

**Monsieur le Maire :** Est-ce que vous me permettez de revenir sur l'affaire 35 ? J'aimerais qu'une modification soit apportée car un petit problème s'est glissé dans les élus. Je souhaiterais que ce soit Isabelle MARSALA à la place d'Henri MAILLET. Je fais revoter la liste.

Je préside le jury. Si je ne suis pas là, Stéphanie JANNIN le préside.

**Addendum : (adopté à la fin de la séance) :**

**Monsieur le Maire :** Je vous demande de bien vouloir modifier la liste de ce Jury. Madame Stéphanie JANNIN sera membre du Jury, et c'est Isabelle MARSALA, Adjointe à l'éducation, qui présidera ce Jury en mon absence. Je vous demande donc de bien vouloir approuver cette liste modifiée et définitive.

Ont été élus :

Membres titulaires :

- Stéphanie JANNIN
- Patricia MIRALLES
- Robert COTTE
- Patrick RIVAS
- Sophia AYACHE

Membres suppléants :

- Nicole LIZA
- Jean-Luc COUSQUER
- Maud BODKIN
- Sabria BOUALLAGA
- Henri de VERBIZIER

**Pour : 61**

**Contre :**

**Abstentions :**

**Adopté à l'unanimité.**

Je vous en remercie.

*Mme HART entre en séance.*

*Mme AYACHE sort de séance.*

### **36- Ajustements des projets associatifs d'activités périscolaires**

Par délibérations du 24 Juillet 2014 et du 02 Octobre le conseil municipal a voté l'attribution de subventions pour 157 projets associatifs visant à l'organisation d'activités périscolaires. De nouveaux ajustements s'avèrent nécessaires.

#### **1) Annulations de subventions**

Code	Nom structure	Titre projet	Montant
485	LA LIGUE DE L ENSEIGNEMENT	Coup de pouce langage	28700
485	LA LIGUE DE L ENSEIGNEMENT	Club lecture écriture mathématiques	41500
485	LA LIGUE DE L ENSEIGNEMENT	Lire et faire lire	3150

#### **2) Attributions de subventions**

Afin de compenser les projets qui ne seront pas réalisés, il est proposé l'attribution de nouvelles subventions comme suit :

Code	Nom structure	Titre projet	Montant
950	MONTPELLIER AGGLO NATATION UNIVERSITE CLUB	Activités natation périscolaires	1500
4547	LA MAISON DU JUDO	Initiation Judo	1300
5854	MONTPELLIER MOSSON OMNISPORTS	Les hauts de Massane à l'école du sport	1300



1230	ASSOCIATIONS SPORTIVE BEAUX ARTS	Initiation et rythmes scolaires	1300
4696	OXYGENE	Multi sports enfants 6-9 ans	2100
4696	OXYGENE	Eveil corporel danse	300
3230	LA MAISON DE L'ARCHITECTURE	Sensibilisation architecture	5000
2432	ALLONS Z'ENFANTS	Ateliers arts du spectacle	2600
25	LES PETITS DEBROUILLARDS	Bidouilles scientifiques	30000
6157	GWEISSK PHILOCINEMA	A la rencontre d'un artiste et de sa pratique	2000
	VRINDAVANA	Yoga enfants	1500
5824	COMPAGNIE LA MAISON	Danser ensemble	3000
6077	COMPAGNIE LES HERBES FOLLES	L'ombre et la lumière	5000
3677	ESSOR	Arrimage en scène	2200
	ECOARTIS	Anime les histoires	3400
5421	THEATRE ENTRENOUS	Théâtre pour jouer	3800
4144	MUC VACANCES	Projet activités périscolaires	67800
5589	SOLILOQUE THEATRE	Vive le théâtre aux Hauts de Massane	2200
	ASSOCIATION CARTHAGE	Atelier Musique	1500
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	Découverte du tennis de table	2600
1893	CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL DE MONTPELLIER	Accompagnement et découverte de la danse contemporaine	2400

Les crédits seront prélevés sur la ligne 24419, nature 6574, fonction 922

**En conséquence, il est proposé au conseil municipal :**

- De décider des modifications et des affectations de subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions ;
- De prélever les sommes nécessaires au premier versement sur les crédits inscrits au budget 2014 sur la ligne 24419, nature 6574, chapitre 922
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ]

**Monsieur le Maire :** Qui souhaite des informations complémentaires auprès d'Isabelle MARSALA ? Stéphanie JANNIN ne prend pas part au vote. Madame CANAUD.

**Nancy CANAUD :** Monsieur le Maire. Mes chers collègues. Depuis le début de l'année, il nous est demandé, lors de chaque Conseil municipal, de voter une délibération concernant les subventions aux associations assurant le temps périscolaire dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires. Compte tenu du caractère opaque des documents en matière budgétaire, est-ce qu'il serait possible d'avoir, en fin d'année, un compte-rendu précis des subventions versées dans le cadre des activités périscolaires ?

**Monsieur le Maire :** Oui Madame CANAUD. Madame MARSALA.

**Isabelle MARSALA :** Comme vous avez pu le remarquer, nous avons eu un désistement, mais je voudrais vous dire que toutes les associations que nous avons prises pour le compenser rentrent dans l'enveloppe budgétaire que nous avons en amont. Il n'existe pas de différence budgétaire nous obligeant à demander une rallonge par rapport au budget initialement prévu.

**Monsieur le Maire :** Merci Isabelle. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Pour : 57**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Stéphanie JANNIN ne prend pas part au vote.**

**Adopté à l'unanimité.**

## 37- Mise à disposition à titre gratuite de salles dans les Maisons Pour Tous

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil Municipal du 25 juillet 2011 a validé des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).  
Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2014/2015, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 4 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1985€

Les associations concernées sont :

**MPT VILLON** : COMIDER (245€)

**MPT ROSA PARKS** : LES FILMS DE LA CRIEE (245€)

**MPT PAGNOL** : APARSA (140€)

**MPT COLUCCI** : MATKD (1355€).

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 17 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 5225€

Les associations concernées sont :

**MPT BRASSENS** : HAUTS 2 MASSANE (55€)

**MPT MARIE CURIE** : P2TANQUE CLUB MONTPELLIER CELLENEUVE (220€)

**MPT ROSA PARKS** : STREET WAY (550€), CIE THEATRE NOUVEAU (330€), 6 SENS (330€)

**MPT VOLTAIRE**: PLAN RAPPROCHE (385€), OCTOPUS EXPRESSION (1650€), RANDO LOISIRS (55€), SURDI 34 (55€)

**MPT VILLON** : CIE INTERMEZZO (605€), BGE CITE LAB' (55€), FACE HERAULT (55€)

**MPT MERCOURI** : EUROGRECE (220€), COMITE DE QUARTIER LEZ POMPIGNANE (220€)

**MPT PAGNOL** : COMITE DE QUARTIER (110€), SAUDADE (220€)

**MPT CAMUS** : ASSOCIATION DE CULTURE PHYSIQUE FONDAMENTALE (55€)

**MPT ESCOUTAIRE** : CASA DE ESPANA (55€)

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. ]

***Pour : 61***

***Contre :***

***Abstentions :***

***Adopté à l'unanimité.***

*Mme AYACHE entre en séance.*

**Monsieur le Maire :** Monsieur Gérard CASTRE.

**Gérard CASTRE :** Monsieur le Maire. Chers collègues. Cette occupation à titre gratuit concerne :

- la mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 4 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1 985 € ;
- la mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 17 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 5 225 €.

***Pour : 61***

***Contre :***

***Abstentions :***

***Adopté à l'unanimité.***

*Mme AYACHE entre en séance.*

### **38- Projet de création d'un Point Relais Information Jeunesse (PRIJ) à la Maison pour tous Colucci**

La jeunesse constitue une priorité de la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier anime actuellement deux Points Information Jeunesse (PIJ) labellisés par l'Etat en lien avec le Centre Régional Information Jeunesse du Languedoc Roussillon.

Ces deux Points Information Jeunesse, animés par la Ville, sont les suivants : Le Service Jeunesse, situé rue Maguelone, ainsi qu'un Point au sein de la Maison pour Tous Rosa Lee Parks.

Faisant suite à un diagnostic territorial mené sur le quartier Croix d'Argent, un besoin d'information et d'orientation en direction des jeunes a été observé spécifiquement sur les secteurs de Bagatelle et Pas du Loup.

Ainsi, afin de faciliter l'information de proximité et l'orientation des jeunes de ce quartier, ainsi que leur mobilité dans la Ville, il est proposé la création d'un Points Relais Information Jeunesse (PRIJ), au sein de la Maison pour tous Michel Colucci, parrainé par le service Jeunesse de la Ville.

Cette action, qui fait l'objet d'une proposition de convention de partenariat avec le Centre Régional Information Jeunesse du Languedoc Roussillon jointe à la présente délibération, constitue une première étape visant à renforcer à terme le maillage du territoire montpelliérain autour d'un réseau d'accueil et d'information à destination des jeunes. Elle sera évaluée régulièrement par les parties signataires.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:**

- D'approuver la convention de partenariat avec le Centre Régional Information Jeunesse du Languedoc Roussillon annexée à la présente délibération.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire. ]

**Pour : 62**

**Contre :**

**Abstentions :**

**Adopté à l'unanimité.**

### **39- Bourse Initiatives Jeunes 2014 Participation de la Ville**

La Ville de Montpellier, grâce à la **Bourse Initiatives Jeunes**, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains.

Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration.

Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels.

Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement par ailleurs.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Pour la session du mois de novembre, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2014 du Service Jeunesse, la somme de **600 €** afin de soutenir le projet de Stanislas Quesada, étudiant en médecine, pour la mise en scène de la pièce de théâtre *Galilée 2.0*, qui fédère les trois Universités, programmée dans le cadre de la *Fête de la Science*.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- d'accepter la Bourse Initiative Jeunes pour un montant total de **600€**,
- d'attribuer l'aide correspondante sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2014,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. ]

**Pour : 62**

**Contre :**

**Abstentions :**

**Adopté à l'unanimité.**

*Mme FRECHE sort de séance.*

### **40- Activités d'éducation physique et sportive en temps scolaire Convention de partenariat Académie de Montpellier - Ville de Montpellier**

La Ville de Montpellier dans le cadre de son projet de réussite éducative, a toujours affirmé son engagement fort envers le développement des pratiques sportives des jeunes.

L'éducation physique et sportive en temps scolaire est une mission qui incombe au personnel de l'Education Nationale, mais dans les écoles maternelles et élémentaires, un personnel qualifié et agréé peut assister l'équipe pédagogique.

Ainsi, la Ville de Montpellier a décidé d'apporter son soutien à l'Education Nationale par la mise à disposition d'équipements sportifs, de matériel et par l'intervention de 13 éducateurs, soit 3 300 heures annuelles.

Ce personnel municipal intervient sur des classes de cycle III des écoles de la Ville de Montpellier. Les conditions générales de l'organisation des interventions, les agréments nécessaires, les responsabilités et les conditions de sécurité sont fixées par convention, annexée à la présente délibération.

Dans ce cadre, la contribution de la Ville de Montpellier à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet mis en œuvre, est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 70 200 € (salaires et achat de matériel pédagogique).

Le montant de cette subvention en nature sera porté aux comptes administratifs de la Ville et de l'Académie de Montpellier.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la convention fixant les modalités d'intervention de la Ville dans le temps scolaires pour l'année 2014-2015 ;
- d'autoriser la mise à disposition à titre gratuit des moyens humains et techniques de la Ville pour les activités d'E.P.S. eu égard à l'intérêt général qu'elles représentent ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 70 200 € ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans les comptes administratifs de la Ville et de l'Académie de Montpellier ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;]

**Monsieur le Maire :** Monsieur ABERT.

**Fabien ABERT :** Monsieur le Maire. Chers collègues. Cette délibération présente une convention de partenariat entre l'Académie de Montpellier et la Ville de Montpellier qui a lieu dans le temps scolaire, et non pas dans le cadre des TAP. C'est une mise à disposition des éducateurs de la Ville qui sont au nombre de 13 pour des cycles d'EPS au sein des différentes écoles maternelles et élémentaires de la ville. C'est une valorisation en nature d'un montant de 70 200 €.

**Monsieur le Maire :** Merci Monsieur ABERT.

**Pour : 61**

**Contre :**

**Abstentions :**

**Adopté à l'unanimité.**

*Mme FRECHE entre en séance.*

## **41- Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2014- 2015**

[

La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire par un partenariat fort avec les associations. C'est aussi en collaboration avec ces associations que la Ville développe sa politique de réussite éducative et de cohésion sociale.

La Ville de Montpellier attribue par an à 270 associations, plus de 70 000 heures de créneaux à titre gratuit, afin qu'elles puissent mener leurs activités et entraînements.

L'offre sportive montpelliéraine est extrêmement riche car diversifiée quant aux publics, aux âges, aux disciplines.

Les critères d'attribution prennent en compte le caractère local, sportif et non lucratif de l'association, l'aspect social des pratiques, la diversification et le développement des disciplines, la participation à des événements locaux, les publics ciblés et le développement du sport comme outil de prévention.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier met en place une convention pour l'attribution des créneaux annuels qui permet de contractualiser et formaliser un fonctionnement et d'afficher la contrepartie financière réelle que contribue l'attribution de créneaux.

Le montant global de la subvention en nature offerte aux associations représente la somme de 3 766 704,27 €.

En effet, ces autorisations d'occupation du domaine public constituent des subventions en nature. Les montants ainsi valorisés (nombres d'heures utilisées x tarif horaire) sont calculés en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du 16 Décembre 2013 fixant les tarifs pour l'exercice 2014 applicables au domaine public occupé.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte de l'occupation du domaine public à titre gratuit, eu égard à l'intérêt que représente la pratique sportive des associations dont la liste est annexée à la présente délibération ;
- d'approuver les subventions en nature valorisables aux montants indiqués sur cette même liste soit 3 766 704,27 € ;
- de dire que ces montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer les conventions afférentes. ]

***Pour : 62***

***Contre :***

***Abstentions :***

***Adopté à l'unanimité.***

*Mme MARSALA sort de séance.*

## **42- Parc de Lunaret**

### **Lancement d'une consultation de maîtrise d'œuvre paysagère**

### **Approbation du projet**

### **Demande de subvention**

Le Zoo de Lunaret, dont la Ville de Montpellier est propriétaire depuis 1910, s'étend sur 60 hectares de garrigues et bois méditerranéen au nord-est de la Ville.

Il propose aux visiteurs tout au long de l'année plus d'un millier d'animaux répartis sur 50 enclos le long de 11 kilomètres de chemins boisés et bordés d'essences et plantes typiques de la région.

Cet espace boisé, aménagé en parc zoologique depuis 1964, connaît un succès croissant : ce sont plusieurs milliers de visiteurs par jour qui s'y rendent tant pour admirer les animaux que pour la qualité du cadre.

Afin de s'assurer de la conformité de l'ensemble de ce site au regard des différentes réglementations qui s'y appliquent, un diagnostic, réalisé à la fin de l'année 2012, sur l'ensemble des installations a notamment mis en avant la nécessité de réorganiser la zone technique, créer des accès supplémentaires dans le parc, créer ou agrandir des cheminements de sécurité à l'intérieur du parc, reprendre ou agrandir les abris ou les enclos des animaux.

Par délibération en date du 22 juillet 2013, une autorisation de programme de 7 285 000 € TTC a été créée pour cette opération. Par délibération en date du 17 février 2014, le conseil municipal autorisait le dépôt et la signature des autorisations d'urbanisme et la passation des marchés pour les travaux de la zone technique.

Il convient désormais de réorganiser l'ensemble du parc au regard des différentes réglementations auquel il est soumis et qui se renforcent : mise aux normes en sa qualité d'établissement recevant du public de type plein air situé dans une zone PPRIF et mise en conformité au titre d'Installation classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Au-delà de la mise aux normes nécessaires, Le programme de cette opération, qui pourra faire l'objet de plusieurs phases de réalisation, est le suivant :

- Amplification de la thématique biodiversité locale ;
- Relance de la ferme pédagogique ;
- Redistribution d'une partie des enclos autour d'un axe reliant l'entrée du parc à la ferme pédagogique.

La Ville de Montpellier propose, dans un souci de cohérence de traitement paysager et technique, de lancer une consultation pour la sélection du concepteur, organisé conformément à l'article 74 du Code des Marchés Publics.

A l'issue de cette procédure, une équipe de maîtrise d'œuvre composée d'un paysagiste mandataire et de bureaux d'étude spécialisés sera sélectionnée pour réaliser la conception et l'exécution des travaux du parc.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme général de l'opération décrit ci-dessus,
  - de lancer une consultation pour le choix du concepteur conformément à l'article 74 du Code des Marchés Publics ;
  - d'autoriser le lancement de toutes les consultations d'études complémentaires nécessaires à cette opération ;
  - de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat, des collectivités territoriales et autres partenaires potentiels ;
  - d'autoriser Mr le Maire ou à défaut l'adjoint délégué, à déposer et à signer les demandes de permis de construire et de démolir et plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
  - de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au BP2014 de la Ville de Montpellier.
- Chapitre 908 - Programme 12D06404ON1 - Nature 2031 – Fonction 232.]

**Monsieur le Maire :** Qui demande des explications auprès de Christophe COUR ? Monsieur DUMONT.

**Christian DUMONT :** C'est une affaire importante puisque, si l'on en croit le texte de la délibération, on évoque une autorisation de programme ayant fait l'objet d'une délibération en date du 22 juillet 2013 à hauteur de plus de 7 M€. On comprend qu'il faille réaménager le parc de Lunaret.

**Monsieur le Maire :** C'est surtout pour la mise en sécurité.

**Christian DUMONT :** Dans une délibération du 17 février 2014, le Conseil municipal autorisait le dépôt et la signature des autorisations d'urbanisme et la passation des marchés pour les travaux de la zone technique. Tous les Montpelliérains qui fréquentent le parc se sont aperçu, depuis de nombreux mois, qu'il fait l'objet de travaux très importants avec l'intervention de pelleteuses, l'aménagement d'enclos et la modification du circuit. Est-ce à dire que cette délibération arrive un peu tard, dans la mesure où les travaux ont déjà été engagés ? Doit-on conclure de cette délibération que les travaux actuels auraient pu débiter sans les études préalables ? S'agit-il d'autres travaux ?

**Monsieur le Maire :** Ce ne sont que les demandes d'aides.

**Christian DUMONT :** D'accord. Ce n'est pas tout à fait mentionné comme cela dans le dispositif.

*Pour : 61*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

### **43- Cinéma municipal Nestor Burma - Dispositif Ecole et cinéma Convention entre la Ville de Montpellier et l'association Les Chiens Andalous**

Le dispositif Ecole et Cinéma, outil d'éducation artistique au cinéma, existe au niveau national depuis 19 ans. Il est soutenu à la fois par le Centre National de la Cinématographie et l'Image Animée sous l'autorité du Ministère de la Culture et de la Communication et de la Direction Générale de l'Enseignement Scolaire du Ministère de l'Education Nationale.

Remarquable du point de vue de sa qualité, de son exigence et de sa rigueur, il a pour but de faire découvrir aux écoliers le cinéma en tant qu'art. Les enseignants et leurs élèves assistent en salle à la projection de films représentant la diversité cinématographique. Cette rencontre avec l'œuvre favorise la formation du jugement, du goût et de la sensibilité et permet de cultiver une attitude de curiosité pour les productions artistiques, patrimoniales et contemporaines.

Depuis 17 ans, l'association Les Chiens Andalous est le coordinateur de ce dispositif en collaboration étroite avec le Centre de Ressources Education à la culture numérique (CRECN), coordinateur Education Nationale, implanté au sein de l'école Georges Simenon, quartier Mas Drevon.

Ce dispositif a la particularité de faire travailler ensemble les salles de cinéma, les établissements scolaires, les enseignants, l'Inspection Académique, la DRAC LR ainsi que les services municipaux. Il concerne près de 10 000 élèves au sein de l'Hérault, dont environ 4000 sur le territoire municipal.

Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif dès sa réouverture en février 2011 et a permis de développer l'accueil des enfants de l'ouest montpellierains, passant de 57 élèves en 2009-2010 à 780 élèves en 2011-2012. Il a renouvelé cet accueil en 2012-2013, avec 730 élèves (33 classes) et en 2013-2014 avec 1138 élèves participant (48 classes).

Le Cinéma municipal Nestor Burma souhaite renouveler cet accueil pour l'année scolaire 2014-2015, souscrivant ainsi aux objectifs d'éducation à l'image et d'équilibre de l'offre pour les établissements implantés à l'ouest de la ville.

Pour cette nouvelle édition, 12 établissements sont déjà pré-inscrits, ce qui représente environ 1394 élèves (63 classes au total).

Ces classes pourront ainsi participer à un parcours cinématographique de trois films pour lesquels la chargée du jeune public accueillera les élèves et présentera chaque séance. Un cahier de notes sur le film sera remis aux enseignants pour travailler en classe des axes de prolongement et chaque élève repartira avec une carte postale et une présentation écrite du film.

La convention prévoit un tarif de 2,50 € par élève, avec un principe de gratuité pour les enseignants et les accompagnateurs.

**Compte tenu de la volonté forte de la Ville de Montpellier de favoriser l'accès des jeunes aux salles et de soutenir l'éducation artistique au cinéma, il est proposé au Conseil municipal de :**

- Approuver la convention jointe en annexe ;



- Entériner le tarif de 2,50 € par élève pour la participation aux séances ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire. ]

**Pour : 58**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

*M. MARTIN sort de séance.*

## **44 - Cinéma municipal Nestor Burma - Dispositif Collège au cinéma Convention entre la Ville de Montpellier et l'association les Chiens Andaloux**

Le dispositif Collège au cinéma est implanté dans le département de l'Hérault depuis l'année scolaire 2000-2001. Il propose aux élèves, de la classe de 6<sup>ème</sup> à celle de 3<sup>ème</sup>, de découvrir des œuvres cinématographiques lors de projections organisées spécialement à leur attention dans les salles de cinéma et de se constituer ainsi les bases d'une culture cinématographique, grâce au travail pédagogique d'accompagnement conduit par les enseignants, les partenaires culturels ainsi que des professionnels.

La participation à cette action repose sur le volontariat des chefs d'établissement et des enseignants qui souhaitent y faire participer leurs classes. Les activités de Collège au cinéma sont inscrites dans le temps et le calendrier scolaires au rythme minimum d'une projection par trimestre.

L'enjeu est de former le goût et de susciter la curiosité de l'élève spectateur par la découverte d'œuvres cinématographiques en salle, dans leur format d'origine, notamment en version originale. Il s'agit également d'offrir, dans le cadre du partenariat entre les Ministères concernés et les collectivités territoriales, des prolongements pédagogiques et des formations, de veiller à l'accès du plus grand nombre d'élèves à la culture cinématographique sur l'ensemble du territoire, de participer au développement d'une pratique culturelle de qualité en favorisant le développement de liens réguliers entre les jeunes et les salles de cinéma, et d'offrir aux enseignants une activité complémentaire leur permettant de développer ou d'approfondir des objectifs de référence inscrits dans les programmes.

Le Centre National de la Cinématographie et de l'Image Animée est chargé de la coordination nationale du dispositif. Les échelons déconcentrés des ministères chargés de la culture et de l'éducation nationale, les Conseils généraux, les établissements cinématographiques et les enseignants volontaires constituent le réseau de Collège au cinéma. Les Conseils généraux accompagnent la mise en œuvre de l'opération sur le terrain. Ils financent les deux interventions de professionnels en classe ainsi que le transport des collégiens vers les salles de cinéma, dans un souci d'aménagement du territoire. L'inspection académique est chargée des relations avec les établissements scolaires (inscriptions des élèves, statistiques) et finance également les stages de formation.

L'association Les Chiens Andaloux est le coordinateur de ce dispositif en collaboration étroite avec le centre de ressources éducation culture numérique, coordinateur Education Nationale, implanté au sein de l'école Georges Simenon, dans le quartier du Mas Drevon.

Ce dispositif a la particularité de faire travailler ensemble les salles de cinéma, les établissements scolaires, les enseignants, l'Inspection Académique, la DRAC LR et le Conseil général de l'Hérault qui l'a inscrit dans son programme d'éducation artistique et culturelle, « Les chemins de la culture », comme l'une des trois priorités d'intervention de la politique culturelle départementale en partenariat avec l'Etat. Il concerne près de 1 900 élèves au sein de l'Hérault, dont environ 550 sur le territoire municipal.

Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif dès sa réouverture, pour l'année scolaire 2011-2012 et a ainsi accueilli 144 élèves (5 classes au total). Il a renouvelé cet accueil en 2012-2013, avec 192 élèves (7 classes) et en 2013-2014 avec 156 élèves participant (6 classes).

Le Cinéma municipal Nestor Burma souhaite renouveler cet accueil pour l'année scolaire 2014-2015, souscrivant ainsi aux objectifs d'éducation à l'image et d'équilibrage de l'offre pour les établissements implantés à l'ouest de la ville.

Pour cette quatrième édition, 4 établissements sont déjà pré-inscrits, ce qui représente environ 157 élèves (6 classes au total). Ces classes pourront donc assister, au sein du Cinéma municipal Nestor Burma, à 3 films, présentés par la chargée du jeune public.

La convention prévoit un tarif de 2,50 € par élève, avec un principe de gratuité pour les enseignants et les accompagnateurs. Après chaque séance en salle, un professionnel du cinéma vient débattre avec la classe des films en fournissant des notions de lecture d'images.

**Compte tenu de la volonté forte de la Ville de Montpellier de favoriser l'accès des jeunes aux salles et de soutenir l'éducation artistique au cinéma, il est proposé au Conseil municipal de :**

- Approuver la convention jointe en annexe ;
- Entériner le tarif de 2,50 € par élève pour la participation aux séances ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire. ]

***Pour : 57***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

## **45- Cinéma municipal Nestor Burma - Dispositif lycéens au cinéma Convention entre la Ville de Montpellier et Languedoc-Roussillon Cinéma**

Le dispositif Lycéens au cinéma est implanté dans la région Languedoc-Roussillon depuis l'année scolaire 2005-2006. Le dispositif a pour objectif de faire évoluer le regard porté par les lycéens sur des cinématographies méconnues, voire rejetées, de développer chez eux une approche critique de l'image et de leur donner la capacité de cerner les enjeux d'un film.

La coordination régionale a été confiée au Festival Cinéma d'Alès et l'opération est accompagnée par des coordinations départementales. Dans le département de l'Hérault, le coordinateur est l'association Languedoc-Roussillon Cinéma.

Ce dispositif à vocation nationale est mis en œuvre dans le cadre de conventions de développement cinématographique et audiovisuel conclues entre l'Etat (CNC et DRAC) et les Régions. Il est donc co-financé par le Ministère de la Culture et les Conseils régionaux.

Ce dispositif a la particularité de faire travailler ensemble les salles de cinéma, les établissements scolaires et les enseignants.

Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif dès son ouverture, pour l'année scolaire 2011-2012 et a ainsi accueilli 235 élèves (9 classes au total). Il a renouvelé cet accueil en 2012-2013, avec 259 élèves et en 2013-2014 avec 72 élèves participant, souscrivant ainsi aux objectifs d'éducation à l'image et d'équilibrage de l'offre pour les établissements implantés à l'ouest de la ville.

Pour cette quatrième édition 2014-2015, 3 établissements sont déjà pré-inscrits, ce qui représente environ 299 élèves (11 classes au total). Ces classes pourront donc assister, au sein du Cinéma municipal Nestor Burma, à 3 films, présentés par la chargée du jeune public.

La convention prévoit un tarif de 2,50 € par élève, avec un principe de gratuité pour les enseignants et les accompagnateurs. Après chaque séance en salle, un professionnel du cinéma vient débattre avec la classe des films en fournissant des notions de lecture d'images.

**Compte tenu de la volonté forte de la Ville de Montpellier de favoriser l'accès des jeunes aux salles et de soutenir l'éducation artistique au cinéma, il est proposé au Conseil municipal de :**

- Approuver le cahier des charges joint en annexe ;
- Entériner le tarif de 2,50 € par élève pour la participation aux séances ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.]

***Pour : 57***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

### **46- Cinéma Nestor Burma Convention avec le CROUS de Montpellier Dispositif Pass Culture**

[Par délibération du 24 juillet 2014, la Ville a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec l'établissement public administratif CROUS de Montpellier, ainsi que l'octroi d'une subvention de 20 000 € pour la mise en oeuvre du projet Pass'Culture.

Le dispositif Pass'Culture permet aux étudiants âgés de 30 ans maximum d'avoir accès à une offre culturelle riche et variée grâce à une politique tarifaire exceptionnelle le leur permettant.

Ouvert depuis février 2011 dans le quartier Celleneuve, le cinéma municipal Nestor Burma s'inscrit naturellement dans le dispositif Pass'Culture auquel il a adhéré dès la rentrée universitaire 2011. Sur présentation de la carte Pass'Culture et d'une contremarque cinéma Pass'Culture, les étudiants pourront ainsi continuer à bénéficier de places au cinéma Nestor Burma au prix préférentiel de 3.70 €, le CROUS prenant à sa charge un montant de 0.80 € par place.

A la fin de chaque mois ou de chaque trimestre, la Ville adressera au CROUS un titre de recettes correspondant au nombre de places délivrées au guichet au tarif Pass'Culture, soit 4.50 €.

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver la convention de partenariat entre la Ville et le CROUS, jointe en annexe, pour le renouvellement de la participation du cinéma Nestor Burma au dispositif Pass'Culture, pour l'année universitaire 2014-2015 ;
- D'entériner ce tarif Pass'Culture pour l'année 2015 ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. ]

***Pour : 57***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

### **47- Agora des Savoirs 6ème saison Cycle de conférences 2014 – 2015**

## Agora Junior

Par délibération du 5 octobre 2009, le Conseil Municipal a validé la création de l'Agora des savoirs. L'Agora des Savoirs est une grande manifestation populaire axée sur la diffusion et le partage des connaissances scientifiques et des dernières avancées de la recherche. Ouverte à tous et gratuite, elle met en lumière le rôle si nécessaire du chercheur dans nos sociétés, et souhaite contribuer à faire connaître les différentes disciplines du savoir humain.

Lors des cinq premières saisons, l'Agora des Savoirs a reçu plus de 120 conférenciers et plus de 57.000 spectateurs. Des partenariats avec la radio associative Divergence FM et la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier ont contribué à élargir l'auditoire de la manifestation par des diffusions radiophoniques et des diffusions vidéos, sur internet.

Pour sa 6<sup>e</sup> saison, l'Agora des Savoirs souhaite renouer avec le dispositif de l'Agora Junior et par là-même aller plus loin dans son projet et étendre le principe de la diffusion des connaissances aux élèves du primaire. Concrètement il s'agit de permettre à des conférenciers qui l'ont souhaité, le lendemain de leur conférence grand public, d'intervenir sur un mode pédagogique auprès d'élèves des écoles du primaire. Ce procédé, adopté lors des saisons 2 et 3, avait rencontré un franc succès auprès des élèves comme des conférenciers. Il permet de plus de sensibiliser un nouveau public et de nouveaux quartiers à la manifestation.

Ces rencontres seront organisées en dialogue avec le Rectorat d'Académie et la Direction de l'Education. Les classes seront sélectionnées selon les propositions faites et dans le respect d'une répartition juste sur le territoire montpelliérain, avec l'objectif de permettre un accès égal aux rencontres à toutes les écoles de la Ville.

Les frais d'hébergement, de transports, de restauration, et la participation à l'Agora des Savoirs sont inclus dans la rémunération de leur intervention grand public de l'Agora des Savoirs du mercredi. La participation des conférenciers se fera donc sur la base du volontariat.

Afin de préparer les classes sélectionnées, la Ville offrira à chaque élève concerné un exemplaire d'un livre du conférencier ou en rapport avec la thématique abordée par celui-ci, pour un montant maximum de 5000 € (cinq mille euros) pour l'ensemble de la saison.

### **Il est proposé au Conseil Municipal :**

- De valider le principe de l'Agora des Savoirs Junior pour le cycle de conférences 2014-2015.
- D'autoriser l'achat des livres à destination des élèves d'école primaire dans le cadre de la préparation de la venue des conférenciers dans leur classe.
- De prélever ces dépenses sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923. ]

**Monsieur le Maire :** Monsieur Cédric DE SAINT-JOUAN, avec qui nous avons ouvert la sixième saison hier. Je remercie tous les élus qui étaient présents.

**Cédric DE SAINT-JOUAN :** C'est une manifestation qu'on ne présente plus, puisque tout le monde la connaît. Il s'agit d'un cycle de 24 conférences effectuées par des enseignants, des chercheurs qui vulgarisent leur savoir. Dans le cas de l'affaire 47, on parle de l'Agora des Savoirs Junior. Le lendemain de leur conférence, certains conférenciers sont invités à se rendre dans les écoles primaires afin de présenter leur savoir à des élèves. C'est un dispositif qui n'a pas eu lieu ces deux dernières années, mais les deux années auparavant. Il est remis à jour.

Dans cette affaire, il nous est demandé :

- de valider le principe de l'Agora des Savoirs Junior pour le cycle de conférences 2014-2015 ;
- d'autoriser l'achat des livres à destination des élèves d'école primaire dans le cadre de la préparation de la venue des conférenciers dans leur classe.

**Monsieur le Maire :** Merci. Qui demande des explications supplémentaires ? Madame CANAUD.

**Nancy CANAUD** : Est-ce que les classes des établissements privés sous contrat font partie du choix ?

**Monsieur le Maire** : A ma connaissance, non, mais pourquoi pas.

**Cédric DE SAINT-JOUAN** : Je suis d'accord avec cela. Je n'ai pas la réponse, mais je chercherai à y répondre. Je ne vois pas de raison de faire de différenciation entre les deux types d'écoles.

*Pour : 57*

*Contre :*

*Abstentions : 3*

*Adopté à l'unanimité.*

*M. MARTIN entre en séance.*

*M. KRZYZANSKI sort de séance.*

## **48- Agora des Savoirs 6ème saison**

### **Cycle de conférences 2014 – 2015**

#### **Partenariats – Divergence FM / Maison des Sciences de l'Homme**

[ Par délibération du 5 octobre 2009, le Conseil Municipal a validé la création de l'Agora des savoirs. L'Agora des Savoirs est une grande manifestation populaire axée sur la diffusion et le partage des connaissances scientifiques et des dernières avancées de la recherche. Ouverte à tous et gratuite, elle met en lumière le rôle si nécessaire du chercheur dans nos sociétés et souhaite contribuer à faire connaître les différentes disciplines du savoir humain.

Lors des cinq premières saisons, l'Agora des Savoirs a reçu plus de 120 conférenciers et plus de 57.000 spectateurs. Des partenariats avec la radio associative Divergence FM et la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier ont contribué à élargir l'auditoire de la manifestation par des diffusions radiophoniques et des diffusions vidéos, sur internet.

Le programme de cette sixième saison 2014 - 2015 de l'Agora des Savoirs a été élaboré en lien avec le conseil scientifique composé d'une quarantaine d'enseignants et de chercheurs issus des trois universités et des centres de recherche de Montpellier. Ces conférences, au nombre de 24, se dérouleront au Centre Rabelais, les mercredis, du 5 novembre 2014 au 27 mai 2015. Les conférenciers invités sont au nombre de 27 étant donné que trois des conférences seront prononcées à deux voix.

Pour sa 6<sup>e</sup> saison, l'Agora des Savoirs proposera un cycle de conférence autour du thème « (R)évolutions ». Chaque mercredi une conférence sera donnée sur un objet du savoir se rattachant à ce concept, et permettra de convoquer, semaine après semaine, de nombreuses disciplines.

Afin de permettre au plus grand nombre d'avoir accès à l'ensemble des conférences il est prévu de diffuser les 24 conférences, d'une part sous la forme de vidéos conférences en différé sur le site de la Ville [www.montpellier.fr](http://www.montpellier.fr), et en direct sur Dailymotion et, d'autre part, sous la forme d'un programme radiophonique en direct.

À cet effet deux partenariats de co-production sont envisagés avec :

- La Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier (MSH – M), groupement d'intérêt scientifique agissant pour le compte du Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur Sud de France (PRES Sud de France), qui procédera à la captation des 24 conférences filmées qui se dérouleront au Centre Rabelais. Elles seront diffusées en différé et en direct. La co-production en différé est prise en charge sur les lignes budgétaires de la Ville dédiées à la Culture et au Patrimoine, et la co-production en direct est prise en charge sur les lignes budgétaires consacrées à la Communication. La convention est jointe en pièce annexe.

- L'association Croqu'Oreilles - Divergence.FM, juridiquement constitué en association loi de 1901, radio montpelliéraine, qui procédera quant à elle, à la radio diffusion en direct des 24 conférences sur ses ondes. Cette co-production est prise en charge sur les lignes budgétaires de la Ville dédiées à la Culture et au Patrimoine. La convention est également jointe en pièce annexe.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver les partenariats de co-production avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier pour un montant de 24 971,31 euros TTC, et avec Divergence FM pour un montant de 16 720 € TTC ;
- De prélever au budget de la Ville, d'une part sur les crédits relatifs à la Culture et au Patrimoine (fonction 923), la somme de 20 676,71 euros et, d'autre part sur les crédits relatifs à la Communication (ligne de crédit 14499, CRB 125) la somme de 4 294,60 euros ;
- D'autoriser Monsieur Le Maire, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.]

**Monsieur le Maire :** Dites-nous un petit mot, Monsieur DE SAINT-JOUAN, s'il vous plaît.

**Cédric DE SAINT-JOUAN :** L'agora des Savoirs compte quatre partenariats :

- la librairie Sauramps,
- Montpellier Plus qui fait un article sur le conférencier chaque mercredi,
- la Maison des Sciences de l'Homme qui enregistre les conférences,
- l'association Croqu'Oreilles - Divergence.FM qui retransmet les conférences en direct.

Toutes les conférences sont retransmises sur le site Internet de la Ville. Chaque conférence compte près de 400 spectateurs physiques. Ces conférences sont visionnées 10 000 fois chacune. Sur 24 conférences, cela représente 240 000 vues, ce qui est un énorme succès.

**Monsieur le Maire :** Merci à Antoine COMPAGNON, professeur au Collège de France, qui a été brillant hier soir.

*Pour : 57*

*Contre :*

*Abstentions : 3*

*Adopté à l'unanimité.*

## **49- Agora des Savoirs, 6e saison Partenariat avec la librairie Sauramps Cycle de conférences 2014 - 2015**

Le succès de l'Agora des savoirs, qui ne s'est jamais démenti au cours de ces cinq premières saisons, démontre, de manière indiscutable, le grand intérêt que porte le public montpelliérain aux humanités et à la connaissance scientifique.

Dès la première édition, la Ville de Montpellier a tenu à placer au cœur de ce dispositif le livre – et en particulier l'essai –, en tant que support privilégié de partage des connaissances, objet de savoir et de plaisir.

Partenaire dès l'origine du projet, la librairie Sauramps est ainsi présente, chaque mercredi soir, dans le hall du Centre Rabelais pour présenter un choix d'ouvrages du conférencier et plus particulièrement ceux qui concernent le sujet traité par son intervention. Se voit ainsi valorisé le rôle du libraire spécialisé en tant que médiateur indispensable, apte à proposer une bibliographie adéquate. Cela permet aussi et surtout de répondre à une demande du public montpelliérain qui souhaite pouvoir prolonger par la lecture sa connaissance et sa découverte du thème traité.

Ce partenariat s'explique par le rôle que joue la librairie Sauramps depuis de très nombreuses années dans la valorisation et la mise à disposition du type d'ouvrages précisés ci-dessus (essais, livres universitaires, humanités et sciences humaines, sciences et techniques...). Sa légitimité dans le domaine du débat d'idées, de la vulgarisation scientifique et de la spécialisation universitaire, en fait un partenaire essentiel de l'Agora des savoirs.

À cette fin la Ville de Montpellier met à sa disposition, chaque mercredi soir, un espace dans le hall d'entrée du Centre Rabelais pour y présenter les ouvrages des conférenciers. La librairie Sauramps accompagne quant à elle la manifestation en consacrant un espace à la promotion des livres des conférenciers au sein de son magasin du Triangle, tout le long de la saison. Elle diffuse le programme aux accueils de ses magasins Sauramps Triangle, Sauramps Odyssée et Sauramps au Musée. Elle met en ligne sur son site internet la programmation de chaque saison, en échange de quoi la Ville lui offre l'opportunité de mettre également en ligne les vidéos des conférences déjà passées. Elle annonce enfin sur son programme papier de rencontres et de manifestations mensuelles les conférences du mois, en indiquant leur titre, le nom du conférencier, la date, l'heure et le lieu.

En complément des partenariats de la Ville de Montpellier avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier, la radio Divergence FM et le quotidien gratuit DirectMatin Montpellier Plus, la convention de partenariat que nous proposons de passer avec la librairie Sauramps complète l'ensemble des moyens de diffusion et de promotion du programme de l'Agora des Savoirs.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire. ]

*Pour : 57*

*Contre :*

*Abstentions : 3*

*Adopté à l'unanimité.*

## **50- Théâtre Jean Vilar Convention avec le CROUS de Montpellier Dispositif Pass'Culture**

[Par délibération du 24 juillet 2014, la Ville a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec l'établissement public administratif CROUS de Montpellier, ainsi que l'octroi d'une subvention de 20 000 € pour la mise en oeuvre du projet Pass'Culture.

Le dispositif Pass'Culture permet aux étudiants âgés de 30 ans maximum d'avoir accès à une offre culturelle riche et variée grâce à une politique tarifaire exceptionnelle le leur permettant.

Directement rattaché à la Ville depuis janvier 2011, le théâtre Jean Vilar s'inscrit naturellement dans ce dispositif.

Sur présentation de la carte Pass'Culture et contre remise d'une contremarque, les étudiants pourront bénéficier de places au tarif préférentiel de 9.50 € (contre 11 € pour le tarif public étudiant) et ne payer que 5 €, le CROUS prenant en charge la différence de 4.50 €.

A la fin de chaque mois ou de chaque trimestre, la Ville adressera au CROUS un titre de recettes correspondant au nombre de places délivrées au guichet au tarif Pass'Culture, conformément au tableau de compensation présenté à l'article 5 de la convention, ligne 2.

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver la convention de partenariat entre la Ville et le CROUS, jointe en annexe, pour le renouvellement de la participation du théâtre Jean Vilar au dispositif Pass'Culture, pour l'année universitaire 2014-2015 ;
- D'entériner ce tarif Pass'Culture de 9.50 € pour l'année 2015, dont 4.50 € pris en charge par le CROUS ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. ]

**Pour : 57**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

## **51 - Attribution de subventions 2014**

### **Annulation de la subvention pour projet attribuée l'association Les Galeries de Montpellier, et attribution d'une subvention pour fonctionnement**

¶ Dans le cadre de sa politique active de partenariats avec les associations, la Ville de Montpellier a attribué, lors de la séance du Conseil municipal du 24 juillet 2014, une subvention de 7000 € à l'association Les Galeries de Montpellier.

Cette subvention, votée dans le cadre du projet d'organisation du salon du dessin Drawing Room, ne peut être versée au titre de l'exercice 2014, puisque cette rencontre ne sera pas organisée cette année, remplacée par le développement des outils d'accompagnement des lieux de diffusion de l'art contemporain.

Ainsi, l'association Les Galeries de Montpellier propose-t-elle une nouvelle stratégie de développement visant à promouvoir les lieux et leur articulation, espaces fondamentaux de valorisation de la création montpelliéraine dans le domaine de l'art contemporain.

Les Galeries de Montpellier proposeront la création :

- d'un répertoire des lieux ;
- d'enseignes à apposer sur les façades identifiant et labellisant les galeries partenaires ;
- d'un support de diffusion de l'actualité des galeries sur un rythme trimestriel.

L'édition 2015 de Drawing Room, évènement montpelliérain important, s'appuiera sur ce réseau pour renforcer le tissu associatif de l'art contemporain.

Il est donc proposé, afin d'accompagner Les Galeries de Montpellier dans sa démarche de structuration, de lui attribuer, au titre du fonctionnement, la subvention qui est annulée au titre du projet Drawing Room.

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'annuler l'attribution de subvention de 7000 € pour projet à l'association Les Galeries de Montpellier, prévue au budget 2014
- d'attribuer une subvention de fonctionnement de 7000 € à l'association Les Galeries de Montpellier sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 7000 € ;
- d'approuver la convention de partenariat type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.]

**Monsieur le Maire :** Il s'agit de retirer la subvention donnée à l'association Les Galeries et de la reporter sur l'année 2015 pour l'organisation du dessin qui aura lieu à la Panacée.



**Pour : 57**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

*Mme MARSALA entre en séance.*

## **52- Opération Campus**

### **Gestion intégrée des eaux pluviales**

### **Autorisation de demande de subvention**

[  
L'Opération Campus, est un projet ambitieux mené par les universités de Montpellier en partenariat avec les collectivités locales (notamment la Région Languedoc-Roussillon et la Ville de Montpellier). Le dossier porté par le Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES) comprend un volet « universitaire » proprement dit consistant à réinvestir fortement le patrimoine universitaire lui-même. Il est piloté soit par le PRES, soit sous maîtrise d'ouvrage de la Région, s'accompagnant d'un volet « urbain » qui vise à intégrer le campus dans la ville par une forte requalification de l'espace public, dont la maîtrise d'ouvrage sera principalement assurée par la Ville de Montpellier.

Cette opération d'envergure s'étend sur une emprise de 44 ha située dans la partie amont du bassin versant du Verdanson particulièrement exposé aux phénomènes de ruissellement urbain et de saturation des réseaux d'assainissement des eaux pluviales.

Ces travaux d'aménagement urbain représentent ainsi une opportunité de promouvoir la rétention à la source en mettant en œuvre des techniques innovantes de collecte des eaux pluviales (noues, bassins de rétention, ...) visant à compenser l'imperméabilisation de ce secteur densément urbanisé.

Suite à une étude hydraulique globale réalisée en 2012 et actualisée en 2014, le principe d'aménagement retenu consiste à réaliser plusieurs ouvrages de rétention en mettant en œuvre différentes techniques adaptées aux usages de chaque site : noues, bassins à ciel ouvert paysagés ou bassins enterrés en structure alvéolaire ultralégère (SAUL). Le volume global de rétention est de l'ordre de 30 000 m<sup>3</sup>.

Les projets seront réalisés et financés par les différents maîtres d'ouvrages : PRES, Région, CNRS, Ville.

La Ville sera maître d'ouvrage pour la réalisation du bassin de rétention situé place Eugène Bataillon, la création de noues et la reprise des réseaux publics d'alimentation des bassins pour un montant de 525 000€ HT. Le montage financier de l'ensemble du dispositif hydraulique est en cours de mise au point, l'engagement de la Ville est conditionné par celui de ses partenaires et par ses possibilités budgétaires.

Dans le cadre de l'appel à projets lancé par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour la « Lutte contre la pollution pluviale », les actions visant à retenir les eaux pluviales à la source par des techniques alternatives peuvent être subventionnées à hauteur de 50 %.

Sous réserve de l'obtention des aides, la répartition du financement de l'opération sera la suivante :

- Agence de l'Eau (50 % du montant HT) : 262 500 €
- Ville de Montpellier (50 % du montant HT) : 262 500 €

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de solliciter l'aide financière auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire ]

*Pour : 61*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

### **53 - Accompagnement des manifestations en milieu festif - Demande de subvention dans le cadre des Estivales 2014 -**

¶ Dans le cadre de son Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), la Ville de Montpellier a mis en place une commission de travail dédiée aux addictions et conduites à risques.

Un des axes opérationnels de cette commission est de prévenir et réduire les risques liés aux consommations d'alcool (ou autres produits) aux moments de la semaine ou de l'année plus particulièrement fréquentés.

C'est pourquoi, lors de la manifestation des Estivales 2014 qui s'est déroulée du 4 juillet au 5 septembre, un dispositif d'accompagnement, d'information et de sensibilisation de la population s'est déployé sur l'espace public et plus précisément sur la Comédie et l'esplanade Charles de Gaulle avec l'appui de l'association Avenir Santé 34.

Le financement de ce dispositif peut faire l'objet d'une demande subvention auprès de la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue Et les Conduites Addictives (MILDECA - Anciennement avant 2014, MIDLT) qui coordonne, anime et soutient les efforts des partenaires publics dans tous les domaines de la lutte contre les addictions (drogues, toxicomanies, alcool).

**En conséquence, nous demandons au Conseil Municipal :**

- De solliciter une subvention de 5 000 € auprès des services de l'Etat dans le cadre de la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue Et les Conduites Addictives (MILDECA),
- D'autoriser M. le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ]

*Pour : 61*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

### **54- Kiosques Fleuriste - Conventions d'occupation du domaine public - Désignation de l'occupant du kiosque n°2 - Indexation annuelle des loyers des kiosques**

¶ Un avis d'appel à candidatures pour la concession du kiosque à fleuriste n°2 vacant allée Paul Boulet a été lancé pour en désigner le futur exploitant. A la clôture de l'appel à candidatures, trois dossiers ont été déposés : M Laurent Sintès (société Florimarket), Mme Emmanuelle Sirvent (concessionnaire du kiosque à fleuriste n°5), Mme Caroline Bruguière.

Les trois projets ont été analysés au regard des critères suivants indiqués dans l'appel à candidature :

- Dossier personnel : expérience professionnelle dans le domaine, motivation du candidat.
- Dossier commercial : gamme de produits proposés, politique tarifaire, horaires d'ouverture, cohérence du projet par rapport au lieu
- Dossier financier : viabilité économique du projet, montant des investissements prévus et durée d'amortissement

A l'issue de l'analyse des candidatures, il ressort que la proposition de M. Sintès est celle présentant le plus d'intérêt au vu des critères ci-dessus. M. Sintès a une forte expérience professionnelle dans le domaine acquise dans les grandes enseignes de la fleur et possède déjà un établissement Florimarket dans le quartier Port Marianne. Le dossier commercial proposé (fleurs à la botte, plantes en lots) est intéressant tant sur le plan de l'offre de produits que sur l'aspect tarifaire (prix inférieurs de 35 % par rapport à un fleuriste traditionnel) permettant un positionnement différent des trois autres fleuristes déjà implantés et une diversité de l'offre commerciale. Le kiosque aura un visuel couleur marqué calqué sur celui de l'enseigne de Florimarket.

La concession porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixé à 3 160 € annuel.

L'indexation annuelle de la redevance des kiosques fleuristes est actuellement déterminée à partir de l'évolution de l'indice Insee à la construction entraînant des fluctuations importantes de loyers selon les années. Il est proposé pour l'ensemble des kiosques à usage de fleuriste de fixer l'augmentation de loyer à 2 % par an.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider l'attribution de la concession du kiosque n°2 à M Laurent Sintès,
- D'approuver le projet de convention joint,
- De fixer à 2 % l'augmentation annuelle du loyer de l'ensemble des kiosques à fleuristes attribués à M Albouy, Mme Sirvent et Mme Teyssier,
- D'approuver les projets d'avenants aux conventions de M Albouy, Mme Sirvent et Mme Teyssier,
- D'autoriser monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document utile cet affaire. ]

**Monsieur le Maire :** Faites-nous un petit point, Madame ROUSSEL-GALIANA.

**Brigitte ROUSSEL-GALIANA :** Monsieur le Maire. Chers collègues. Il s'agit du kiosque n°2, qui est vacant depuis deux ans. Il fallait le rentabiliser. Je pense que vous en serez satisfaits. Il a fait l'objet d'un appel à candidatures afin d'y installer un nouveau fleuriste. Celui-ci a été choisi pour ses compétences personnelles et pour la diversité des plantes et des fleurs qu'il allait apporter parmi les autres fleuristes. C'est une personne qui s'engage à vendre des fleurs environ 35 % moins cher que d'autres. C'est intéressant pour le consommateur.

Par voie d'avenant, il nous est proposé, en outre, de ramener à tous kiosques fleuristes l'augmentation annuelle des loyers à un fixe annuel de 2 %, au lieu de se référencer à l'indice de la construction.

**Monsieur le Maire :** Merci Madame ROUSSEL-GALIANA, et merci pour tout le travail que vous faites avec tous les commerçants de Montpellier.

**Brigitte ROUSSEL-GALIANA :** Merci Monsieur le Maire.

**Monsieur le Maire :** Il est important de travailler avec l'ensemble des commerçants de Montpellier dans le cadre des associations de commerçants et des partenariats avec les autres commerçants.

**Pour : 58**

**Contre :**

**Abstentions :**

**Adopté à l'unanimité.**

## **55- PROTECTION FONCTIONNELLE**

### **Elus et agents de la commune**

[

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l'élu est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l'élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- prise en charge des honoraires d'avocats utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure sur justificatifs ;
- prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service, notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

### **Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- d'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, prise en charge des condamnations civiles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227 - 920 200. ]

**Monsieur le Maire :** La première fois, on avait râlé parce qu'il y avait une protection pour le Maire. Maintenant, la protection s'adresse à tous les agents, ce qui est normal. Nous ne sommes pas fous. Nous faisons les choses étape par étape.

**Pour : 58**

**Contre :**

**Abstentions :**

**Adopté à l'unanimité.**

## **56- Modification du tableau des effectifs**

### **I – Créations de postes :**

#### **Filière administrative :**

Cadre d'emplois des Attachés territoriaux : création de deux postes

Adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe : Création de trois postes

#### **Filière technique :**

Ingénieur : Création de deux postes

Technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe : Création d'un poste

Technicien: création de quatre postes

Adjoint technique de 1<sup>ère</sup> classe : Création d'un poste

### **II - Ouverture de poste à des agents non titulaires :**

#### **Direction des Relations Internationales :**

Un poste du cadre d'emplois des Attachés à temps complet est vacant sur des fonctions de Directeur adjoint à la Direction des Relations Internationales. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

#### **Direction Architecture Immobilier :**

Un poste d'Ingénieur à temps complet est vacant sur des fonctions de Responsable adjoint du service Conduite d'opérations. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à HEB

#### **Direction de la Proximité Citoyenneté:**

Un poste du cadre d'emplois des attachés territoriaux à temps complet est créé sur des fonctions de Directeur de la citoyenneté proximité. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des attachés et des administrateurs territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à HED

#### **Direction de la Proximité Citoyenneté:**

Un poste de Directeur adjoint de la citoyenneté proximité à temps complet est vacant. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au

recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des attachés et des administrateurs territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à HED

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs. ]

**Monsieur le Maire :** Qui veut des explications supplémentaires auprès de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, adjoint au Maire délégué au personnel ?

**Pour : 55**

**Contre : 3**

**Abstentions :**

**Adopté à la majorité.**

## **57- Délibération relative aux indemnités de régisseur**

[Les régisseurs d'avance et de recette peuvent percevoir une indemnité pour cette fonction, sous réserve d'une délibération du conseil municipal.

L'assemblée délibérante de la collectivité fixe les taux de l'indemnité de responsabilité des régisseurs dans la limite des taux dont bénéficient les régisseurs des organismes publics.

Il est proposé au conseil municipal de voter les montants suivants en euros, conformément à l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 :

REGISSEURS D'AVANCES	REGISSEURS DE RECETTES	REGISSEURS D'AVANCES ET DE RECETTES	MONTANT de l'indemnité de responsabilité annuelle
Montant maximum de l'avance pouvant être consentie	Montant moyen des recettes encaissées mensuellement	Montant total du maximum de l'avance et du montant moyen des recettes effectuées mensuellement	
Jusqu'à 1.220	Jusqu'à 1.220	Jusqu'à 2.440	110
De 1.221 à 3.000	De 1.221 à 3.000	De 2.441 à 3.000	110
De 3.001 à 4.600	De 3.001 à 4.600	De 3.001 à 4.600	120
De 4.601 à 7.600	De 4.601 à 7.600	De 4.601 à 7.600	140
De 7.601 à 12.200	De 7.601 à 12.200	De 7.601 à 12.200	160
De 12.201 à 18.000	De 12.201 à 18.000	De 12.201 à 18.000	200
De 18.001 à 38.000	De 18.001 à 38.000	De 18.001 à 38.000	320
De 38.001 à 53.000	De 38.001 à 53.000	De 38.001 à 53.000	410
De 53.001 à 76.000	De 53.001 à 76.000	De 53.001 à 76.000	550

De 76.001 à 150.000	De 76.001 à 150.000	De 76.001 à 150.000	640
De 150.001 à 300.000	De 150.001 à 300.000	De 150.001 à 300.000	690
De 300.001 à 760.000	De 300.001 à 760.000	De 300.001 à 760.000	820
De 760.001 à 1.500.000	De 760.001 à 1.500.000	De 760.001 à 1.500.000	1.050
Au-delà de 1.500.000	Au-delà de 1.500.000	Au-delà de 1.500.000	46
			(par tranche de 1,5 millions supplémentaires)

**Il est proposé en conséquence au Conseil Municipal :**

- D'adopter les dispositions susvisées ;
- De prévoir l'inscription des dépenses correspondantes au budget du personnel. ]

**Pour : 55**

**Contre : 3**

**Abstentions :**

**Adopté à la majorité.**

*Mme BODKIN (avec la procuration de Mme YAGUE), Mme KNAPNOUGEL entrent en séance.*

*M. EL KANDOUSI, Mme DEMON (avec la procuration de M. LARUE) sortent de séance.*

## **58- Exercice 2014 - Modification des Autorisations de Programme**

Par délibération n°2012/632 du 17 décembre 2012, la Ville a adopté le règlement de gestion financière des dépenses d'équipement en Autorisation de Programme (AP) / Crédits de Paiement (CP).

Comme indiqué dans ce règlement, les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil Municipal par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Par délibérations n°2013/2 du 4 février 2013, n°2013/310 du 22 juillet 2013, n°2013/449 du 7 octobre 2013, n°2013/567 du 16 décembre 2013 et n°2014/314 du 24 juillet 2014, le Conseil Municipal a approuvé la création d'Autorisations de Programme pour un montant total de 233.7 millions d'euros.

Suite au changement de taux de TVA passant de 19.6% à 20%, il est nécessaire d'ajuster le montant de l'Autorisation de Programme Théroigne de Méricourt qui arrive à son terme :

N°	Programme	AP BP 2014	AP à la DM1 2014	AP globale et proposée 2014
2013I33	THEROIGNE DE MERICOURT	1 811 000	+ 3 600	1 814 600

Le montant de chacune des Autorisations de Programme pour 2014 est annexé à la présente délibération.

**En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :**

- approuver l'augmentation de l'Autorisation de Programme Théroigne de Méricourt pour un montant de 3 600 euros.

- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document se rapportant à cette affaire. ]

**Monsieur le Maire :** Qui demande des explications supplémentaires auprès de Monsieur LEVITA ? Madame JAMET.

**France JAMET :** Ce n'est pas que nous sommes perfectionnistes, mais nous avons calculé ensemble ce fameux taux de TVA qui passerait de 19,6 % à 20 %. Celui-ci doit être effectué sur la base de 1 811 000 € ?

**Max LEVITA :** Je présume, Madame JAMET, que vous savez faire une multiplication.

**France JAMET :** Je n'arrive pas au même résultat, puisque vous arrivez à 3 600 €, et nous à 7 244 €.

**Max LEVITA :** Vous me posez une question précise. Il est vrai que nous avons inscrit 1 811 000 € en autorisation de programme. La modification de 19,6 % à 20 % ne porte pas sur la totalité de l'opération, mais sur ce qui est fait au cours de l'année 2014.

**France JAMET :** Nous n'avons pas le pourcentage de réalisation ?

**Max LEVITA :** Si 0,4 % représente 3 600 €, vous n'avez qu'à multiplier par 250 pour savoir.

**France JAMET :** C'est donc moitié moins. Au mois de novembre, nous avons réalisé la moitié des autorisations de programme.

**Max LEVITA :** Voilà. Merci Madame.

**Pour : 55**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

*Mme DEMON (avec la procuration de M. LARUE), M. KRZYZANSKI entrent en séance.  
M. YOUSSEF (avec la procuration de Mme MARION) sortent de séance.*

## **59- Exercice 2014 - Décision Modificative n°1 du Budget Principal de la Ville de Montpellier**

¶ Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2014, il convient de procéder à des ajustements de crédits en dépenses et en recettes conformément à la nomenclature M14.

Les intempéries des 29 septembre et 6 octobre dernier ont provoqué des dégâts importants dans plusieurs établissements de la Ville. Il convient de procéder rapidement aux réparations de remise en état.

Le montant total des réparations prévues dans cette Décision Modificative s'élève à 2.86 millions d'euros (0.61M€ en fonctionnement et 2.25M€ en investissement).

### **1. Section de fonctionnement**

Les ajustements de crédits en fonctionnement s'équilibrent en dépenses et en recettes à 694 080 euros. Ils permettent notamment de dégager un autofinancement supplémentaire de 1 839 695 euros. Ils se décomposent de la façon suivante :

#### **Recettes de fonctionnement**

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
----------	----------	--------	---------	---------



920	020	77	PRODUITSEXCEPTIONNELS	151 551.00
920	024	75	AUTRES PRODUITSDEGESTION COURANTE	31 000.00
920	022	74	DOTATIONSET PARTICIPATIONS	104 910.00
921	112	75	AUTRES PRODUITSDEGESTION COURANTE	72 440.00
923	313	74	DOTATIONSET PARTICIPATIONS	104 760.00
923	323	74	DOTATIONSET PARTICIPATIONS	21 924.00
925	520	74	DOTATIONSET PARTICIPATIONS	26 000.00
926	64	74	DOTATIONSET PARTICIPATIONS	16 640.00
928	816	74	DOTATIONSET PARTICIPATIONS	160 000.00
929	91	70	PRODUITSDES SERVICES DU DOMAINEET VENTES DIVERSES	- 50 000.00
929	91	74	DOTATIONSET PARTICIPATIONS	30 000.00
929	91	75	AUTRES PRODUITSDEGESTION COURANTE	- 250 000.00
929	91	77	PRODUITSEXCEPTIONNELS	18 970.00
931		78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTSET PROVISIONS	300 000.00
932		74	DOTATIONSET PARTICIPATIONS	- 44 115.00
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>694 080.00</b>

## Dépenses de fonctionnement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
920	020	60	ACHATSET VARIATION DES STOCKS	- 170 000.00
920	020	61	SERVICES EXTERIEURS	53 230.00
920	020	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	- 4 000.00
920	020	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 498 000.00
920	020	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	89 666.00
920	021	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 125 000.00
920	023	64	CHARGES DE PERSONNEL	32 000.00
920	025	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	- 53 117.00
921	112	60	ACHATSET VARIATION DES STOCKS	26 000.00
921	112	61	SERVICES EXTERIEURS	20 000.00
921	112	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 21 840.00
922	211	60	ACHATSET VARIATION DES STOCKS	- 50 000.00
922	212	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 275 000.00
922	213	61	SERVICES EXTERIEURS	258 900.00
922	251	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 60 000.00
923	30	60	ACHATSET VARIATION DES STOCKS	- 30 000.00
923	30	61	SERVICES EXTERIEURS	95 000.00
923	30	64	CHARGES DE PERSONNEL	8 000.00
923	312	64	CHARGES DE PERSONNEL	10 000.00
923	323	61	SERVICES EXTERIEURS	21 924.00
924	422	60	ACHATSET VARIATION DES STOCKS	- 20 000.00
924	422	61	SERVICES EXTERIEURS	4 000.00
924	422	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	4 600.00
924	422	64	CHARGES DE PERSONNEL	2 000.00
925	520	61	SERVICES EXTERIEURS	- 72 000.00
925	520	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	- 350 000.00
925	524	61	SERVICES EXTERIEURS	- 225 000.00
926	64	61	SERVICES EXTERIEURS	18 600.00
926	64	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 69 160.00

928	810	64	CHARGES DE PERSONNEL	6 500.00
928	816	61	SERVICES EXTERIEURS	100 000.00
928	820	64	CHARGES DE PERSONNEL	2 000.00
928	822	61	SERVICES EXTERIEURS	- 346 000.00
928	822	64	CHARGES DE PERSONNEL	3 500.00
928	823	61	SERVICES EXTERIEURS	50 000.00
929	91	60	ACHATSET VARIATION DES STOCKS	18 970.00
929	91	61	SERVICES EXTERIEURS	38 612.00
929	91	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	60 000.00
931		68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTSET PROVISIONS	300 000.00
933		63	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	15 000.00
936		656	FRAIS FONCT. DES GROUPES D'ELUS	- 15 000.00
939		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	1 839 695.00
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>694 080.00</b>

## 2. Section d'investissement

Les ajustements de crédits s'équilibrent en dépenses et en recettes d'investissement à 624 793 euros.  
Ils permettent de diminuer le recours à l'emprunt pour un montant de 19 623 472 euros.

Ils se décomposent de la façon suivante :

### **Recettes d'investissement**

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
900	020	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	37 500.00
901	112	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	148 800.00
902	213	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 221 669.00
904	411	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	34 000.00
904	414	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	28 944.00
906	64	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	80 208.00
908	821	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	134 647.00
908	822	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	- 36 926.00
908	823	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	- 100 000.00
908	824	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	- 5 852 482.00
909	91	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	164 300.00
911		16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	75 251.00
911		27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 325 000.00
95		024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION	16 147 659.00
911		1641	RECOURS A L'EMPRUNT	- 19 623 472.00
919		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	1 839 695.00
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>				<b>624 793.00</b>

### **Dépenses d'investissement**

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
900	020	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	- 100 000.00

900	020	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	311 754.00
902	211	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- 262 500.00
902	213	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	250 000.00
902	213	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- 10 000.00
902	213	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 720 000.00
902	251	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 342 780.00
903	30	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 150 000.00
903	313	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	405 000.00
903	323	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	- 150 000.00
903	324	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 290 000.00
904	411	20422	SUBVENTIONS EQUIP. VERSEES	- 50 000.00
904	411	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 165 178.00
904	412	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 1 350 000.00
904	422	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	20 000.00
904	422	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 420 000.00
905	520	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- 93 000.00
905	524	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	- 173 947.00
905	524	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- 660 192.00
906	64	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 1 150 000.00
908	810	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	100 000.00
908	813	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	17 000.00
908	813	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	8 000.00
908	814	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 6 830.00
908	816	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	110 000.00
908	821	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 200 000.00
908	822	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 1 282 800.00
908	823	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	225 000.00
908	823	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 1 482 000.00
908	824	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	- 33 536.00
908	824	204132	SUBVENTIONS EQUIP. VERSEES	- 496 000.00
908	824	2041582	SUBVENTIONS EQUIP. VERSEES	- 25 000.00
908	824	204182	SUBVENTIONS EQUIP. VERSEES	- 175 350.00
908	824	20421	SUBVENTIONS EQUIP. VERSEES	- 20 000.00
908	824	20422	SUBVENTIONS EQUIP. VERSEES	- 409 505.00
908	824	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 622 659.00
908	824	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 5 881 358.00
910		21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 933 948.35
910		24	IMMOBILISATIONS MISES A DISPOSITION	- 3 933 948.35
911		27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 325 000.00
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>				<b>624 793.00</b>

**Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- adopter la Décision Modificative proposée au niveau du chapitre budgétaire,
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.]

**Monsieur le Maire :** Monsieur LEVITA.

**Max LEVITA :** Je peux tenir cinq minutes ou deux heures. Je vous propose de tenir cinq minutes. Quelques chiffres importants sont à noter. Grâce à cette décision modificative, nous améliorons le taux de financement de 1 800 000 €. Nous en avions 34 300 000 € avant cette DM, à laquelle s'ajoutent désormais 1 800 000 €.

Nous diminuons le recours à l'emprunt de 19 600 000 €. Nous avions 43 700 000 € avant cette DM. Enfin, nous prenons en compte les intempéries à hauteur de 600 000 € pour le fonctionnement et de 2 250 000 € pour l'investissement.

Pour la section de fonctionnement, nous avons enregistré, en recettes, 395 000 € de subventions supplémentaires.

En dépenses, sont demandés :

- 611 000 € pour les réparations suite aux intempéries qui n'ont pas touché que des immeubles, mais aussi la voirie qu'il a, notamment, fallu nettoyer ;
- 80 000 € de subventions pour le COSC pour lequel nous mettons deux agents à disposition ;
- 60 000 € pour les illuminations de Noël.

Ces opérations en augmentation représentent 750 000 €.

En diminution, peuvent être cités :

- les frais de personnel en diminution de 1 M€. Avant la DM, il y avait 170 M€ ;
- la politique de stationnement en diminution de 300 000 €. Il s'agit en fait d'une dépense reportée sur 2015 ;
- la subvention du CCAS en diminution de 350 000 €. Le CCAS a enregistré une subvention supplémentaire due au remboursement de la TVA. Le CCAS nous rend l'argent. Merci Madame MIRALLES ;
- les fluides en diminution de 270 000 € à cause du climat favorable et des économies réalisées par les services. Je les en remercie.

Pour l'investissement, nous réduisons le recours à l'emprunt de 19 600 000 €. La section d'investissement s'équilibre à 625 000 €. Les dépenses d'investissement comprennent essentiellement :

- 2 250 000 € pour les grosses réparations suite aux intempéries. Il faut noter que 1 250 000 € devront être inscrits au BP 2015. Nous espérons que ces réparations seront remboursées, au moins en partie, par les compagnies d'assurance. Mais elles n'ont pas encore rendu leur évaluation ;
- 150 000 € pour l'étude concernant l'école du quartier Ovalie dont a parlé ma collègue, Isabelle MARSALA ;
- 25 000 € pour le financement de l'acquisition de corbeilles à papier dans l'Ecusson.

Nous avons une bonne surprise pour le parking du nouveau Saint-Roch, avec une diminution des dépenses. Elles étaient prévues à hauteur de 17 500 000 €. Nous sortons à 16 400 000 €, dont 5 000 000 € pour ce parking.

En recettes :

- 1 850 000 € de cessions complémentaires ;
- 2 400 000 € de subventions dont 1 200 000 € de la Caisse des Dépôts et Consignations qui nous a accompagnés dans la création de l'école Chengdu.

Enfin, nous avons un solde positif de 6 M€ suite à l'acquisition de l'EAI. Il s'agit de l'intégration du deuxième versement et la vente à la SAM d'une partie de cette EAI.

Je réponds à vos questions si vous en avez.

**Monsieur le Maire :** Merci Monsieur LEVITA. Qui souhaite la parole ? Monsieur LANNELONGUE.

**Gérard LANNELONGUE :** Merci Monsieur le Maire. Comme cela a été précisé lors de la commission des finances, je reprends les points positifs. L'amélioration de l'autofinancement et la diminution de l'emprunt sont indiscutablement les deux points positifs. Votre gestion doit être vertueuse face à ce qui va advenir demain. Il n'est pas anecdotique de souligner également l'acquisition de corbeilles à papiers parce que cette ville, Monsieur le Maire, est toujours sale.

**Monsieur le Maire :** De nombreuses choses sont à faire. Madame JANNIN a raison en disant qu'il faut réparer la ville. Je vous dis un petit mot sur les corbeilles à papier. 110 corbeilles sont prévues ce qui fera, en tout, 250 corbeilles. C'est ce que les Montpelliérains nous ont demandé. Nous allons faire réexaminer les corbeilles mises en place parce qu'elles sont fabriquées de telle façon que lorsque l'on met un sac dessus, le reste est obturé. Nous avons changé de système en prenant des corbeilles à papier munies d'un col biseauté pour que les sacs ne stagnent pas au-dessus.

Deuxièmement, ces corbeilles seront munies de logettes particulières pour abriter les toutounettes. Avec Madame BARTHAS-ORSAL, nous sommes en train de remettre en place les sacs en plastique pour ramasser les déjections des chiens en ville. Je vous en informe. Nous ferons une conférence de presse pour en expliquer le mode d'utilisation.

**Gérard LANNELONGUE :** Parmi les points négatifs, je note que les dépenses d'équipement diminuent de 16 400 000 €. Aucun effort n'est porté au niveau du fonctionnement. Nous serons amenés à en reparler, mais il va bien falloir que des efforts soient visibles au niveau du fonctionnement. J'allais dire que nous le verrons au moment du budget 2015. J'en profite pour rappeler qu'historiquement, nous avions le DOB au mois de novembre afin que le budget N+1 soit voté pendant le mois de décembre. On peut penser qu'exceptionnellement, on ne devrait pas voter le budget au mois de décembre, comme c'était traditionnellement le cas. Cela signifierait une rupture par rapport au respect du principe de l'antériorité en matière budgétaire. Je tenais à faire cette remarque qui mérite d'être mentionnée dans cette enceinte.

**Monsieur le Maire :** Monsieur LANNELONGUE, les efforts sur le fonctionnement sont les plus difficiles à réaliser parce qu'il faut du temps.

**Gérard LANNELONGUE :** Je sais.

**Monsieur le Maire :** Avec Monsieur LEVITA, nous nous appliquons à ne pas faire de folies, que ce soit à la Ville ou à l'Agglomération. Il faut du temps.

J'en profite pour dire que je suis en pleine procédure de recrutement du futur directeur général des services. D'ici une quinzaine de jours, je pense être à même de pouvoir dévoiler la personne choisie pour une prise de fonction en début d'année 2015. De nombreuses choses doivent être remises en ordre au niveau du fonctionnement des services avec beaucoup d'économies à faire. Nous en sommes conscients.

**Gérard LANNELONGUE :** C'était bien de le rappeler. Je vous remercie pour votre réponse. Cela va dans le sens de ce que nous souhaitons dire.

**Monsieur le Maire :** Monsieur LEVITA.

**Max LEVITA :** Vous posez une excellente question, Monsieur le Président de la commission des finances, concernant le Débat d'Orientation Budgétaire. Il ne vous a pas échappé que nous devenons une métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015. A l'heure actuelle, les 31 communes sont en négociation avec l'Agglomération. Le Président de l'Agglomération a prévu de décider, le lundi 17 novembre, le périmètre de ce qui sera transféré dans l'ensemble des communes. A partir de là, nous entrerons dans l'évaluation de ce que cela représente au niveau du fonctionnement, du personnel, des investissements à venir et des dettes transférées. Ce travail est tellement gigantesque que, vraisemblablement, nous ne parviendrons pas à le réaliser avant le 31 mars 2015. Cela nous conduira à adopter un fonctionnement particulier pour la Métropole. Le Maire a décidé que le DOB aura lieu en janvier ou février pour un vote des budgets de la Métropole et de la Ville fin février ou début mars. Le problème est d'évaluer les allocations de compensation.

**Monsieur le Maire :** La compensation sera estimée par un cabinet extérieur à disposition des 31 communes et en négociation avec chacune d'entre elles.

**Pour : 56**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

*Mme MARTIN-PRIVAT sort définitivement de séance et donne procuration à Mme KNAPNOUGEL.*

## **60- Bouclage ligne 4 du tramway - Mise à disposition de locaux au profit de la TAM - Autorisation de signer la convention de mise à disposition**

¶ Dans le cadre des travaux de bouclage de la ligne 4 du tramway sur le territoire de la commune de Montpellier, la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TAM), mandataire du Maître d'Ouvrage pour la réalisation de ces travaux, souhaite mettre en place un espace d'information au public pendant la durée des travaux.

Au vu de l'intérêt général de l'opération, la Ville souhaite mettre à disposition de la TAM, à titre gracieux jusqu'à septembre 2016 date prévue de fin des travaux, un local de 15 m<sup>2</sup> situé 17 boulevard du Jeu de Paume à Montpellier au sein des locaux de Mission Grand Cœur.

Cette convention prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2014 pour se terminer le 1<sup>er</sup> septembre 2016.

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver la convention de mise à disposition des locaux, jointe en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. ]

**Monsieur le Maire :** Il s'agit de ce que nous avons inauguré hier. Une partie du siège de la Mission Grand Cœur sera mise à la disposition de TAM pour servir d'usage au public venant se renseigner sur l'avancée des travaux de la ligne 4.

**Pour : 59**

**Contre :**

**Abstentions :**

**Adopté à l'unanimité.**

## **61-Attribution et modification d'attribution de subventions - Exercice 2014**

### **1) Attributions de subventions**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

### **• Dans le cadre de la thématique REUSSITE EDUCATIVE :**

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
1469	LES FRANCAS DE	Fonctionnement		9 000 €

	L'HERAULT			
2737	SWING GUM ENFANCE	Projet	BANCS DE SABLE / OPERA COMEDIE	8 500 €
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT - OCCE 34	Projet	CLASSES ROUSSES	43 013 €
6004	COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE JULES SIMON	Projet	CLASSES ROUSSES	5 750 €
TOTAL				66 263 €

**Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, fonction 922**

- **Dans le cadre de la thématique VIE ASSOCIATIVE :**

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
2957	LA BARONNIE DE CARAVETES	Projet	20 <sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE DE LA BARONNIE DE CARAVETES	3 000 €
TOTAL				3 000 €

**Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, fonction 920**

- **Dans le cadre de la thématique JEUNESSE & SPORT :**

- SPORT

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
5816	CLUB SPORTIF CHEMINOT PETANQUE MONTPELIER	Fonctionnement		400 €
TOTAL				400 €

**Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, fonction 924**

- **Dans le cadre de la thématique URBANISME ET AMENAGEMENT DURABLE :**

- LOGEMENT

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
1784	AGENCE IMMOBILIERE A VOCATION SOCIALE (AIVS)	Fonctionnement		4 000 €
TOTAL				4 000 €

**Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, fonction 928**

- **Dans le cadre de la thématique SOCIAL :**

- SOLIDARITE

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
4326	SOCIETE DE SAINT-	Fonctionnement		7 000 €

	VINCENT DE PAUL			
TOTAL				7 000 €

**Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, fonction 925**

○ COHESION SOCIALE

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
5895	COLLECTIF MONTPELLIERAIN POUR UNE ACCORDERIE ET AUTRES SOLIDARITES RECIPROQUES - COMASOR	Fonctionnement		2 500 €
64	ADAGES ESPACE FAMILLE	Fonctionnement		1 500 €
TOTAL				4 000 €

**Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, fonction 925**

• Dans le cadre de la thématique **COMMEMORATIONS** :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
617	ASSOCIATION LA 177 <sup>ème</sup> SECTION DES MEDAILLES MILITAIRES	Fonctionnement		200 €
TOTAL				200 €

**Les crédits seront prélevés sur la ligne 21363, nature 6574, fonction 920**

• Dans le cadre de la thématique **BOURSE ANIMATION JEUNES:**

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
5554	COMPAGNIE THEATRE DU SUD	Projet	PREVENTION DES INCIVILITES CHEZ LES JEUNES	1 500 €
1751	THEATRE AMATEUR UNIVERSITE SCIENCES ET TECHNIQUES TAUST	Projet	LES ETUDIANTS FONT LEUR CAPHARTNAUM	800 €
TOTAL				2 300 €

**Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, fonction 924**

• Dans le cadre de partenariats:

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
2866	COMITE DES ŒUVRES SOCIALES ET CULTURELLES DU PERSONNEL COMMUNAL	Fonctionnement		79 666 €
TOTAL				79 666 €



**Les crédits seront prélevés sur la ligne 905, nature 6574, fonction 920**

• **Dans le cadre de la thématique SANTE:**

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
3254	SANTE ET SOLIDARITE	Fonctionnement		2 500 €
TOTAL				2 500 €

**Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, fonction 925**

2) Modification d'attribution de subvention :

Par délibération du 26 juin 2014 la Ville a attribué à l'association sportive CESDA 34 une subvention de 500 € pour la réalisation du projet « Opération citoyenneté ». Le porteur du projet ayant changé par la suite il convient d'annuler cette attribution de subvention et de proposer une nouvelle attribution comme suit :

• **Dans le cadre de la thématique BOURSE ANIMATION JEUNES :**

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
708	ASSOCIATION ST VINCENT DE PAUL POUR DEFICIENTS AUDITIFS	Projet	OPERATION CITOYENNETE	500 €
TOTAL				500 €

**Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, fonction 924**

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions ou des lettres d'engagement ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus, pour un montant de **169 829 €** ;
- D'approuver les modifications d'attribution de subvention telles que définies ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. ]

***Pour : 56***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

**62- Convention entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'agglomération de Montpellier relative à l'entretien et la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de la Communauté d'agglomération  
Avenant n°1 -Autorisation de signature**

Depuis le 1er janvier 2003, les services de la Ville de Montpellier assurent par convention, l'entretien et la maintenance des équipements climatiques des bâtiments transférés à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le 1er janvier 2008, cette convention a été étendue à une partie de son patrimoine propre.

Par délibération n°2010/555 du 13 décembre 2010, la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont conclu, pour une durée de 4 ans, une convention permettant la réalisation de cette prestation par le service énergie de la ville de Montpellier, pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette convention arrive à échéance le 31 décembre 2014.

Afin de permettre que la maintenance des installations de chauffage soit assurée jusqu'à la fin de la saison de chauffe 2014-2015, la durée de la convention doit être prorogée de six mois, l'échéance étant ainsi décalée au 30 juin 2015. C'est l'objet de l'avenant n°1.

Les autres dispositions de la convention sont inchangées.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :**

- autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ainsi que tous documents afférents,
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.]

**Pour : 56**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

## **63- AFFAIRE RETIREE**

### **64- Cession de matériel et mobilier de coiffure pour 1'euro symbolique à l'association Issue**

Dans le cadre de l'opération "Montpellier Grand Coeur", La Ville de Montpellier a exercé son droit de préemption dans un immeuble situé au 44 rue du faubourg du Courreau et a acquis, le 5 décembre 2013, le droit au bail d'un salon de coiffure, ainsi que le matériel et les objets mobiliers servant à l'exploitation du fonds de commerce.

Le matériel et les mobiliers acquis, estimés à 4 000 € au moment de la cession, ont subi une dépréciation de leur valeur depuis la vente du fait de leur non exploitation.

D'autre part, ce matériel demeure une charge pour la Ville puisqu'il ne peut être utilisé par ses services et nécessitera d'être déménagé et stocké en cas d'exploitation future du fonds de commerce.

L'association Issue agit en faveur des personnes défavorisées et a pour but de répondre aux situations d'urgence sociale.

Elle mène actuellement un projet d'aide à la réinsertion sociale par la valorisation de l'image de soi, qui consiste à restaurer son image corporelle en proposant des techniques esthétiques et une approche directe et individuelle.

Compte-tenu de l'intérêt général de cette opération, il est proposé de céder pour un euro symbolique le matériel et les mobiliers se trouvant actuellement dans le local du 44 rue du faubourg du Courreau à l'association Issue. Il est convenu avec l'association Issue que celle-ci fera son affaire du retrait des matériels cédés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de céder le matériel de coiffure et les mobiliers se trouvant dans le local du 44 faubourg du Courreau à l'association Issue pour 1 euro symbolique ;
- d'autoriser le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. ]

**Pour : 56**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

## **65 - Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/S.E.R.M. Opération CONSULS DE MER Caisse d'Epargne**

¶ Dans le cadre de l'opération CONSULS DE MER, confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un emprunt de 4 M€ pour financer à moyen terme cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec des banques partenaires, la SERM a obtenu l'emprunt suivant :

- 4 000 000 € auprès de la CAISSE D'EPARGNE aux conditions suivantes :
  - Taux fixe de 1,40%,
  - Durée : 3 ans,
  - Différé d'amortissement : 1 an,
  - Echéances trimestrielles
  - Frais de dossier : 0,10% du capital soit 4 000 €
  - Remboursement anticipé : possible, totalement ou partiellement, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.
  - Garantie de la Ville : 80%

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés

Cette garantie est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 3,2 M€.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 80 %, augmenté de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt que la Société d'Equipement de la région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de la CAISSE D'EPARGNE, à hauteur de 3,2 M€ de garantie, aux conditions précisées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire. ]

**Pour : 52**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Les Administrateurs de la SERM ne prennent pas part au vote : Max LEVITA, Sauveur TORTORICI, Pascal KRZYZANSKI, Patricia MIRALLES.**

**Adopté à l'unanimité.**

## **66 - Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/S.E.R.M. Opération JACQUES COEUR Banque Postale Crédit Entreprises**

Dans le cadre de l'opération JACQUES COEUR, confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un emprunt de 1.5 M€, pour financer à moyen terme cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec des banques partenaires, la SERM a obtenu l'emprunt suivant :

- 1 500 000 € auprès de la BANQUE POSTALE Crédit Entreprises aux conditions suivantes :
    - durée : 4 ans et un mois
    - pas de différé d'amortissement
    - taux variable (avec option de passage à taux fixe) : Euribor 3 M +1.35% soit environ 1.439%
    - remboursement anticipé possible avec indemnité.
    - Echéances trimestrielles,
    - Amortissement progressif (taux de progression : 5%),
    - Commission d'engagement : 0.10% du montant du prêt soit 1 500 €,
    - Remboursement anticipé : possible à chaque échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû moyennant le paiement d'une indemnité dégressive de 0.57% et un délai de préavis de 35 jours calendaires
    - Option de passage à taux fixe possible à chaque date d'échéance d'intérêts et pour la durée résiduelle du prêt
- Dans le cas du taux fixe, le délai de remboursement anticipé passe à 50 jours calendaires,
- Date de versement : 31/12/14 au plus tard
  - Commission de dédit : 0.57% du capital non utilisé
  - garantie de la Ville de Montpellier à hauteur de 80%.

Conformément aux articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ; à l'article 2298 du Code civil ; à l'ensemble des articles L.300-1 et suivants du Code de l'urbanisme, notamment l'article L.300-5, et l'article L.1523-2 du Code général des collectivités territoriales ; à la délibération de la Ville de Montpellier du 25/04/1997 approuvant le dossier de création de l'Opération ; à la délibération de la Ville de Montpellier du 6/01/1997 désignant la SERM comme aménageur de l'Opération ; au traité de concession signé 15/02/1997 transformé en Convention Publique d'Aménagement signé le 7/09/2001 et notifiée au Concessionnaire le 7/09/2001 ; aux avenants à la Convention ;

La Ville de Montpellier accorde son cautionnement avec renonciation au bénéfice de discussion pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 80 %, augmentées dans la même proportion de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires, au titre du Contrat de Prêt contracté par l'Emprunteur auprès du Bénéficiaire.

La Ville de Montpellier déclare que la Garantie est accordée en conformité avec les dispositions du Code général des collectivités territoriales et notamment celles relatives au plafond de garantie, à la division du risque et au partage du risque.

La Ville de Montpellier reconnaît être parfaitement conscient de la nature et de l'entendue de son engagement de caution tel que décrit aux articles 1.1, et 1.4 du présent engagement.

Il reconnaît par ailleurs être pleinement averti du risque de non remboursement du Prêt par l'Emprunteur et des conséquences susceptibles d'en résulter sur sa situation financière.

En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par l'Emprunteur, le cautionnement pourra être mis en

jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par le Bénéficiaire au Garant au plus tard 90 jours après la date d'échéance concernée.

La Ville de Montpellier devra alors effectuer le versement sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement ni exiger que le Bénéficiaire ne s'adresse au préalable à l'Emprunteur défaillant.

En outre, le Garant s'engage pendant toute la durée de l'emprunt, à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de la Garantie.

La Garantie est conclue pour la durée du Prêt augmentée d'un délai de trois mois.

La Ville de Montpellier s'engage à effectuer les mesures de publicité requises par les articles L.2131-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à en justifier auprès du Bénéficiaire.

La convention d'aménagement signée entre le Concessionnaire et le Concédant, notamment les clauses portant sur les engagements de subrogation que le Concédant accepte de réitérer au bénéfice de la Banque dans les termes et conditions fixés ci-dessous.

Le Concédant s'engage, selon les termes et conditions de la Convention, à poursuivre l'exécution du Contrat de Prêt en cas d'expiration de la Convention si le Contrat de Prêt n'est pas soldé.

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés

Cette garantie est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 1,2 M€.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 80 %, augmenté de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt que la Société d'Equipement de la région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de :  
la BANQUE POSTALE à hauteur de 1,2 M€ de garantie,  
  
aux conditions précisées ci-dessus
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire. ]

***Pour : 52***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Les Administrateurs de la SERM ne prennent pas part au vote : Max LEVITA, Sauveur TORTORICI, Pascal KRZYZANSKI, Patricia MIRALLES.***

***Adopté à l'unanimité.***

*Mme JAMET sort de séance.*

## **67 - Détermination du nombre d'Adjoints au Maire suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU**

[

Par délibérations n°2014/131 du 5 avril 2014 et n°2014/137 du 24 avril 2014, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a fixé à 21 le nombre des Adjoints au Maire.

Le 3 octobre dernier, Monsieur Fabrice PALAU a, par courrier, présenté sa démission du Conseil municipal et de ses fonctions d'Adjoint au Maire. Cette démission a été acceptée le 16 octobre par le Préfet, représentant de l'Etat dans le département de l'Hérault.

Conformément aux dispositions de l'article L 2122-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il est du ressort de l'assemblée délibérante de fixer le nombre d'Adjoints au Maire de la commune.

Il est donc aujourd'hui proposé au Conseil municipal la fixation de ce nombre à 20 postes d'Adjoints au Maire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- D'approuver cette modification du nombre d'Adjoints au Maire de la Ville de Montpellier.]

**Monsieur le Maire :** Je propose la réduction d'un poste en attendant les échéances futures. Le poste d'adjoint laissé par Monsieur PALAU n'est pas réattribué.

***Pour : 58***

***Contre :***

***Abstentions :***

***Adopté à l'unanimité.***

C'est Madame MIRALLES qui, par arrêté, se verra octroyer la délégation du quartier Croix d'Argent.

## **68 - Election d'un nouveau membre de la Commission municipale n°1 "Finances"**

[Par délibération en date du 24 avril 2014, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a désigné les membres de la Commission municipale n°1 « Finances ».

Suite à la démission de M. Fabrice PALAU du Conseil municipal, il convient de procéder à l'élection d'un nouveau membre afin de le remplacer au sein de la Commission n°1 « Finances ».

**A été élu :**

- Patrick RIVAS]

***Pour : 56***

***Contre :***

***Abstentions : 2***

***Adopté à l'unanimité.***

## **69 - Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine SERM Désignation d'un nouveau représentant**

[Monsieur le Maire rapporte :

Créée en 1961, la SERM, Société Anonyme d'Economie Mixte, réunit les Collectivités Publiques de l'Agglomération de Montpellier et les principaux acteurs du développement local. Elle met en œuvre et accompagne la réalisation de projets urbains.

Conformément aux dispositions des statuts de la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine, la Ville de Montpellier doit, en sa qualité d'actionnaire, être représentée :

- d'une part, au Conseil d'Administration par cinq délégués,

- d'autre part, à l'Assemblée Générale, par un mandataire unique pris parmi les membres élus pour siéger au Conseil d'Administration, étant précisé que le mandat de ses représentants prendra fin avec celui de l'Assemblée qui les a désignés.

Lors du Conseil Municipal du 24 avril 2014, la ville de Montpellier a désigné M. Fabrice PALAU pour la représenter au sein de la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine.

Suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU, il convient de désigner un nouveau représentant.

**A été élu :**

- Patrick RIVAS ]

***Pour : 56***

***Contre :***

***Abstentions : 2***

***Adopté à l'unanimité.***

## **70 - Société Publique Locale d'Aménagement SAAM Désignation d'un nouveau représentant**

[Afin de favoriser la réalisation des opérations d'aménagement sur le territoire de l'agglomération de Montpellier, le Conseil Municipal a voté en décembre 2009 la participation de la Ville de Montpellier à la création d'une Société Publique Locale d'Aménagement.

Les autres actionnaires sont : la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Région Languedoc-Roussillon, la Ville de Castelnau - le - Lez, la Ville de Lattes, la Ville de Juvignac, la Ville de Castries, la Ville de Cournonsec.

La Ville de Montpellier y est représentée par quatre élus de son Conseil municipal.

Lors du Conseil Municipal du 22 mai 2014, la ville de Montpellier a désigné M. Fabrice PALAU, M. Henri MAILLET, Mme Mylène CHARDES et M. Vincent HALUSKA pour la représenter au sein du Conseil d'Administration.

Suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU, il convient de désigner un nouveau représentant pour l'Assemblée Générale et le Conseil d'Administration.

**A été élu :**

- Patrick RIVAS ]

***Pour : 56***

***Contre :***

***Abstentions : 2***

***Adopté à l'unanimité.***

## **71 - Ecoles maternelles et primaires - Désignation de nouveaux représentants**

Conformément à l'article 17 du décret n° 90-788 du 06 septembre 1990, le maire ou son représentant et un conseiller municipal désigné par le conseil municipal sont amenés à siéger au sein des conseils d'écoles des établissements scolaires publics de premier degré.

Lors du Conseil Municipal du 22 mai 2014, la Ville de Montpellier a désigné M. Fabrice PALAU pour la représenter au sein des conseils des écoles suivantes : Ecole maternelle Aliénor d'Aquitaine, Ecole maternelle Hélène Boucher, Ecole élémentaire Alain Savary, Ecole élémentaire Ronsard.

La ville a également désigné lors de ce Conseil Municipal Madame BARTHAS-ORSAL pour la représenter au sein des conseils des écoles suivantes : Ecole maternelle Jules Michelet, Ecole primaire Joseph Delteil, ainsi que Madame SANTARELLI au sein du conseil de l'école Charles Dickens.

Suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU et aux demandes de Madame BARTHAS-ORSAL et de Madame SANTARELLI d'être remplacées, il convient de désigner de nouveaux représentants dans ces instances.

**Ont été élus :**

]

**Quartier Croix d'Argent :**

- Pour l'école maternelle Aliénor d'Aquitaine : Patricia MIRALLES
- Pour l'école maternelle Hélène Boucher : Patricia MIRALLES
- Pour l'école élémentaire Alain Savary : Patricia MIRALLES
- Pour l'école élémentaire Ronsard : Patricia MIRALLES

**Quartier Cévennes :**

- Pour l'école maternelle Jules Michelet : Sabria BOUALLAGA
- Pour l'école primaire Joseph Delteil : Sabria BOUALLAGA

**Quartier Prés d'Arènes :**

- Pour l'école élémentaire Charles Dickens : Pascal KRZYZANSKI

**Pour : 56**

**Contre :**

**Abstentions : 2**

**Adopté à l'unanimité.**

## **72 - Collèges - Désignation de nouveaux représentants**

Conformément aux dispositions de l'article 11 du décret 2005-1145 du 09 septembre 2005 relatif aux établissements publics locaux d'enseignement, il convient de désigner les représentants du Conseil Municipal dans les conseils d'administration des différents collèges de Montpellier.

Lors du Conseil Municipal du 22 mai 2014, la Ville de Montpellier a désigné M. Fabrice PALAU pour la représenter au sein du Conseil d'administration du collège Marcel Pagnol et du collège de la Croix d'Argent.

Suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU, il convient de désigner un nouveau représentant dans ces deux instances.

**A été élue :**

- Patricia MIRALLES]

**Pour : 56**



**Contre :**  
**Abstentions : 2**  
**Adopté à l'unanimité.**

*Mme JAMET entre en séance.*

### **73 - Ecoles privées - Désignation de nouveaux représentants**

Conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985 relative aux rapports entre l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements d'enseignement privé sous contrat, il convient de désigner les représentants du Conseil Municipal dans les conseils d'administration des écoles privées de Montpellier.

Lors du Conseil Municipal du 22 mai 2014, la Ville de Montpellier a désigné M. Fabrice PALAU pour la représenter au sein des conseils des écoles Saint Joseph et Sainte Emilie.

Suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU, il convient de désigner un nouveau représentant dans ces instances.

**A été élue :**

- Patricia MIRALLES ]

**Pour : 56**  
**Contre :**  
**Abstentions : 3**  
**Adopté à l'unanimité.**

### **74 - Commission de délégation de service public Désignation d'un nouveau représentant suppléant**

Cette commission composée de l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, président, et de cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein.

En outre, le comptable public de la ville de Montpellier et le représentant du ministre chargé de la concurrence siègeront au sein de la commission avec voix consultatives.

Lors du Conseil Municipal du 22 mai 2014, ont été élus :

**Titulaires :** Gérard CASTRE, Rémi ASSIE, Jean-Luc COUSQUER, Hervé MARTIN, Alex LARUE

**Suppléants :** Pascal KRZYZANSKI, Titina DA SYLVA, Fabrice PALAU, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE

Suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU, il convient de désigner un nouveau représentant suppléant.

**A été élue :**

- Maud BODKIN ]

**Pour : 56**

*Contre :*  
*Abstentions : 3*  
*Adopté à l'unanimité.*

## **75 - Agence Locale de l'Energie ALE**

### **Désignation d'un nouveau représentant suppléant**

La Ville de Montpellier a accepté le principe de création de l'Agence Locale de l'Energie de Montpellier, subventionnée par la Commission Européenne, véritable outil de proximité et d'aide à la décision, et qui a un statut d'association loi 1901 à but non lucratif.

Les principales missions de l'Agence Locale de l'Energie sont :

- La communication, la sensibilisation et l'information technique, neutre et objective sur la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables
- L'accompagnement technique des porteurs de projets pour l'optimisation énergétique dans les bâtiments, l'aménagement, l'urbanisme, les déplacements et les transports
- La mise en relation des partenaires, la création d'un lieu d'échanges entre tous les acteurs de l'énergie

Conformément aux statuts de l'association, la Ville de Montpellier doit être représentée, à l'Assemblée Générale et au sein du Conseil d'Administration, par quatre membres du Conseil Municipal.

Lors du Conseil Municipal du 24 avril 2014, ont été élus, membres titulaires : Vincent HALUSKA, Cédric de SAINT JOUAN, Christophe COUR, Titina DASYLVA et membres suppléants : Sabria BOUALLAGA, Jérémie MALEK, Jean-Marc DI RUGGIERO, Fabrice PALAU.

Suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU, il convient de désigner un nouveau membre suppléant.

**A été élu :**

- Abdi EL KANDOUSSI]

*Pour : 56*  
*Contre :*  
*Abstentions : 3*  
*Adopté à l'unanimité.*

## **76 - Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance**

### **Désignation d'un nouveau représentant**

Le CLSPD a pour vocation de favoriser l'échange d'informations entre les responsables des institutions et organismes publics et privés concernés et peut définir des objectifs communs pour la préservation de la sécurité et de la tranquillité publiques.

Conformément à la délibération prise le 22 mai 2014, le CLSPD est présidé en assemblée plénière par le Maire, en comité restreint par l'Adjointe au Maire déléguée à la sécurité, ainsi que par les élus de quartiers au sein des 6 groupes territoriaux (Nord, Sud, Cévennes, Centre, Port Marianne et Hôpitaux-Facultés).

Par ailleurs, les évolutions récentes de la politique de la ville au carrefour des politiques publiques de sécurité et de prévention de la délinquance suggèrent une mise en cohérence avec notamment le contrat de ville, sous pilotage de l'agglomération à partir de 2015 et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2014-2017 (STSPD) de la Ville de Montpellier. Cette STSPD ayant pour vocation à devenir la thématique « Sécurité et prévention de la délinquance » du futur contrat de ville, il apparaît nécessaire de désigner à ce titre l'Adjointe déléguée à la cohésion sociale.

Outre monsieur le Maire ont été élus : Marie-Hélène SANTARELLI, Chantal LEVY-RAMEAU, Sabria BOUALLAGA, Fabrice PALAU, Pascal KRZYZANSKI, Mylène CHARDES, Patricia MIRALLES, Sauveur TORTORICI, Titina DA SYLVA

Suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU, il convient de désigner un nouveau représentant.

**A été élue :**

- Maud BODKIN ]

***Pour : 56***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

## **77 - Association Départementale d'Information et d'Aide aux Victimes (ADIAV) - Désignation d'un représentant**

¶ L'Association Départementale d'Information et d'Aide aux Victimes (ADIAV) a été fondée en 1983, s'inscrivant dans une mouvance de politique criminelle visant la protection accrue et une meilleure prise en charge des victimes d'infractions pénales.

L'ADIAV est une association loi 1901, reconnue d'intérêt général, et agréée et financée par le Ministère de la Justice et les collectivités territoriales sur le territoire desquelles elle intervient.

Selon les statuts du 16 décembre 2011, la Ville de Montpellier est représentée par un membre élu au sein de son Conseil municipal, afin de siéger à l'Assemblée Générale et au Conseil d'Administration de la structure.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de désigner ce représentant.

**A été élue :**

- Maud BODKIN ]

***Pour : 56***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

## **78 - Commission de suivi de site de l'usine de méthanisation Amethyst Désignation d'un nouveau représentant**

¶ La commission de suivi du site Usine de méthanisation AMETYST a pour mission de :

- Créer entre les différents représentants des collèges, un cadre d'échanges et d'informations sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par les exploitants de l'installation en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L511-1 du code de l'environnement,
- Suivre l'activité de l'installation classée, lors de sa création, de son exploitation ou de sa cession d'activité,
- Promouvoir pour cette installation, l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code susvisé.

Lors du Conseil Municipal du 24 avril 2014, ont été élus :

- Titulaire : Fabrice PALAU
- Suppléant : Patricia MIRALLES

Suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU, il convient de désigner un nouveau représentant titulaire.

**Ont été élus :**

- Titulaire : Patricia MIRALLES
- Suppléant : Vincent HALUSKA ]

***Pour : 56***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

## **79 - Société Locale d'Epargne Pic Ovalie**

### **Désignation d'un nouveau représentant**

[ La loi du 06 juin 1999 qui a transformé la Caisse d'Epargne en banque coopérative a créée les sociétés locales d'épargne (SLE). Lieux de rencontres et d'échanges, elles contribuent à la création d'une culture commune de l'ensemble des sociétaires, au renforcement de leur attachement aux valeurs de la Caisse d'Epargne et mettent en œuvre ses missions d'intérêt général.

Lors du Conseil Municipal du 24 juillet 2014, la Ville de Montpellier a désigné M. Fabrice PALAU pour la représenter au sein de la Société Locale d'Epargne Pic-Ovalie.

Suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU, il convient de désigner un nouveau représentant.

**A été élue :**

- Patricia MIRALLES ]

**Monsieur le Maire :** En remplacement de Monsieur PALAU, je vous propose la candidature de Madame MIRALLES.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

***Pour : 56***

***Contre :***

***Abstentions : 3***

***Adopté à l'unanimité.***

## **80 - Maison de Retraite de la Croix d'Argent Jean Peridier**

### **Désignation d'un nouveau représentant**

[ La Maison de retraite Jean Périquier, située 174, rue Jacques Bounin dans le quartier de La Croix d'Argent, structure publique gérée par le Département de l'Hérault, a une capacité d'accueil de 151 places.

Conformément aux articles L315-10 et R315-6 du code de l'action sociale et des familles, relatif à la composition des conseils d'administration des établissements publics locaux sociaux et médico-sociaux, la Ville de

Montpellier, en tant que commune d'implantation de l'établissement, doit être représentée à son conseil d'établissement par un membre du Conseil Municipal.

Lors du Conseil Municipal du 22 mai 2014, la Ville de Montpellier a désigné M. Fabrice PALAU pour la représenter au sein de la Maison de Retraite de la Croix d'Argent Jean Périquier.

Suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU, il convient de désigner un nouveau représentant.

**A été élue :**

- Patricia MIRALLES ]

**Monsieur le Maire :** En remplacement de Monsieur PALAU, je vous propose la candidature de Madame Patricia MIRALLES.

*Pour : 56*

*Contre :*

*Abstentions : 3*

*Adopté à l'unanimité.*

## **81 - Association languedocienne pour l'aide aux insuffisants mentaux Désignation d'un nouveau représentant**

[L'Association languedocienne pour l'aide aux insuffisants mentaux intervient dans le domaine de l'accueil, de l'accompagnement et de la réinsertion professionnelle et sociale des personnes atteintes d'un handicap mental.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 91.1415 du 31 décembre 1991 relatif aux Conseils d'Etablissements des Institutions Sociales et Médico-Sociales, la ville de Montpellier doit être représentée au sein de chaque Conseil d'établissement de l'Association Languedocienne pour l'Aide aux Insuffisants Mentaux par un membre du Conseil municipal.

Lors du Conseil Municipal d 22 mai 2014, monsieur Fabrice PALAU a été élu pour représenter la Ville au conseil d'établissement du Foyer Bearevoir.

Suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU, il convient de désigner un nouveau représentant pour le Foyer Bearevoir.

**A été élue :**

- Patricia MIRALLES ]

**Monsieur le Maire :** En remplacement de Monsieur PALAU, je vous propose la candidature de Madame Patricia MIRALLES.

*Pour : 56*

*Contre :*

*Abstentions : 3*

*Adopté à l'unanimité.*

## **82 - Avis de la Ville de Montpellier dans le cadre de l'enquête publique relative à la requalification environnementale de l'actuelle autoroute A9**

Une enquête publique préalable à la DUP et à la cessibilité, a été diligentée par le Préfet du 21 octobre 2014 au 20 novembre 2014, concernant le projet d'ASF, relatif à la requalification environnementale de l'A9 actuelle. Dans le cadre du dossier soumis à l'enquête, un ouvrage de rétention de ruissellement des eaux pluviales a été programmé sur la commune de Montpellier sur un terrain appartenant à la Ville dans le quartier Port Marianne.

La ZAC Port Marianne – Rive Gauche a été créée le 4 février 2008. Cette opération, d'une superficie d'environ 9,6 ha, comprend une zone non bâtie qui permet de faire une transition avec l'A9 existante et qui est affectée à la réalisation d'un parc urbain connecté au réseau de déplacements doux du secteur.

Ce parc, d'environ 1,4 ha de superficie en bordure nord de l'autoroute, est prévu sur un foncier dont une grande partie appartient déjà à la ville (parcelle SC25, domaine privé de la Ville). Il est situé sur une zone dite « de transparence hydraulique » entre le Lez et la Lironde inscrite au PPRI en zone rouge. Cette transparence se prolonge sur le quartier République pour rejoindre le bassin versant de la Lironde.

L'opération Rive Gauche est donc bordée au sud par la « transparence hydraulique » et par l'actuelle autoroute A9. Cette dernière va faire l'objet de travaux de requalification environnementale (réduction du bruit et de la pollution due aux eaux de ruissellement des eaux de surface) parallèlement à la création d'une nouvelle autoroute dite A9b. Dans ce cadre, une enquête publique conjointe portant sur le projet de DUP de l'opération et valant enquête parcellaire est en cours depuis le 21 octobre 2014 jusqu'au 20 novembre 2014.

Dans le cadre de cette requalification, ASF, maître d'ouvrage des travaux, envisage de créer un bassin de rétention dans la transparence hydraulique. Son emplacement ne paraît pas opportun tant du point de vue hydraulique (il n'est pas recommandé de créer des bassins de rétention des eaux dans les zones de transparence) que du point de vue urbain (le parc serait grevé d'un ouvrage de conception a priori très technique). Il pourrait être plus judicieusement localisé au sud de l'A9, dans des terrains maîtrisés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les propositions faites en ce sens ont cependant été écartées par ASF malgré de nombreux échanges de courriers avec la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il convient de noter que le dossier soumis à enquête publique ne permet pas, même si les dimensions de l'ouvrage sont données (800 m<sup>3</sup>), d'apprécier précisément l'opportunité de ce bassin de rétention sur ce site. Le dessin de l'ouvrage, ainsi que son traitement paysager éventuel, n'étant pas précisés. Il existe parallèlement un risque de « volume mort » (eau stagnante) ainsi que de pollution résiduelle, compte tenu de la destination de l'ouvrage (de « traitement qualitatif » des eaux de ruissellement de l'autoroute, qui sont évidemment polluées).

La Ville est favorable au projet de requalification de l'A9, cependant il paraît souhaitable qu'elle se manifeste dans le cadre de l'enquête publique auprès du commissaire enquêteur pour exprimer son opposition à ce bassin de rétention tel qu'il est prévu aujourd'hui, pour des raisons de traitement paysager du secteur, et parce qu'il se situe au sein même de la transparence Lez – Lironde (zone inondable).

Elle entend donc faire connaître son opposition à ce projet de bassin de rétention et demander qu'une alternative à ce projet de bassin soit trouvée par le maître d'ouvrage qui est ASF.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du projet de Déclaration d'Utilité Publique de requalification environnementale de l'actuelle autoroute A9, tel que mentionné dans le dossier soumis à enquête publique et de donner un avis favorable à ce projet ;
- de faire connaître l'opposition de la Ville à l'implantation d'un bassin de rétention des eaux de ruissellement, du fait de sa mauvaise intégration paysagère et situé dans la « transparence hydraulique Lez Lironde » au nord de l'autoroute A9 et au sud de la ZAC Port Marianne Rive Gauche dans le cadre de l'enquête publique en cours ;
- de demander qu'une alternative soit trouvée par le maître d'ouvrage des travaux pour une nouvelle implantation de ce bassin, plutôt au sud de l'autoroute A9 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire, et ce notamment auprès du commissaire enquêteur dans le cadre de l'enquête publique en cours.]

**Monsieur le Maire :** Un mot, Madame JANNIN, s'il vous plaît.

**Stéphanie JANNIN :** Dans le cadre de la nouvelle autoroute A9, l'ASF doit respecter un certain nombre d'engagements de compensation environnementale, notamment sur les questions hydrauliques. ASF doit réaliser un bassin de rétention sur le périmètre de la ZAC Rive gauche. Lors de l'enquête publique, nous avons émis un avis négatif qui est confirmé dans cette délibération. La localisation prévue par ASF ne nous semble pas judicieuse. D'un point de vue fonctionnel, ce bassin se situe à un niveau où devrait être respectée la transparence hydraulique Lez Lironde, c'est-à-dire que ce sera le premier endroit à se remplir en cas d'inondation. D'un point de vue urbain, nous ne souhaitons pas voir, au pied des nouveaux quartiers réalisés sur la ZAC Rive Gauche, la réalisation de ce bassin de rétention.

**Pour : 56**

**Contre :**

**Abstentions : 3**

**Adopté à l'unanimité.**

### **83 - Institution de la taxe d'aménagement sur le territoire communal**

[La loi des finances rectificative du 29 décembre 2010 a profondément modifié la fiscalité de l'urbanisme et notamment les articles L.331-1 et suivants du code de l'urbanisme.

En application des dispositions susvisées, la taxe d'aménagement applicable aux autorisations d'urbanisme est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2012 en substitution des taxes locales existantes.

Dans la perspective de ce changement, par délibération du 25 juillet 2011, la Ville de Montpellier a institué sur son territoire la taxe d'aménagement applicable aux autorisations d'urbanisme. Cette délibération a été prise pour une durée de 3 ans.

Ce délai arrivant à échéance, il convient donc aujourd'hui de délibérer pour maintenir la taxe d'aménagement et les valeurs applicables de cette taxe aux autorisations d'urbanisme. Ce renouvellement est valable pour un an reconductible tacitement.

La taxe d'aménagement comprend une part communale et une part départementale.

La valeur forfaitaire du m<sup>2</sup> de la surface de la construction taxée qui sert de base au calcul de la taxe est fixée par la loi.

Il appartient au conseil municipal de fixer le taux d'imposition applicable à la part communale de la taxe d'aménagement.

Après analyse il paraît souhaitable de maintenir un niveau d'imposition comparable à celui actuellement en vigueur, à savoir 5%.

Comme le permet l'article L.331-13 du code de l'urbanisme, il est également proposé de maintenir la base imposable des emplacements de stationnement non compris dans la surface taxable. Cette mesure réduira la distorsion importante entre le coût des aires de stationnement extérieures et intérieures.

**En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :**

- de maintenir sur le territoire communal la taxe d'aménagement au taux de 5% ;

- de dire que la présente délibération sera valable pour une durée de un an reconductible tacitement mais que le taux pourra être modifié tous les ans ;

- de dire que la valeur forfaitaire des places de stationnement non comprises dans la surface visée à l'article L.331-10 du code de l'urbanisme sera de 5000 € ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Monsieur le Maire :** Qui veut des explications auprès de Madame JANNIN ? Monsieur LANNELONGUE.

**Gérard LANNELONGUE :** Cette taxe d'aménagement sur le territoire communal n'était pas à l'ordre du jour. Peu importe. Nous l'avons traitée en commission des finances. Je signale en séance que le dispositif de la libération prévoit une reconduction tacite de cette délibération instituant cette taxe. Il est classique de considérer que les impôts et taxes doivent être consentis de manière annuelle. Cette reconduction tacite porterait atteinte au principe d'annualité. C'est la raison pour laquelle nous souhaiterions revenir sur ce consentement tacite. Nous voterons pour si nous revenons dessus. Sinon, nous nous abstiendrons.

**Monsieur le Maire :** Monsieur LEVITA.

**Max LEVITA :** Avec l'accord du Maire et dans le cadre du budget primitif, nous insisterons sur le fait que cette taxe est reconduite.

**Monsieur le Maire :** Madame JANNIN.

**Stéphanie JANNIN :** Le libellé de la délibération induit peut-être en erreur, puisqu'il ne s'agit pas de l'institution de la taxe d'aménagement. Cette taxe existe. Les taux sont inchangés. Aucune augmentation, ni pression fiscale n'est appliquée à l'urbanisme. Elle a été instituée en 2011 pour trois ans. Aujourd'hui, nous l'instituons avec ce principe de renouvellement tacite.

**Monsieur le Maire :** C'est donc une reconduction.

***Pour : 56***

***Contre : 3***

***Abstentions :***

***Adopté à la majorité.***

Je vous remercie. Le prochain Conseil municipal est prévu le 17 décembre à 17h. Merci à tous.

**Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 21h45.**



**Conseil Municipal 6 novembre 2014**  
**Décisions prises depuis le Conseil Municipal du 2 octobre 2014**

**Communication**

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du  
 Code Général des Collectivités Territoriales :**

**En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.**

<b>Numéro de la décision</b>	<b>Synthèse de la décision</b>
----------------------------------	--------------------------------

2014/0309	Marché à procédure adaptée pour la maintenance des véhicules de type gros utilitaires et poids-lourds de la Ville de Montpellier attribué à Montpellier Poids-Lourds pour un montant de 85 000 € HT maximum
2014/0311	Cotisation à l'association Institut Confucius de Montpellier pour l'année 2014 pour un montant de 5000 euros
2014/0314	Marché à procédure adaptée pour l'entretien des deux-roues motorisés de la flotte de véhicules de la Ville de Montpellier attribué à : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lot 1 (Scooters Peugeot et multimarques) : Moto Store 34 pour un montant de 30 000 € HT</li> <li>- Lot 2 (Scooters Aprilia et multimarques) : Moto Store 34 pour un montant de 30 000 € HT</li> <li>- Lot 3 (Motos) : Yam34 pour un montant de 29 000 € HT</li> </ul>
2014/0317	Annulation pour cause d'erreur matérielle de calcul et remplacement de la décision 2014/0177. Nécessité de conclure un avenant avec l'entreprise Malet marché 3D01852A pour le PAE Marqueroise pour un montant de 26 843,81 € HT soit une augmentation de 4,92 %
2014/0318	D'exercer le droit de préemption, pour le compte d'ACM, sur la propriété de la Société CODISUD située 396 rue Paul Rimbaud, cadastrée section MS 67 de 2 470 m <sup>2</sup> , pour un montant de 1.750.000 €
2014/0320	Reconduction de l'adhésion à l'association Elus Locaux Contre le Sida, favorisant l'engagement politique dans la lutte contre le sida pour un montant de 400 € HT pour 2014
2014/0321	Il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour valoriser la manifestation "Antigone des Associations" édition 2014, cette valorisation se concrétise essentiellement par une réservation d'espace de 8 pages dans le quotidien Midi-Libre ainsi que 10000 exemplaires de tirés à part, permettant la présentation détaillée de l'action de la municipalité ; ce marché a été attribué à la Société en nom collectif Midimédia pour un

	montant de 17 416 € HT
2014/0322	De renouveler l'adhésion à l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine (AVPU) pour un montant de 2 000 € au titre de l'année 2014
2014/0323	De conclure une convention pour l'attribution d'un logement à titre onéreux à Madame Aline MANIACI à l'école préélémentaire Jeanne Deroin pour un montant de 224,73 € mensuel
2014/0324	D'attribuer un MAPA concernant la réparation des carrosseries des véhicules pour un an et reconductible trois fois un an à la société CARROSSERIE LAMARE. Le montant total maximum des commandes pour la durée du marché est de 85 000 € HT
2014/0325	D'attribuer un MAPA, afin de choisir un prestataire en vue de l'exécution-production (mise au net et studio de production pour assurer la réalisation définitive des documents destinés à l'impression et aux supports multimédia), à la société Graphic Design pour un montant minimum de 10 000 € HT et maximum de 80 000 € HT.
2014/0326	D'attribuer à Bureau Véritas le marché "Vérifications périodiques" et à Qualiconsult le marché "Contrôle technique". Il s'agit de marchés à bons de commande, sans minimum ni maximum. Ils sont conclus pour un an reconductible trois fois.
2014/0327	Autorisation d'occupation temporaire du domaine public sur l'Espace Grammont au Bois de la Chaumière concernant la mission évangélique du 14/09/2014 au 05/10/2014
2014/0328	Attribution du marché "Fourniture de pièces de remplacement et maintenance corrective du système d'alerte crue" à l'entreprise DSA pour un montant de 18 539 euros HT
2014/0329	Attribution du marché à bons de commande pour la mise en conformité et sécurité des mâts d'éclairage des équipements sportifs à l'entreprise REEL MEDITERRANEE pour un montant de 20 000 € HT par an reconductible 2 ans
2014/0330	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur GILBERT SANCHEZ
2014/0331	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ LAURET Anne-Marie et Michel
2014/0332	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Viviane GREL
2014/0333	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "l'Achat de mélange 2 temps prêt à l'emploi pour le petit matériel à moteur thermique espace vert" à la société CEVENNES MOTOCULTURE pour un montant de commandes sans minimum et avec un maximum de 48 000 € HT. C'est un marché unique pour une durée d'exécution de 4 ans à partir de la date de notification
2014/0334	Autorisation d'attribuer le marché n°4D0029 d'entretien du Lez, des plans d'eau et des ouvrages de régulation à l'entreprise CIEL VERT pour un montant compris entre 100 000 € HT et 400 000 € HT
2014/0336	D'attribuer le marché "Aménagement et animation des événements" : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lot 1 (aménagement, production de stands) à la société Solution Expo ISF113 pour un montant minimum annuel de 50 000 € HT</li> <li>- Un arrêté de déclaration sans suite a été publié concernant le lot 2 « Animation,</li> </ul>

	dynamisation des événements »
2014/0338	Passation d'un avenant (n° 1) au marché n° 4B0060 « Mission d'étude pour l'élaboration du plan de gestion forestière et de gestion du risque incendie du massif de Lunaret » pour un montant de 4 400 € HT
2014/0341	D'attribuer le MAPA pour l'hébergement, référencement et statistiques des portails multi-sites internet et des sites crise-circulation : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lot 1(hébergement du portail multi-sites internet et des sites crise-circulation) à la société Eolas pour un montant minimum de 10 000 € HT et maximum de 35 000 € HT</li> <li>- Lot 2 (référencement et statistiques) à la société Eolas pour un montant minimum de 5 000 € HT et maximum de 53 000 € HT</li> </ul>
2014/0342	D'attribuer le marché « Formation Premiers Secours Civiques niveau 1 » à la CROIX ROUGE FRANCAISE pour un montant de 750 € par session
2014/0343	D'attribuer le marché « Formation gestes et postures » pour différents services de la collectivité à FORMATRANS pour un montant de 480 € par session
2014/0344	De signer une convention de mise à disposition du P.U.S. Veyrassi avec l'Université Montpellier 1 du 15 Septembre 2014 au 26 Juin 2015, pour un montant de 24 428,25 € T.T.C.
2014/0345	Dans le cadre de la mise en conformité PMR de la Maison pour Tous Escoutaire, la Ville souhaite confier une mission de maîtrise d'oeuvre à l'ATELIER AA pour un montant de 16 800 € HT.
2014/0347	Résiliation du marché de prestation de nettoyage professionnel d'articles textiles n° 3B0156 attribué à la société EDANCO, pour non respect des termes du marché, notamment pour la qualité des prestations et les délais contractuels d'exécution.
2014/0349	De signer la convention d'accès au service du Nœud de Raccordement Optique et d'utilisation de connectivités optiques, entre la Ville de Montpellier et HERAULT NETWORKS, pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans.
2014/0350	Attribution du marché n°3C00418 de mission de maîtrise d'oeuvre pour l'aménagement du barrage du lac des Garrigues à l'entreprise TRACTEBEL pour un montant de 67 150 € HT.
2014/0351	Signature d'une convention de participation aux équipements publics de la ZAC la Fontaine de 187.804 € en vue de l'attribution d'un permis de construire pour la construction d'un immeuble collectif.
2014/0352	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat de casques scooter et moto avec prestations de sérigraphies, antivols SRA, bottes, gants et équipements de protection (n°4B0153)" à la société SAGA YAM pour un montant de commandes sans minimum et avec un maximum de 40 000 € HT. C'est un marché unique pour une durée d'exécution de quatre ans à compter de sa date de notification.
2014/0353	De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et Hérault Télécom pour une durée de dix ans.
2014/0354	De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville et l'Office de Tourisme de Montpellier pour une durée de dix ans.

2014/0355	D'attribuer le marché à procédure négociée "Achat de pièces détachées d'origine et adaptables de rechange, d'entretien et de produits pour véhicules légers, véhicules utilitaires, poids lourds, deux roues et engins agricoles et de chantiers" pour le lot n°13 (pièces d'origine JOHN DEERE) à la société AGRISUD pour un montant estimatif annuel de commandes sans minimum et sans maximum de 4 000 € HT, pour le lot n°15 à la société ETOILE DU LANGUEDOC pour un montant estimatif annuel de commandes sans minimum et sans maximum de 1 000.00 € HT. Ce sont des marchés à procédure négociée conclus pour une période d'exécution de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans à compter de la date de notification.
2014/0356	De conclure une convention de mise à disposition des oeuvres pour l'exposition Aaron Siskind, une autre réalité photographique pour un montant de 65 000 € avec l'Arizona Board of Regents
2014/0357	D'attribuer le marché "achat de cinémomètres et d'éthylotests " à la société MERCURA S.A.S pour un montant de commandes avec un minimum de 8 000 € HT et un maximum de 40 000 € HT pour le lot n°1, et à la société CONTRALCO pour un montant de commandes avec un minimum de 1 000 € HT et un maximum de 35 000.00 € HT pour le lot n°2. Ce sont des marchés uniques pour une durée d'exécution de quatre ans à compter de sa date de notification.
2014/0358	Il est nécessaire de prolonger la durée des deux lots du marché 0G48 pour répondre à une demande du Tribunal administratif et pour cela d'adopter un avenant n° 1 avec chaque titulaire.
2014/0359	D'exercer le droit de préemption, sur la propriété RUIZ située rue des Marels lieudit Mas de Calage, cadastrée section RM 6 de 3.299 m², pour un montant de 21.000 €.
2014/0363	Le marché négocié à bons de commande concernant la mise en place de la verbalisation par voie électronique des infractions à la circulation routière est attribué à la société EXYZT sur une période initiale de 2 ans pour un montant de 381 345,40 € HT.